

RAPPORT ANNUEL 2012



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) œuvre aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de cultiver et de vendre davantage de produits vivriers, d'accroître leurs revenus et de déterminer le cap de leur propre existence. Depuis 1978, le FIDA a investi dans des projets quelque 14,9 milliards d'USD sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt octroyés à des pays en développement, permettant à plus de 410 millions de personnes de se libérer par elles-mêmes de la pauvreté et favorisant ainsi la création de communautés rurales dynamiques. Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome – la plateforme alimentaire et agricole des Nations Unies. Il représente un partenariat unique, regroupant 172 membres, entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*.

* À la date de publication, juin 2013

Tableau synoptique, 1978-2012^{a, b}

TABLEAU 1

	2008	2009	2010	2011	2012	1978-2012	
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons au titre du CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets	29	31	33	34	33	924	
Montant	en millions d'USD	552,2	644,1	794,2	947,2	968,0	13 811,7
Dons approuvés							
Nombre	70	99	88	83	88	2 486	
Montant	en millions d'USD	40,7	47,0	51,2	50,4	69,1	869,0
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre					1	1	
Montant	en millions d'USD				4,9	4,9	
Total des opérations de prêt et de don du FIDA	en millions d'USD	592,9	691,1	845,4	997,6	1 042,0	14 685,6
Cofinancement	en millions d'USD	305,0	308,1	677,2	412,2	458,5	9 627,6
Multilatéral		197,5	278,7	543,4	163,2	136,9	7 170,1
Bilatéral		13,3	24,6	74,5	159,4	183,0	1 664,8
ONG		3,5	0,7	10,4	-	3,5	44,9
Autre ^e		90,7	4,0	48,9	89,6	135,0	747,8
Contributions des pays	en millions d'USD	282,7	362,3	934,0	834,3	600,1	12 269,6
Coût total des programmes et projets^f	en millions d'USD	1 149,3	1 321,1	2 411,4	2 198,3	2 046,8	35 812,4
Inventaire des programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution		204	217	231	238	255	
Nombre de programmes et projets achevés		24	24	21	26	22	643
Nombre de programmes et projets dans la réserve		69	65	74	64	79	
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		26	25	28	32	32	762
Nombre de gouvernements bénéficiaires (portefeuille en cours)		88	91	96	97	99	
Décaissement des prêts	en millions d'USD	433,8	428,5	457,6	549,7	534,5	8 751,4
Décaissement des dons au titre du CSD	en millions d'USD	6,5	13,8	39,4	76,3	118,4	256,4
Remboursement des prêts^g	en millions d'USD	186,4	201,0	274,1	287,5	268,9	3 078,7
États membres et administration							
États membres – en fin de période		165	165	165	167	169	
Cadre organique – en fin de période ^{h, i}		233	235	260	298	312	

Sources: Système de gestion du portefeuille de projets, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2012, et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP); il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

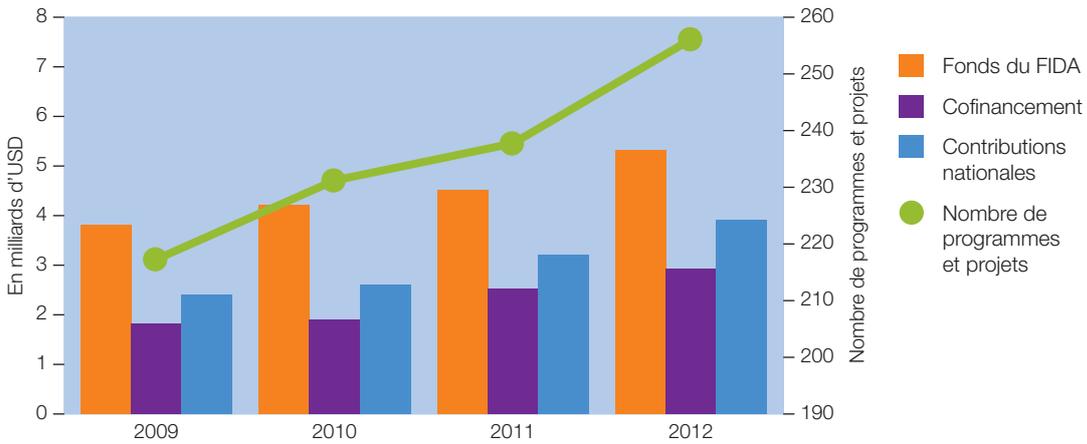
^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

^g Le remboursement des prêts concerne les remboursements au titre du principal et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE).

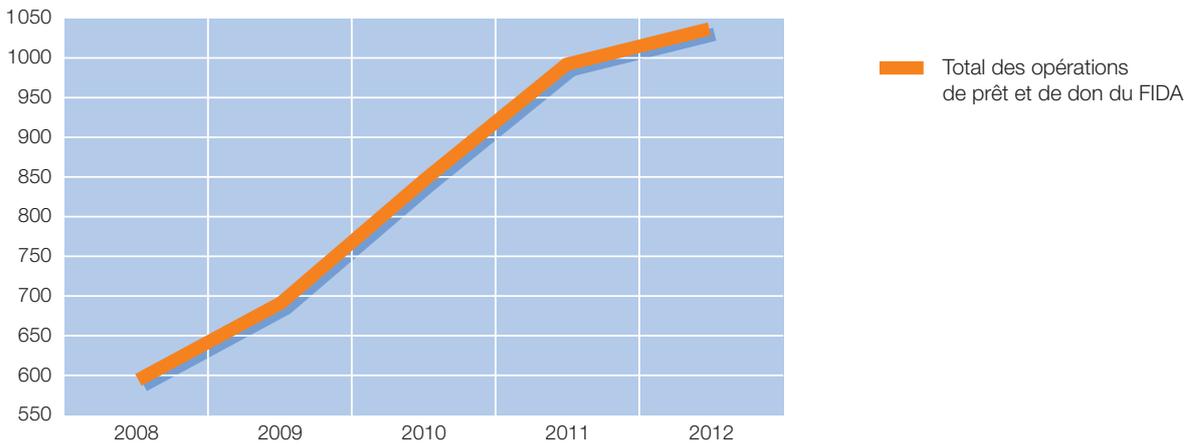
^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national des bureaux de pays.

GRAPHIQUE 1
Portefeuille en cours des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2009-2012
 Montants en milliards d'USD



GRAPHIQUE 2
Opérations de prêt et don du FIDA, 2008-2012
 Montants en millions d'USD



GRAPHIQUE 3
Décaissement et remboursement des prêts du FIDA, 2008-2012
 Montants en millions d'USD

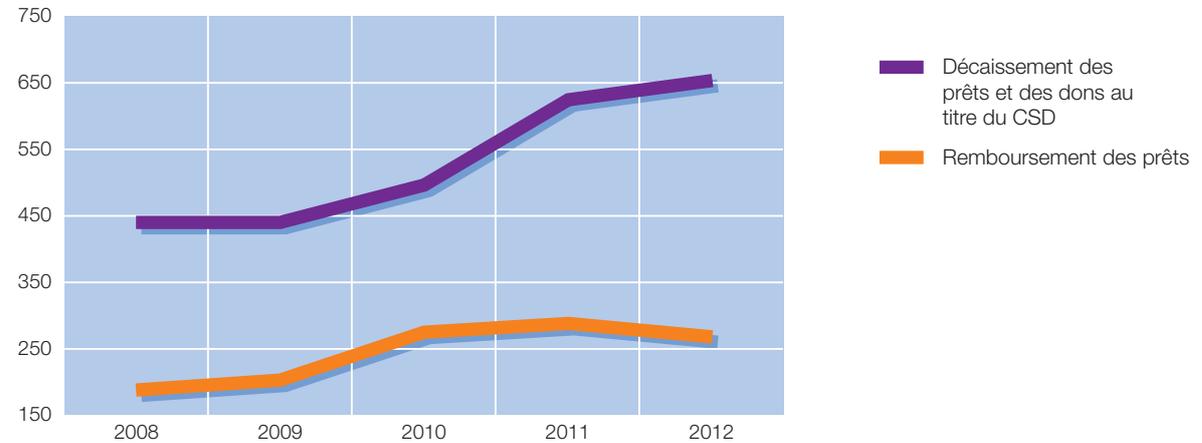
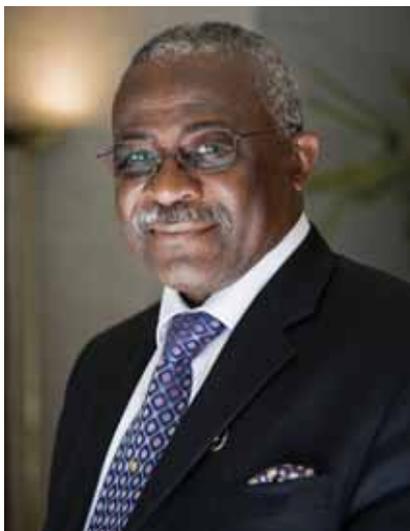


Table des matières

Avant-propos du Président	2
Cadre stratégique du FIDA 2011-2015	6
Programme de travail en 2012	9
Nouvelles initiatives et nouveaux programmes	34
Mesurer et améliorer les résultats	41
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	48
Récompenses du personnel	58
Rapport annuel 2012 CD-ROM	

Avant-propos du Président



Peu de temps avant que je n'écrive cet avant-propos, nos États membres m'ont réélu, le 13 février 2013, à la Présidence du FIDA pour un second mandat de quatre ans. Je suis honoré et reconnaissant de ce vote de confiance. Je me réjouis à la perspective d'œuvrer avec nos membres, notre personnel et nos partenaires à la consolidation des résultats et des transformations des quatre dernières années, qui ont fait mieux connaître le FIDA et notre mission. Nous sommes reconnus, aujourd'hui, comme une agence de développement du XXI^e siècle, qui se fait l'avocat de solutions durables et innovantes en faveur des petits exploitants agricoles et des populations rurales pauvres dans l'ensemble du monde en développement.

Vous trouverez dans le présent rapport des informations sur ce qu'ont été nos résultats, nos priorités et nos défis en 2012 – la dernière année de la période couverte par la huitième reconstitution de nos ressources (FIDA8). Vous trouverez aussi, pour chacune des régions dans lesquelles nous intervenons, des récits – sources possibles d'inspiration – concernant des hommes et des femmes qui ont su saisir les opportunités offertes par les interventions du FIDA et s'en approprier.

Des cofinancements en hausse, témoignage de la confiance de nos partenaires

Comme d'habitude, le rapport expose les faits et les chiffres relatifs à notre portefeuille, et analyse les tendances et les changements. La croissance régulière de la taille et de la valeur du portefeuille en cours constitue un important indicateur de nos progrès (graphique 1). Entre les fonds du FIDA et les cofinancements externes et nationaux, le total des

investissements consacrés aux programmes en cours a augmenté de plus de 50% entre 2009 et 2012, passant ainsi de 7,9 à 11,9 milliards d'USD.

La forte croissance que nous observons sur le plan du cofinancement est un signe qui ne trompe pas: nos partenaires sont certains que le travail du FIDA a un véritable impact sur les vies des ruraux pauvres, femmes et hommes. Le cofinancement national – autrement dit, l'appui provenant des pays eux-mêmes aux projets que nous finançons – a connu une croissance particulièrement vigoureuse, passant de 2,4 milliards d'USD à la fin de 2009 à 3,8 milliards d'USD à la fin de 2012.

C'est là une preuve irréfutable de ce que nos messages concernant l'importance décisive de l'investissement dans le développement agricole pour générer de la croissance économique, réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont entendus par les décideurs qui comptent le plus – les gouvernements auxquels reviennent la propriété et la conduite des programmes et projets que nous appuyons.

Le rapport de cette année met aussi en évidence de nouvelles orientations et de nouvelles initiatives, et notamment, entre autres, le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) qui vise à améliorer, pour environ huit millions de petits exploitants agricoles, la capacité de faire face au changement climatique. Le premier programme à bénéficier d'un financement de l'ASAP, approuvé en 2012, est exécuté au Mozambique (voir page 38).

Conformément à notre engagement de transparence, le rapport donne aussi à nos lecteurs et nos partenaires les informations qu'ils recherchent à

propos des systèmes et des processus du FIDA. Ils trouveront, par exemple, des précisions sur notre fonction d'évaluation indépendante, sur les mesures que nous prenons pour lutter contre la corruption, sur notre participation à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), et sur notre utilisation du système d'allocation fondé sur la performance pour allouer les fonds aux programmes de pays. Le rapport explicite également notre processus de mobilisation des ressources, en donnant les chiffres clés pour FIDA8 et FIDA9, et des informations sur le cofinancement et les fonds supplémentaires (voir page 49).

Jeter les bases d'un changement durable

En portant un regard rétrospectif sur les années écoulées depuis ma prise de fonctions, je suis impressionné par ce que le FIDA a pu réussir avec vous, nos partenaires. Les trois années couvertes par FIDA8 (2010 à 2012) ont été, pour le Fonds, une période de croissance, de réforme et de changement sur tous les fronts. Outre l'expansion du portefeuille et la hausse rapide du cofinancement évoqués plus haut, nous avons introduit un nouveau modèle opérationnel et développé notre présence dans les pays dans lesquels nous intervenons, avec 38 bureaux de pays à la fin de 2012, alors que nous disposions de 25 bureaux opérationnels en 2009 (voir la carte page 7). Le pourcentage de personnel sur le terrain est passé d'à peine 1,4% en 2009 à 15% en 2012, ce qui nous a aussi permis de renforcer notre supervision directe qui s'exerce, désormais, sur bien plus de 90% des projets que nous appuyons.

Nous avons créé, en 2011, un Bureau de la déontologie pour promouvoir et faire respecter les normes supérieures de l'organisation, notre code de conduite et nos valeurs fondamentales. Ce Bureau est indépendant et son niveau d'autorité est assez élevé pour que ses décisions et recommandations soient prises au sérieux à tous les échelons. En 2012, le Bureau de la déontologie a défini une exigence élargie d'information financière s'appliquant à tous les directeurs et à certains autres membres du personnel, en fonction de leurs devoirs et de leurs responsabilités, et aux termes de laquelle ils doivent établir, chaque année, une déclaration financière confidentielle. Une vingtaine de stages de formation, organisés au cours de l'année pour sensibiliser davantage le personnel aux questions d'éthique sur le lieu de travail, ont traité notamment de la lutte contre le harcèlement et du code de conduite.

Dans le cadre de notre action visant à rendre le FIDA plus efficient, plus efficace et plus agile, nous avons aussi procédé à une restructuration de l'organisation. Nous avons maintenant un Département spécialisé chargé des opérations financières – sous la direction

du Responsable financier principal – qui optimise l'utilisation de nos ressources. Nous avons un nouveau Département de la stratégie et de la gestion des savoirs, qui oriente notre participation à la concertation mondiale et à la formulation des politiques de pays. Et nous avons un Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources, chargé de recenser des sources nouvelles et innovantes pour le financement du développement rural et de renforcer notre coopération stratégique avec les partenaires et les parties prenantes à tous les niveaux.

Nous avons achevé un audit des emplois et un exercice de planification stratégique du personnel, qui nous permettent d'aligner les ressources humaines sur les besoins et les objectifs stratégiques. Nous avons inauguré, en 2012, un projet de dispositif de récompense et de reconnaissance du mérite qui doit améliorer la capacité du FIDA d'attirer, de retenir et de motiver du personnel de talent. Vous trouverez, dans ce rapport, la liste des membres du personnel récompensés en 2012 – des professionnels qui ont été distingués pour leurs contributions et leur dévouement exceptionnels (voir page 58).

Nous appuyons les jeunes

Un changement durable n'est possible qu'avec la pleine participation des générations futures. Le chômage des jeunes étant aujourd'hui l'un des problèmes les plus urgents partout dans la planète, nous avons aussi davantage axé nos efforts sur les besoins des jeunes, femmes et hommes. Un travail décent pour les jeunes des zones rurales est l'une des priorités inscrites dans un grand nombre de programmes auxquels nous apportons notre appui.

Vous trouverez, dans le rapport, des informations sur le travail que nous avons mené en Afrique avec le Fonds Phelps Stokes pour la mise en place du Réseau mondial des jeunes pour l'innovation – une communauté en ligne regroupant des jeunes entrepreneurs. Le réseau, qui comptait 5 000 membres à la fin de 2012, continue de s'élargir rapidement (voir page 11).

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, où le taux de chômage des jeunes est le plus élevé au monde, nous avons récemment approuvé un programme qui œuvrera en Égypte, au Maroc, en Tunisie et au Yémen avec deux entreprises sociales pour créer des opportunités d'emploi et proposer une formation aux compétences entrepreneuriales (voir page 39). Et vous pouvez aussi lire, dans un récit recueilli sur le terrain au Nicaragua, comment un programme conduit dans une région aride a offert une formation, un appui et un espoir à des jeunes qui auraient pu, autrement, tomber dans la criminalité (voir page 26).

Dans le cadre de l'effort que nous menons pour faire connaître des solutions au problème du chômage

des jeunes, nous avons conduit avec l'Organisation internationale du Travail une étude conjointe examinant l'impact de cinq projets financés par le FIDA en Égypte, à Madagascar, au Népal, au Nicaragua et au Sénégal. Les principales recommandations qui en ressortent préconisent de sensibiliser davantage à la santé, la sûreté et la protection sociale; de fournir un équipement économique pour protéger les jeunes travailleurs contre les accidents; d'aider les entreprises du secteur informel à obtenir un statut juridique; et d'encourager les jeunes à reconnaître les avantages des associations professionnelles de travailleurs et d'employeurs.

Au sein même du FIDA, nous avons renforcé notre programme de stages, qui nous a permis de recruter des jeunes professionnels de talent venant des diverses régions du monde.

Réfléchir à l'avenir

Au cours de la période FIDA8, nous avons apporté services et appui à près de 40 millions de personnes; pour FIDA9 (2013 à 2015), la cible fixée est très sensiblement plus élevée. Nous avons pris l'engagement de donner à 80 millions de femmes et d'hommes les moyens de se libérer de la pauvreté. Maximiser la portée de notre action et multiplier notre impact pour atteindre cet objectif implique que nous agissions à plus grande échelle avec nos partenaires à tous les niveaux – local, national, régional et international.

La trente-sixième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, qui s'est tenue en février 2013, avait pour thème "La force des partenariats". Les deux journées de débats approfondis ont été axées sur l'établissement d'alliances avec les populations rurales pauvres, les gouvernements, les donateurs et le secteur privé pour servir de moteur à un développement agricole et rural durable.

Je voudrais conclure en reprenant les paroles de l'une des personnes citées dans ce rapport – Angèle Thea, une agricultrice de Guinée, qui nous rappelle la force des partenariats.

"Quand nous travaillons ensemble, les choses se font plus rapidement. Nous pouvons faire beaucoup plus."

Je serai très heureux de travailler avec chacun d'entre vous – États membres, participants aux projets, personnel, partenaires du développement – au cours de la prochaine étape de notre voyage.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA



Cadre stratégique du FIDA 2011-2015

L'agriculture peut offrir, aujourd'hui et à l'avenir, un chemin sûr permettant à de nombreux petits exploitants, cultivateurs ou éleveurs, de sortir de la pauvreté. Le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 guide nos efforts pour que cet objectif devienne réalité.

Le FIDA a élaboré son quatrième Cadre stratégique en réaction à un contexte mondial caractérisé par des défis persistants et des changements de grande ampleur. On doit citer, parmi les défis, une pauvreté rurale massive ainsi qu'une forte prévalence de l'insécurité alimentaire et de la faim dans certaines régions. Les changements sont nombreux, et notamment la diversité croissante des moyens de subsistance ruraux; l'accélération de la dégradation des ressources naturelles et du changement climatique; l'importance économique grandissante de l'agriculture et l'augmentation de la demande de produits alimentaires, de biocarburants et d'autres biens et services agricoles; la hausse des prix des produits alimentaires et leur volatilité accrue; et la part croissante du secteur privé dans les investissements consacrés à l'agriculture.

À mesure que nous approchons de 2015, nous continuons de capitaliser sur les savoirs acquis, en plus de 30 ans, à propos de la petite agriculture et de la réduction de la pauvreté rurale. Au niveau des programmes et des projets, cela implique une accentuation des efforts ayant les objectifs suivants:

- améliorer la viabilité écologique et la résilience dans le secteur de l'agriculture paysanne;
- promouvoir des mécanismes contractuels, afin d'aider les petits producteurs agricoles à saisir, à un moindre risque, les occasions qui se présentent dans les filières agricoles;
- appuyer la mise au point de technologies permettant une intensification durable de l'agriculture paysanne;
- accroître la capacité des institutions financières, afin qu'elles puissent offrir aux populations rurales pauvres une large gamme de services sans exclusive;
- promouvoir les capacités des femmes et des hommes ruraux, et notamment des jeunes; et

- faire fond sur les possibilités d'utilisation de sources d'énergie renouvelables, et promouvoir des technologies à faible coût exploitant les ressources locales pour produire de l'énergie.

Le FIDA continue, en termes d'engagement, de mettre l'accent sur les thèmes suivants:

- ressources naturelles – terre, eau, énergie et biodiversité;
- adaptation au changement climatique;
- amélioration des techniques agricoles et efficacité des services de production;
- large gamme de services financiers inclusifs;
- intégration des populations rurales pauvres au sein des filières;
- développement des entreprises rurales et des possibilités d'emploi hors exploitation;
- développement des compétences techniques et professionnelles; et
- appui aux organisations de producteurs ruraux.

Dans chacun de ces domaines, l'égalité entre les sexes et l'inclusion sociale constituent des thèmes transversaux, tout comme les stratégies mises en œuvre par les ménages pour améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition.

Dans la poursuite des objectifs du Cadre stratégique, nous continuons de privilégier l'amélioration de la qualité et de l'efficacité, de renforcer notre capacité de travailler efficacement avec le secteur privé, de donner plus d'ampleur à notre plaidoyer et de faire mieux entendre la voix des ruraux pauvres, femmes et hommes, dans les décisions ayant une incidence sur leurs vies.

Cadre stratégique du FIDA 2011-2015:
http://www.ifad.org/sf/strategic_f.pdf

Nombre de programmes et projets en cours, par région et par pays, à la fin de 2012

255 programmes et projets
97 pays et Gaza et Cisjordanie

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

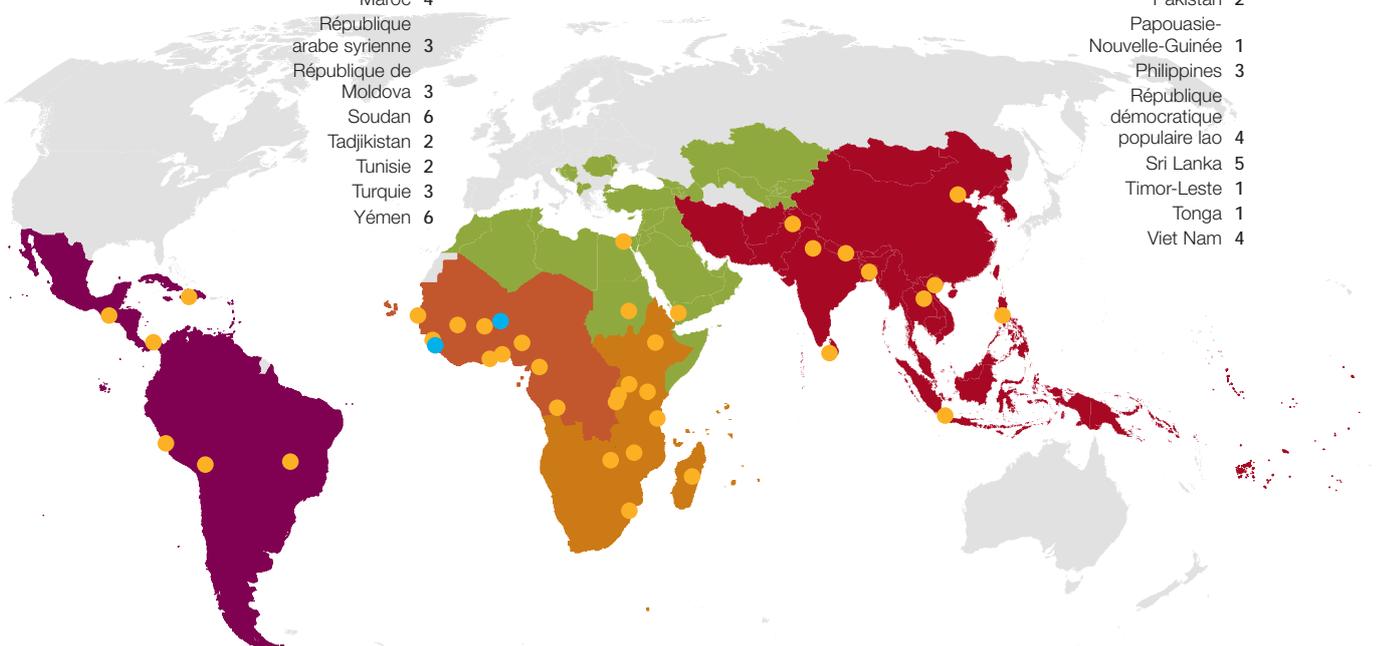
46 projets
18 pays et Gaza et Cisjordanie

Albanie	2
Arménie	2
Azerbaïdjan	2
Bosnie-Herzégovine	1
Djibouti	1
Égypte	4
Gaza et Cisjordanie	1
Géorgie	1
Jordanie	1
Kirghizistan	1
Liban	1
Maroc	4
République arabe syrienne	3
République de Moldova	3
Soudan	6
Tadjikistan	2
Tunisie	2
Turquie	3
Yémen	6

Asie et Pacifique

59 projets
19 pays

Afghanistan	1
Bangladesh	7
Bhoutan	1
Cambodge	3
Chine	5
Îles Salomon	1
Inde	8
Indonésie	4
Maldives	2
Mongolie	1
Népal	5
Pakistan	2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1
Philippines	3
République démocratique populaire lao	4
Sri Lanka	5
Timor-Leste	1
Tonga	1
Viet Nam	4



Amérique latine et Caraïbes

39 projets
19 pays

Argentine	3
Belize	1
Bolivie (État plurinational de)	2
Brésil	1
Colombie	2
El Salvador	3
Équateur	3
Grenade	1
Guatemala	2
Guyana	1
Haïti	3
Honduras	3
Mexique	3
Nicaragua	3
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	2
République dominicaine	2
Venezuela (République bolivarienne du)	2

Afrique de l'Ouest et du Centre

55 projets
23 pays

Bénin	1
Burkina Faso	4
Cameroun	2
Cap-Vert	1
Congo	2
Côte d'Ivoire	2
Gabon	1
Gambie	4
Ghana	4
Guinée	3
Guinée-Bissau	1
Libéria	2
Mali	5
Mauritanie	3
Niger	4
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	2
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	3
Sierra Leone	3
Tchad	2
Togo	1

Afrique orientale et australe

56 projets
18 pays

Angola	1
Botswana	1
Burundi	4
Comores	1
Érythrée	3
Éthiopie	5
Kenya	5
Lesotho	2
Madagascar	4
Malawi	3
Maurice	1
Mozambique	5
Ouganda	5
République-Unie de Tanzanie	5
Rwanda	4
Soudan du Sud	1
Swaziland	2
Zambie	4

Bureaux de pays du FIDA

● 2012

● prévus pour 2013-2014



كمال

اسماء

على ربيع

الرشح الاحميد

مؤلة مطهر
تفريق بطن
نور
تلاوة

Programme de travail en 2012

Au cours de l'année 2012, la troisième et dernière de la période couverte par la huitième reconstitution de nos ressources, nous nous sommes efforcés d'élargir notre champ d'action, d'accroître notre impact et d'optimiser notre efficacité.

La taille et la valeur de notre portefeuille en cours se sont régulièrement accrues, avec le démarrage de nouveaux programmes et projets, l'application à plus grande échelle d'interventions réussies, et l'augmentation du soutien que nous apportent nos partenaires, sous la forme de cofinancement (graphique 1).

À la fin de l'année 2012, 255 programmes et projets en cours étaient financés par des investissements du FIDA, pour un montant de 5,3 milliards d'USD (tableau 4) dans 97 pays et Gaza et la Cisjordanie. (La carte de la page 7 présente l'ensemble de nos interventions).

Dans le portefeuille en cours, les cofinancements extérieurs et les fonds provenant des pays eux-mêmes se sont élevés à 6,6 milliards d'USD, portant à 11,9 milliards d'USD la valeur totale des programmes et projets en cours en 2012. Ce chiffre correspond à une augmentation de 50% par rapport à la valeur totale du portefeuille en cours à la fin de 2009 – immédiatement avant le début de la période couverte par la huitième reconstitution. À cette date, on dénombrait 217 interventions en cours, financées par le FIDA à hauteur de 3,8 milliards d'USD et par les cofinanceurs à hauteur de 4,1 milliards d'USD, pour une valeur totale de 7,9 milliards d'USD.

Le cofinancement bilatéral des programmes nouvellement approuvés a connu une augmentation particulièrement sensible, passant de 13,3 millions d'USD pour les programmes approuvés en 2008 à 183,0 millions d'USD en 2012 (tableau 1).

Le niveau des décaissements a aussi augmenté en 2012, parallèlement à l'augmentation du portefeuille (tableaux 9, 10 et 11). Le montant total des décaissements des prêts et des dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) s'est élevé, en 2012, à 652,9 millions d'USD.

Pour 2013, le FIDA envisage d'engager sur ses ressources propres environ 1,066 milliard d'USD en prêts et dons.

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 55 programmes et projets en cours dans 23 pays de la région à la fin de l'année 2012;
- 966,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 7 nouveaux programmes et projets au Bénin, au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Gambie, au Niger et au Nigéria, en République démocratique du Congo, pour un investissement total du FIDA de 250,8 millions d'USD;
- approbation de 5 dons régionaux pour un montant total de 4,8 millions d'USD;
- 19 dons régionaux en cours pour un montant total de 14,9 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'une valeur de 18,1 millions d'USD accordé à un programme en cours au Cameroun et à deux programmes en cours en Sierra Leone;
- approbation, en faveur du Cap-Vert et du Niger, d'un financement de 21,1 millions d'EUR (approximativement 28,3 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; et
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats pour le Ghana et le Niger.

Vue d'ensemble

Les statistiques mondiales et régionales donnent à penser que l'Afrique de l'Ouest et du Centre demeurera, au cours de la prochaine décennie, la région d'Afrique connaissant la croissance la plus rapide, sur les plans économique et démographique. Malgré une augmentation relativement forte de la population (2,5% par an), la croissance économique s'est traduite, de manière générale, par une baisse des taux de pauvreté et une amélioration des indicateurs du développement humain.

La région compte au total environ 488,2 millions d'habitants, dont 54,6% vivent dans les zones rurales. On estime que, pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, environ 43,3% des habitants vivent dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour¹. Le pourcentage de la population vivant en situation d'extrême pauvreté dans ces pays varie entre 4,8% au Gabon et 83,7% au Libéria.

Le Cameroun, le Ghana, la Mauritanie et le Sénégal, en particulier, ont progressé vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

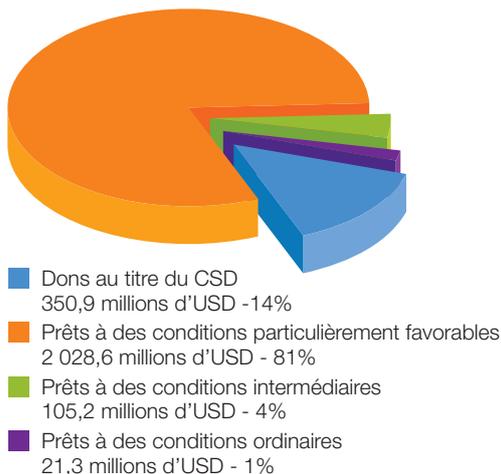
Pour une grande partie de l'Afrique subsaharienne, toutefois, une accélération du rythme des progrès est indispensable pour que les OMD soient atteints d'ici à 2015. La poursuite du progrès économique et social demeure confrontée à deux risques principaux: instabilité politique et sociale et changement climatique – qui constituent un défi croissant pour la

résilience des communautés rurales. Si on la compare aux autres régions dans lesquelles intervient le FIDA, l'Afrique de l'Ouest et du Centre compte la plus forte concentration d'États fragiles – 12 des 24 pays de la région ont été classés comme fragiles par la Banque mondiale en 2011.

Malgré les taux d'urbanisation les plus élevés de l'Afrique subsaharienne, l'agriculture représente en moyenne environ 30% de l'activité économique de la région, et emploie 60% de la population économiquement active. La contribution de l'agriculture à la croissance économique régionale demeure toutefois généralement inférieure à sa part dans le PIB total, et la productivité de la main-d'œuvre agricole reste faible, dans la région, par rapport à celle des secteurs émergents des services et manufacturier.

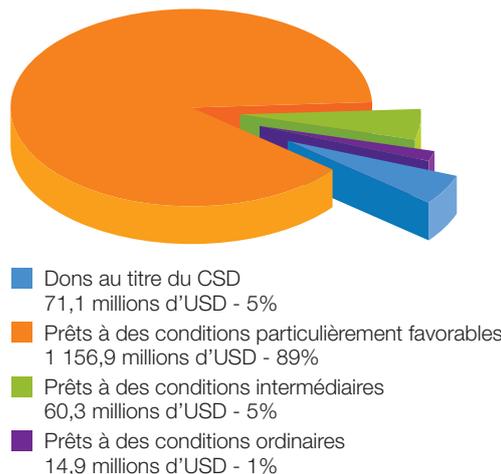
Des études récentes montrent que les technologies existantes pourraient, au cours des cinq prochaines années, accroître sensiblement les rendements dans la région pour certaines cultures vivrières et commerciales de base, ainsi que pour l'élevage. Les rendements du manioc et du riz pourraient augmenter en moyenne de 30 à 50%. Pour le maïs, le sorgho et le mil, l'augmentation pourrait aller de 80 à 120%. La mise au point de systèmes de production mieux intégrés associant cultures et élevage pourrait permettre une augmentation de la production de l'élevage de 50 à 100%. Comblant ces écarts en termes de rendement et de production pourrait se traduire par

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt,
et dons au titre du CSD, 1978-2012^a
Sur un montant total de 2 505,9 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 4b
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions
de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2012^a
Sur un montant total de 1 303,2 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

¹ Les données brutes proviennent du Rapport sur le développement humain 2012 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays de la région. On ne dispose pas en effet de données sur ce point pour la Guinée équatoriale. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le Rapport sur le développement humain 2012 ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

une augmentation globale de la croissance du secteur agricole d'environ 60% en moyenne, jouant ainsi un rôle de moteur de la croissance économique rurale et renforçant les moyens de subsistance.

Travaux et résultats en 2012

Notre programme de travail en Afrique de l'Ouest et du Centre est axé sur:

- la production et les marchés agricoles;
- la finance rurale; et
- la gestion des ressources naturelles.

Nous faisons constamment tout notre possible pour que les groupes vulnérables, comme les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, participent aux projets auxquels nous apportons notre appui.

Production et marchés agricoles

Le renforcement des liaisons avec les marchés au profit des producteurs ruraux pauvres est essentiel pour augmenter la production agricole, générer de la croissance économique dans les zones rurales, et réduire la faim et la pauvreté. Environ 40% des projets du FIDA en cours en Afrique de l'Ouest et du Centre sont axés sur la production et les marchés agricoles. Au cours de l'année écoulée, les projets appuyés par le FIDA dans ce domaine ont intensifié leurs efforts pour toucher les acheteurs du secteur privé ayant fait la preuve de leur responsabilité sociale et environnementale.

C'est ainsi qu'à Sao Tomé-et-Principe un programme d'appui aux petits agriculteurs et pêcheurs a rapidement agi pour mettre en place des filières stables pour le cacao issu d'une culture biologique, le café et le poivre. De solides partenariats établis au fil du temps avec le secteur privé ont permis à ces filières d'obtenir des avantages considérables.

En 2012, la première des quatre coopératives locales d'exportation créées dans le cadre de ce programme est devenue indépendante par rapport au projet. La coopérative regroupe 34 associations primaires, représentant 49 communautés et près de 1800 petits exploitants. Elle exporte à l'heure actuelle environ 500 tonnes de fèves de cacao biologique vers le marché français, par l'intermédiaire d'une entreprise privée française. Elle finance totalement ses dépenses à court et à long termes, y compris les dépenses d'assistance technique en faveur de ses membres et les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Le FIDA continuera à apporter une contribution, sous la forme d'un soutien financier d'un montant minime destiné au rajeunissement des unités de production en 2013, appuyant ainsi la coopérative jusqu'à ce qu'elle atteigne sa pleine autonomie opérationnelle.

Au Sénégal, un projet d'appui aux filières financé par le FIDA assure la promotion de mécanismes d'agriculture sous contrat visant à intégrer les petits exploitants aux marchés. Ces arrangements ne se limitent pas à fournir aux paysans une garantie d'achat de leurs produits; ils veillent également à ce qu'ils reçoivent des prix négociés égaux – ou supérieurs – au prix moyen du marché. Vendeurs et acheteurs conviennent du prix avant le début de la campagne sur la base de la qualité du produit, des coûts de production et d'autres facteurs pertinents.

Ainsi, en juillet 2012, 11 organisations paysannes ont signé un contrat avec African Natural Ingredient (ANI), une société privée, et fourni 617 tonnes de sésame, au prix de 350 francs CFA le kilo, bien supérieur au prix moyen au Sénégal. ANI a estimé à 5 000 tonnes ses besoins annuels, et les paysans sont fermement résolus à accroître leur production au cours de la prochaine campagne afin de tirer parti de ce débouché.

En 2012, une initiative d'innovation pour la jeunesse, financée par le FIDA et le Fonds Phelps Stokes, a appuyé la constitution d'un réseau de 5 000 jeunes entrepreneurs dans l'ensemble de la région. Les membres du Réseau mondial des jeunes pour l'innovation ont établi des liens directs avec de nombreux projets financés par le FIDA. Ils participent à la conception de nouveaux projets en Gambie, au Mali et au Nigéria, et ont participé à une mission de supervision au Sénégal. À l'avenir, notre appui aidera le réseau à tirer profit des synergies créées par le biais d'un partage d'approches innovantes et de meilleures pratiques entre groupes de pairs, dans l'ensemble de l'Afrique et au niveau mondial.

Finance rurale

L'accès aux services financiers dans les zones rurales permet aux populations pauvres de gérer les flux de trésorerie de leurs ménages, d'entreprendre de nouvelles activités agricoles et de créer des petites entreprises. Sur les 55 projets en cours appuyés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, 23 comportent des activités en rapport avec la finance rurale. Nombre de ces projets ont jeté les bases d'institutions financières rurales, notamment en Gambie, au Ghana, au Niger, au Nigéria et en Sierra Leone, et ces institutions ont accru l'épargne et le nombre de clients obtenant des prêts.

Un projet de finance rurale auquel nous apportons notre appui, en Sierra Leone, est particulièrement intéressant. Depuis le début de son exécution, à la mi-2008, il a créé 36 associations de services financiers et 13 banques communautaires dans les zones rurales, regroupant au total plus de 50 000 actionnaires. Les associations et les banques ont octroyé des prêts à environ 15 000 emprunteurs actifs.

Le projet s'attache aussi à autonomiser les communautés, afin qu'elles puissent participer à la planification et à l'exécution à assise communautaire et en tirer parti, et à développer la capacité institutionnelle nécessaire pour les appuyer dans leurs entreprises. Ces objectifs sont compatibles avec le principe d'appropriation communautaire sur lequel reposent les associations et les banques communautaires. À mesure que leur rentabilité augmente, ces institutions se trouvent en mesure d'assumer de manière indépendante un certain niveau de dépenses et de parvenir à une autonomie opérationnelle.

La deuxième phase du projet, qui sera soumise à la session d'avril 2013 du Conseil d'administration du FIDA, aura pour but de consolider les résultats de la première phase. Elle introduira également un programme pilote en matière de financement agricole pour de nouveaux services – et par exemple des prêts à moyen et long termes pour la location de matériel et des installations de stockage – afin de contribuer à favoriser la poursuite du développement agricole en Sierra Leone.

En 2012, le FIDA et le Mécanisme de gestion des risques climatiques, qui relève du Programme alimentaire mondial, ont lancé un projet de recherche novateur destiné à tester la faisabilité d'un système d'assurance indexé destiné aux petits exploitants ruraux pauvres et reposant sur la technique de la télédétection. Ce type d'assurance exige de solides séries historiques de données sur les rendements et les conditions météorologiques – ainsi que des capacités de surveillance en temps réel – ce qui a constitué un obstacle déterminant à l'application à plus grande échelle. On cherche à savoir, avec ce projet, si l'imagerie satellite peut faire apparaître avec précision une situation de stress des cultures sur les exploitations des petits agriculteurs. Le premier essai sur le terrain se déroulera en 2013, et les résultats pourraient repousser les frontières pour l'ensemble du secteur.

Au Sénégal, 2011 a été une mauvaise année pour les agriculteurs, la saison des pluies s'étant achevée deux mois avant la date normale. Ceux qui avaient semé tardivement parce qu'ils attendaient des semences et des intrants ont presque tout perdu. L'insécurité alimentaire s'est accrue, et les ménages agricoles ont essuyé des revers économiques. Les agriculteurs sénégalais pourraient tirer parti d'un système indexé d'assurance des récoltes qui les mettrait à l'abri des chocs de consommation et des pertes d'investissement et de recettes.

Gestion des ressources naturelles

Le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles constituent de sérieux défis pour les petits exploitants agricoles dans l'ensemble de

l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans la région saharo-sahélienne, des sécheresses persistantes ont durement touché les communautés rurales et affaiblissent leur résilience.

Au Burkina Faso, deux programmes appuyés par le FIDA sont axés sur la gestion de la fertilité du sol dans les zones souffrant de sécheresse croissante et de précipitations irrégulières. Ils ont réussi à réduire l'érosion du sol et à inverser le processus de dégradation de la terre. Des améliorations apportées aux techniques autochtones de conservation de la terre et de l'eau ont rétabli la fertilité agricole, avec une augmentation des rendements du mil et du sorgho pouvant aller jusqu'à 50%. Ces progrès ont permis aux ménages d'agriculteurs de se concentrer sur de nouveaux produits générateurs de revenus, comme le bétail, le niébé et les produits forestiers non ligneux.

Les deux programmes ont aussi apporté une contribution de premier plan à des zones agricoles abandonnées depuis longtemps, où l'on pensait que la terre ne pouvait plus être remise en valeur. Les techniques de conservation du sol et de l'eau ont permis de régénérer le couvert végétal dans ces régions, rendant possible la reprise des cultures: depuis le début de l'exécution, les programmes ont régénéré plus de 1900 hectares de bas-fonds pour la riziculture, et ont remis en état plus de 60 000 hectares pour la production agricole de manière générale. En outre, plus de 36 000 petits exploitants agricoles appliquent actuellement des techniques de conservation du sol et de l'eau, et de culture, améliorées.

Le nouvel investissement du FIDA dans les régions nord, centre-nord et est du Burkina Faso, soumis à la session de décembre 2012 du Conseil d'administration, est conçu pour transposer ces pratiques réussies à une zone plus étendue du pays. Le projet contribuera aussi à rendre plus solide la situation des petits exploitants agricoles en matière de régime foncier.

En Mauritanie, nous appuyons un programme de développement durable ciblant 12 oasis confrontées à un risque de désertification et d'érosion hydrique et à des menaces pour la biodiversité. En 2012, le programme a aménagé trois oueds, restauré 130 hectares de dunes, et encouragé deux douzaines d'activités micro-environnementales génératrices de revenus: boutiques vendant du gaz butane comme alternative au charbon et au bois de feu, par exemple, ou groupes de femmes produisant du couscous au moyen de fourneaux améliorés. Les programmes appuyés par le FIDA au Burkina Faso et en Mauritanie sont cofinancés par des ressources provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Récit recueilli sur le terrain

Une action d'avant-garde: appui direct aux paysans en Guinée

Grâce à ses sols fertiles, sa pluviométrie abondante et sa disponibilité en eau pour les cultures de saison sèche, la Guinée dispose d'un immense potentiel agricole. Elle pourrait produire en abondance, entre autres, maïs, palmiers à huile, oignons, pommes de terre, riz et hévéas. Mais les paysans ne disposent pas des crédits qui leur permettraient d'acquérir des semences de qualité, des engrais et d'autres intrants, cependant que l'insuffisance des infrastructures de base rend à la fois coûteux et difficiles le stockage, le transport et la transformation.

Les organisations paysannes guinéennes s'étant avérées solides et bien organisées, le FIDA a adopté une démarche radicale consistant à attribuer les fonds de développement directement aux paysans. Le Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles assure le financement, le renforcement des capacités, l'appui technique et une plateforme de partenariat qui permet aux agriculteurs de déterminer la manière dont ils utiliseront les crédits de développement et renforceront les filières agricoles choisies.

Cette innovation a été rendue possible par la force et le dynamisme exceptionnels de la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée. Le programme intervient en Moyenne Guinée, en Haute Guinée et en Guinée forestière et s'étendra ensuite à la Basse Guinée en 2013. Au total, 66 000 ménages en bénéficieront directement.

Le programme réunit tous les acteurs d'une filière agricole – producteurs, prestataires de services techniques, commerçants, et même restaurants – pour comprendre ce qui est nécessaire pour accroître la productivité et toucher des marchés rémunérateurs.

"Nous travaillons ensemble pour mettre de l'huile dans tous les rouages du mécanisme, du paysan au marché", déclare Mouctar Diallo, coordonnateur régional pour la Moyenne Guinée.

Les fonds octroyés par le programme ont donné à la confédération les moyens de lancer une action à grande échelle visant à augmenter les rendements. Rien qu'au cours de la première année, le programme a distribué aux paysans 20 tonnes d'engrais chimiques, 20 tonnes de semences améliorées et 100 litres de produits phytosanitaires, avec pour résultat une augmentation significative de la productivité.

Le programme a également introduit une méthode peu coûteuse d'irrigation des bas-fonds en vue de développer les cultures de saison sèche. Il a entrepris, par ailleurs, de mettre en place des pépinières afin d'élargir la disponibilité de matériel végétal à haut rendement, de qualité et certifié.

Bien qu'il en soit encore à ses premières étapes, le programme s'accélère. Aider les paysans à s'aider eux-mêmes pour s'extraire de la pauvreté apporte des avantages à l'ensemble de la Guinée, en encourageant la croissance économique, en augmentant les exportations et en réduisant les importations agricoles.

"Avant, c'était chacun pour soi", déclare Angèle Thea, une agricultrice de Guinée forestière. "Aujourd'hui, nous travaillons ensemble, et nous nous entraisons. Et quand nous travaillons ensemble, les choses se font plus rapidement. Nous pouvons faire beaucoup plus."

Des femmes au travail: battage manuel du riz, après son séchage, son étuvage et son décorticage mécaniques
Guinée: Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles
©FIDA/Sarah Morgan



Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Vue d'ensemble

Les perspectives économiques pour la région Afrique orientale et australe sont remarquablement positives, puisque quatre pays de la région – Éthiopie, Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie – apparaissent sur la liste des dix économies mondiales dont la croissance est la plus rapide. D'autres signaux sont également positifs. Les taux de mortalité infantile sont en forte baisse, la classe moyenne se développe, les investissements étrangers directs sont dynamiques, et les prix élevés de produits de base comme le café, le thé et le coton augmentent de plus en plus les recettes d'exportation. En matière de sécurité alimentaire aussi, les perspectives pour la région sont généralement positives – à l'exception de certaines parties de l'Éthiopie, du nord du Kenya, du Malawi et du Mozambique.

Mais cet aspect positif n'est que l'une des faces de la médaille. Conséquence de la persistance des inégalités, le nombre absolu de pauvres est en

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 56 programmes et projets en cours dans 18 pays de la région à la fin de 2012;
- 1 368,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 4 nouveaux programmes et projets pour l'Érythrée, le Kenya, Madagascar et le Mozambique pour un investissement total du FIDA de 108,0 millions d'USD, dont 4,9 millions d'USD fournis sous la forme d'un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne pour le projet du Mozambique;
- financement supplémentaire d'un montant de 22,9 millions d'USD accordé pour deux projets en cours à Madagascar et un projet au Burundi; et
- approbation, en faveur du Kenya, de Madagascar et du Mozambique, d'un financement de 40,4 millions d'EUR (approximativement 52,1 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

augmentation dans la région. Les sécheresses et les inondations, qui frappent le plus durement les très pauvres, sont de plus en plus fréquentes. La région dépend à peu près entièrement de l'agriculture pluviale, et souffre d'un déficit massif en termes d'infrastructure rurale. C'est pourquoi les rendements obtenus pour la plupart des cultures céréalières atteignent seulement le tiers de leur potentiel, et la fertilité du sol est en déclin rapide.

La population totale de la région est d'environ 322,2 millions de personnes, dont 73,9% vivent dans les zones rurales. On estime que, pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, environ 47,5% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour². Le pourcentage de la population vivant en situation de pauvreté dans ces pays varie entre 0,3% aux Seychelles et 81,3% au Burundi.

Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, les progrès vers la réalisation des OMD sont modestes, et ne suffiront pas à atteindre les objectifs d'ici à 2015, à moins que n'intervienne une accélération significative. Les deux buts qui seront le plus probablement atteints sont ceux qui consistent à assurer la parité entre garçons et filles dans la scolarisation primaire, et à enrayer la propagation du VIH/sida.

Les prévisions économiques pour l'Afrique orientale placent à 6,2% la croissance du PIB pour 2012; elle devrait atteindre 6,5% en 2013. Pour l'Afrique australe, les prévisions plus modestes, de 3,9% en 2012 et 4,8% en 2013, rendent compte d'une base de référence économique beaucoup plus haute. Les experts continuent toutefois d'exprimer leur préoccupation quant au taux de chômage élevé (25%) de l'Afrique du Sud. Principale économie de l'Afrique subsaharienne, sa santé économique a un impact significatif sur ses voisins.

Travaux et résultats en 2012

Notre programme de travail en Afrique orientale et australe a été axé sur:

- l'amélioration du revenu et des actifs des ménages bénéficiaires;
- les investissements consacrés au capital humain et social;
- la productivité agricole et la sécurité alimentaire;
- les institutions et les politiques; et
- les marchés.

Revenu et actifs des ménages bénéficiaires

Pour un grand nombre de ménages ruraux pauvres auprès desquels intervient le FIDA, l'élevage est à la fois un élément d'actif et une source de revenu de

² Les données brutes proviennent du Rapport sur le développement humain 2012 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays de la région. On ne dispose pas en effet de données sur ce point pour les pays suivants: Botswana, Érythrée, Maurice, Namibie et Zimbabwe. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le Rapport sur le développement humain 2012 ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

première importance. L'augmentation du nombre et de la qualité des animaux que possèdent les petits exploitants et les pasteurs constitue donc un moyen efficace d'améliorer leurs moyens de subsistance.

Au Burundi, un projet de réhabilitation du secteur de l'élevage a bénéficié à plus de 142 000 ménages. Plus de 12 000 familles ont reçu des cochons et des chèvres grâce à la chaîne de solidarité, un programme par lequel les agriculteurs qui reçoivent des animaux font don à d'autres paysans de la progéniture de leurs animaux. Grâce au recours à des services vétérinaires d'insémination artificielle, plus de 2 500 ménages ont accru la population de génisses issues de souches améliorées. Plus de 16 000 ménages ont fait état d'une augmentation de la production laitière allant jusqu'à 135%, obtenant une production annuelle supplémentaire de 600 000 litres de lait et en réduisant le coût, qui est passé de 2 USD par litre à 0,12 USD.

Au Kenya, un projet lancé par le FIDA dans le cadre de son Initiative pour intégrer l'innovation (III): "Produire du biogaz portable" – financé par le Ministère britannique du développement international – a installé neuf systèmes économiques portables de type "Flexi Biogas" dans des exploitations laitières. Ces appareils, conçus et fabriqués localement, fournissent aux agriculteurs une source non polluante de combustible pour la cuisine, en remplacement du bois de feu et du charbon. Quatre autres dispositifs "Flexi Biogas", conçus pour une utilisation des déchets de cuisine et des ordures, ont été installés par le projet dans une école-orphelinat à Naivasha, en vue de fournir de l'électricité pour l'éclairage et l'accès à Internet.

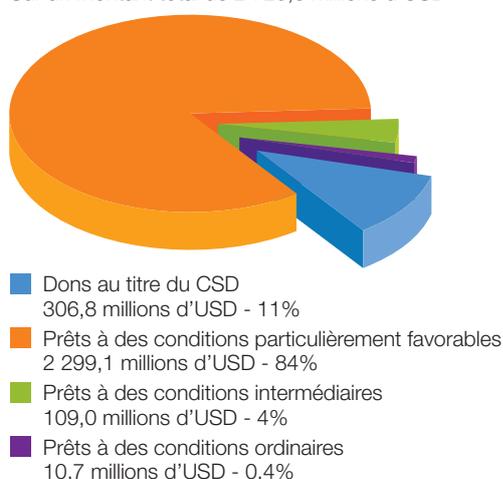
Le projet comporte une solide composante relative à la gestion du savoir et à la communication. Il a mené

une campagne de sensibilisation auprès des jeunes kenyans, utilisant divers médias (bandes dessinées, radio et réseaux sociaux) pour mettre en lumière les avantages et le potentiel des systèmes de biogaz, et briser les stigmates et les préjugés contre leur utilisation. Il a aussi facilité le partage du savoir et la coopération Sud-Sud entre les ingénieurs kenyans et l'Institut indien de technologie, qui a fourni une plateforme pour l'application à plus grande échelle du système à un niveau international.

Les services financiers comme l'épargne, le crédit et la micro-assurance peuvent permettre aux populations rurales de créer de petites entreprises et de renforcer leur résilience. En Ouganda, plus de 1,6 million de personnes dans l'ensemble du pays, parmi lesquelles 49% de femmes, ont pu avoir accès à ce type de services grâce à un programme financé par le FIDA qui appuie la stratégie gouvernementale consistant à créer des coopératives d'épargne et de crédit dans tous les cantons. Le programme a contribué à l'augmentation du nombre de coopératives, qui est passé de moins de 350 en 2004 à plus de 700 en 2011.

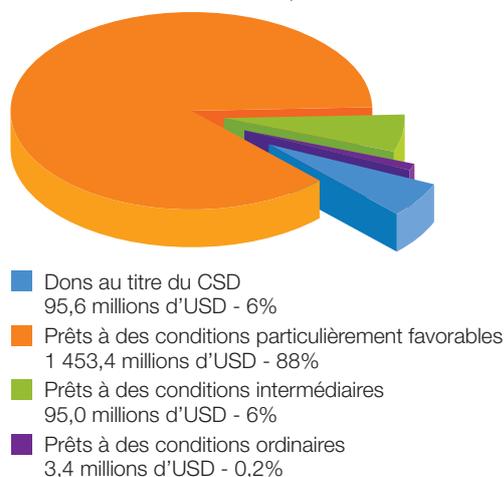
Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a conduit, en 2012, une évaluation du programme de pays qui a fait apparaître certains des problèmes auxquels les coopératives sont encore confrontées: elles dépendent fortement des subventions gouvernementales; elles sont souvent au service d'intérêts politiques plutôt qu'à ceux des ménages pauvres; et ce sont souvent les élites qui les exploitent. Pour y répondre, le programme a veillé à assurer la durabilité financière de plus de 250 coopératives, mesurée par l'autonomie opérationnelle et financière, le rendement des actifs et le portefeuille à risque.

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2012^a
Sur un montant total de 2 725,6 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 5b
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2012^a
Sur un montant total de 1 647,4 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Capital humain et social

Pour les jeunes vivant dans les zones rurales des pays en développement, les possibilités d'éducation et de formation peuvent faire toute la différence entre une vie de privations et une vie de travail décent. Au Rwanda, grâce aux deux phases d'un projet d'appui aux entreprises rurales, plus de 10 000 jeunes – dont 56% de femmes – ont suivi une formation de six à douze mois. Plus de 30 métiers ont été enseignés, et notamment la couture, le tissage, la construction, la menuiserie et la mécanique.

Une enquête a montré que plus de 80% des diplômés de ce projet avaient obtenu un travail permanent, soit en créant leur propre entreprise, soit comme employés. Deux pour cent ont décidé de poursuivre leur éducation, 9% ont migré, et seulement 8% étaient au chômage. La deuxième phase du projet a également fourni aux membres de quelque 850 coopératives, des conseils, une formation et une assistance pour la préparation de plans de développement d'entreprises.

Le Mécanisme d'assistance du FIDA pour les peuples autochtones a financé l'initiative d'une ONG qui utilise des vidéos pour associer les communautés à la prise en compte de problèmes comme celui du changement climatique. Les vidéos, qui mettent en scène des paysans de la région de Chencha, en Éthiopie, font prendre conscience de ce que les changements locaux dans les régimes des précipitations, les campagnes agricoles et la fertilité du sol s'inscrivent dans un phénomène mondial. Elles aident également les communautés à trouver leurs propres solutions, comme par exemple le reboisement pour la restauration du sol. Une fois que les arbres auront grandi, ils contribueront à la séquestration du carbone, qui pourrait aussi devenir une source de revenu pour les paysans de Chencha.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

L'augmentation de la production agricole est essentielle à la réduction de la pauvreté rurale et au renforcement de la sécurité alimentaire.

Madagascar a été l'un des premiers pays à adopter le système d'intensification de la riziculture – un ensemble innovant de meilleures pratiques dans la culture du riz qui accroît les rendements tout en utilisant moins de terre, de semences et d'eau. L'adoption de ce système progresse également au Burundi et au Rwanda, spécialement dans les régions où il existe une pression significative sur la terre.

Les nouvelles techniques sont diffusées par l'intermédiaire des fermes-écoles et des échanges de visites entre paysans. Au Burundi, 18 000 cultivateurs ont adopté le système d'intensification de la riziculture entre 2009 et 2011. À Madagascar, ils ont été aussi nombreux en une année seulement (2011), doublant ainsi la production de riz dans la zone du projet,

désormais supérieure à quatre tonnes par hectare. Globalement, cette évolution a permis d'augmenter la production de riz de 38 000 tonnes, et de réduire la dépendance à l'égard des importations. Les paysans travaillant avec un projet appuyé par le FIDA dans les régions de Menabe et Melaky, à Madagascar, ont fait état de rendements moyens de 5 tonnes par hectare, bien plus élevés que ceux des années précédentes.

Nous avons lancé, en 2012, un projet pilote visant à sensibiliser davantage les petits exploitants agricoles du Malawi et du Rwanda aux pertes alimentaires après récolte, après commercialisation ou en rapport avec la transformation. Ce projet fait la démonstration de quelques techniques simples permettant de réduire les pertes. Au Rwanda, quelques agriculteurs et coopératives ont bénéficié d'une formation et reçu du matériel comme des bâches et des sacs hermétiques pour faciliter le séchage et le stockage efficaces et en temps opportun des haricots et du maïs.

En outre, par le biais de la collaboration de deux projets menés dans le cadre de l'III au Kenya et au Rwanda, la technologie "Flexi Biogas" (dont les utilisations pilotes ont eu pour cadre initial le Kenya) apporte maintenant un appui à des paysans choisis dans le district de Kirehe et les aide à réduire les pertes après récolte – l'une des principales préoccupations consiste en effet à assurer un séchage adéquat avant l'entreposage. Alors que la plupart des agriculteurs dépendent du soleil pour sécher leurs récoltes, des petits systèmes alimentés par une source de chaleur (comme le biogaz) permettent le séchage au cours même de la période de la récolte, y compris lorsqu'il pleut. Le projet pilote a également mis en place des systèmes d'entreposage frigorifique qui fonctionnent au biogaz, spécialement pour le lait et les productions à valeur élevée comme les fruits et les légumes. Au Malawi, les agriculteurs ont appris des techniques permettant, sur le terrain et au cours de l'entreposage, de réduire et de surveiller le niveau de mycotoxines dans les arachides.

En Éthiopie, un programme d'alerte et de réaction précoces en milieu pastoral mobilise les communautés pour qu'elles répondent aux défis du changement climatique et de son impact sur la sécurité alimentaire. Le programme aide le gouvernement à réagir rapidement aux situations d'urgence, comme des sécheresses hors saison. Les communautés participantes recueillent des informations sur le bétail, la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau; ces données sont ensuite analysées par la Direction fédérale de l'alerte et de la réaction précoces, qui peut déclarer l'état de catastrophe et alerter la communauté internationale des donateurs. En 2010, ce programme a permis de réagir rapidement face à une soudaine pénurie d'eau dans l'une des régions pastorales. Il finance également la construction d'entrepôts pour abriter des stocks d'urgence d'aliments pour animaux, des entrepôts frigorifiques pour médicaments et des

Récit recueilli sur le terrain

Au Burundi, l'assistance juridique aide les femmes à reconquérir leurs droits

"S'il n'y avait pas eu ces gens qui connaissent la loi", déclare Maura Ntukamazina, "je ne serais pas dans ma propre maison, et je serais déjà morte".

Ntukamazina, comme plus de mille autres femmes au Burundi, a bénéficié du Programme d'autonomisation juridique des femmes, une initiative du FIDA appuyée par l'Agence canadienne de développement international.

Le programme, mis en œuvre de 2010 à 2012, a donné une formation juridique à des administrateurs et des facilitateurs travaillant dans des centres de développement familial des provinces de Kayanza et Gitega. Les facilitateurs partagent leur savoir nouvellement acquis avec des femmes dirigeantes, qui sensibilisent à leur tour la population aux droits des femmes. Il devient de ce fait plus facile de plaider avec davantage d'efficacité en faveur des femmes vulnérables, des jeunes filles et des orphelins.

"Notre collaboration avec les officiers de police judiciaire s'est très sensiblement améliorée", déclare Fabiola Girokwigomba, facilitatrice communale de Kayanza. "Auparavant, ces officiers maltrahaient les victimes. Ils n'étaient pas disposés à entendre leurs plaintes. Aujourd'hui, les victimes sont bien traitées."

Le centre de développement familial de la province de Kayanza est intervenu en faveur de Maura Ntukamazina après un litige foncier au cours duquel elle avait été sévèrement battue. Après la mort de sa sœur, des parents de Ntukamazina – dont un cousin exerçant les fonctions de juge – ont tenté de l'expulser de force de sa maison familiale.

"J'étais complètement seule dans la maison", se souvient-elle. "Mon cousin, accompagné par d'autres personnes, venait chez moi m'agresser violemment. Il m'a dit que, en tant que magistrat, il ne pouvait pas être condamné."

"Nous avons trouvé Maura dans un très mauvais état, avec des fractures dans presque toutes les parties de son corps", raconte Désirée Bizimana, fonctionnaire de l'assistance juridique de Kayanza. Avec l'aide du centre, Ntukamazina a repris possession de son bien. Ayant pu récupérer sa ferme, elle peut de nouveau nourrir toute sa famille et envoyer ses enfants à l'école.

"La loi est devenue plus forte parce que les femmes commencent à se libérer des coutumes", affirme Bizimana. "Les maris et les cercles familiaux comprennent aussi que les femmes sont protégées et qu'elles ont des appuis."

Et Constance Ngezahayo, présidente de l'Association des femmes dirigeantes de Bugendana, ajoute: "Les femmes d'aujourd'hui sont davantage conscientes de leurs droits. Que puis-je dire? C'est merveilleux!"

Un auxiliaire juridique sensibilise les habitants de Benga aux droits des femmes et autres questions de nature juridique
Burundi: Province de Bujumbura rural
©FIDA/Sarah Morgan



installations de collecte de l'eau. Il contribue à l'amélioration des moyens de subsistance de quelque 600 000 ménages pastoraux et agropastoraux – environ 25% des membres de ces communautés en Éthiopie – dans 55 districts.

Institutions et politiques

Au niveau des institutions et des politiques, les "règles du jeu" défavorisent voire excluent souvent les groupes marginalisés. Égaliser les chances pour les groupes vulnérables constitue un souci constant, pour le FIDA comme pour ses partenaires.

Au Lesotho, un programme d'intermédiation financière rurale financé par le FIDA a appuyé avec succès une concertation sur les politiques qui a conduit le gouvernement à décider d'accorder à la Banque postale du Lesotho une licence bancaire complète, mettant ainsi des services financiers à la disposition d'une base de clients élargie. Le programme a également financé une étude internationale portant sur la mise en place d'un nouveau système national de garantie du crédit, qui a remplacé un fonds plus modeste dont les performances étaient mauvaises. Il a aussi renforcé les politiques et les réglementations nationales applicables aux coopératives financières, et a formé des membres du personnel de la Banque centrale en matière de réglementation et de supervision de la microfinance.

Marchés

Installations de stockage, routes praticables en toutes saisons, transports viables et systèmes d'information sur le marché sont autant d'éléments qui contribuent à donner aux agriculteurs pauvres la possibilité de vendre leur excédent de production tout en dégageant un bénéfice. L'absence d'infrastructures rurales constitue un frein au développement dans l'ensemble de la région et limite de manière significative l'accès des communautés rurales à des marchés opérationnels.

En Ouganda, les résultats dont il a été rendu compte en 2012 montrent que les programmes appuyés par le FIDA ont remis en état ou construit plus de 3 500 kilomètres de routes d'accès communautaire et plus de 500 kilomètres de routes de desserte reliant les zones excentrées au réseau routier principal. On estime qu'un million de personnes en ont bénéficié.

En République-Unie de Tanzanie, un système de récépissés d'entrepôt a été mis en place, d'abord dans

le nord et dans le sud, puis appliqué à une plus grande échelle. Ce système permet aux petits exploitants d'entreposer en toute sécurité leur production au moment de la récolte et de la vendre lorsque les prix sont favorables, ce qui renforce leur pouvoir de négociation face aux négociants. Les agriculteurs sont aussi en mesure d'utiliser la valeur de leur production comme levier pour obtenir du crédit, qu'ils réinvestissent dans leur exploitation.

Dans le district de Singida, 19 entrepôts ont été remis en état et quelque 2 000 tonnes de graines de tournesol recueillies auprès d'environ 2 500 paysans. Dans un village, les prix à la production des graines de tournesol ont connu une augmentation allant jusqu'à 240% grâce à l'amélioration des installations de stockage. Un autre programme entrepris en 2011 pour renforcer les infrastructures de marché prévoit la remise en état ou la construction de 32 entrepôts supplémentaires.

Asie et Pacifique

31 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga et Viet Nam.

Vue d'ensemble

La région Asie et Pacifique représente à peu près 30% de la superficie totale des terres émergées de la planète, et elle abrite plus de 60% de la population mondiale. La population totale de la région est d'environ 3 754,8 millions de personnes, dont quelque 59,9% vivent dans des zones rurales. Malgré une croissance économique qui a connu, au cours des dernières années, un rythme sans précédent, et une évolution générale vers le statut de pays à revenu intermédiaire, de profondes inégalités subsistent.

On estime que, pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, environ 24% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour^{3,4}. Le pourcentage de la population vivant en situation d'extrême pauvreté dans ces pays varie entre 1,5% aux Maldives et en République islamique d'Iran et 55% au Népal.

³ Les données brutes proviennent du Rapport sur le développement humain 2012 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays de la région. On ne dispose pas en effet de données sur ce point pour les pays suivants: Afghanistan, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Malaisie, Myanmar, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Samoa et Tonga. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le Rapport sur le développement humain 2012 ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

⁴ Si les données relatives à la Chine étaient exclues des chiffres concernant la région Asie et Pacifique, la population totale serait de 2 407,2 millions de personnes, dont environ 64,2% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, environ 24,5% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour. Si les données relatives à la Chine et à l'Inde étaient exclues des chiffres concernant la région Asie et Pacifique, la population totale serait de 1 165,8 millions de personnes, dont environ 58,4% vivent dans les zones rurales. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, environ 23,4% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour.

L'insécurité alimentaire continue de rendre difficile la vie des populations pauvres de l'ensemble de la région. La volatilité des prix alimentaires demeure toujours présente, et les ménages les plus pauvres dépensent jusqu'à 70% de leurs revenus pour se nourrir. La sous-alimentation est à deux chiffres: en 2010-2012, 17,6% de la population en Asie du Sud, 11,5% en Asie de l'Est, et 10,9% en Asie du Sud-Est étaient sous-alimentés. L'accès à la terre et sa propriété sont étroitement liés à la sécurité alimentaire, et les ménages pauvres sans terre font état de pénuries alimentaires pendant quatre à cinq mois par an.

Dans l'ensemble, les progrès de la région vers la réalisation des OMD ont été considérables, mais de nombreux pays sont à la traîne. Dix-huit pays, dont la Chine et l'Inde, sont en bonne voie de réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté, mais d'autres comme le Bangladesh, la Mongolie et la République démocratique populaire lao prennent du retard. En matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, les progrès sont conformes aux prévisions, et 25 pays ont déjà atteint les objectifs. Les chiffres relatifs à la faim et la malnutrition sont moins encourageants, avec 48% des enfants sous-alimentés en Afghanistan, au Bangladesh et au Népal.

Il n'est pas surprenant de constater que les progrès de ces pays sont également insuffisants pour ce qui concerne la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle. Dans la sous-région Pacifique, l'absence de données pour la majorité des indicateurs OMD rend difficile l'évaluation des progrès.

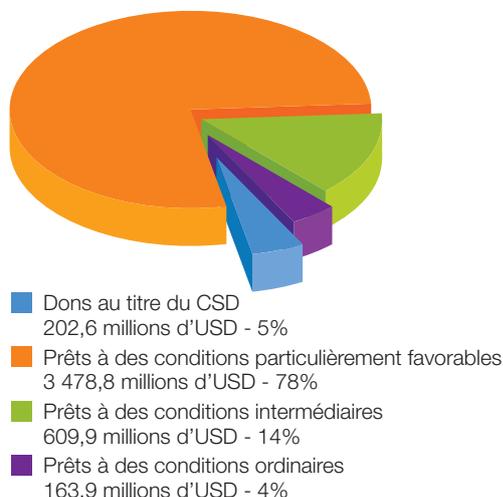
Étant donné que plus de 70% de sa population dépend de l'agriculture et des moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles, la région est

fortement vulnérable aux impacts du changement climatique. Retard des premières pluies à la période des semis, hausse des températures, inondation des zones côtières résultant de l'élévation du niveau de la mer, intrusions salines et catastrophes naturelles d'intensité croissante figurent parmi les phénomènes destructeurs affectant la région. Les populations rurales pauvres, les femmes et les enfants sont particulièrement en danger.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

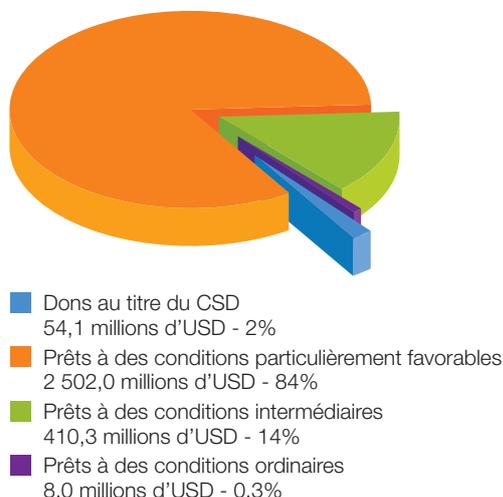
- 59 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de 2012;
- 1 592,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 10 nouveaux programmes et projets pour l'Afghanistan, le Cambodge, la Chine (deux nouveaux projets), l'Inde, l'Indonésie, les Maldives, le Népal, les Philippines et Tonga pour un investissement total du FIDA de 328,4 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant de 16,7 millions d'USD accordé pour deux projets en cours au Népal et un projet aux Philippines;
- approbation, en faveur de l'Indonésie, d'un financement de 6,28 millions d'EUR (environ 7,8 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; et
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats pour le Bangladesh et le Viet Nam.

GRAPHIQUE 6a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2012^a
Sur un montant total de 4 455,2 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 6b
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2012^a
Sur un montant total de 2 974,4 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Travaux et résultats en 2012

Les projets que nous avons appuyés en 2012 étaient axés sur les thèmes suivants:

- contribution à la définition des politiques et partenariat;
- ciblage, accent sur la pauvreté et égalité hommes-femmes;
- sécurité alimentaire et productivité agricole;
- actifs et revenus des ménages;
- autonomisation et capital humain et social;
- innovation, savoir et apprentissage; et
- réponse au changement climatique.

Contribution à la définition des politiques et partenariat

À mesure qu'un nombre croissant de pays de la région accèdent au statut de pays à revenu intermédiaire et évoluent vers la possibilité de contracter des emprunts auprès du FIDA à des conditions ordinaires, nous développons une concertation sur les politiques et une capacité d'analyse pour nous assurer que l'aide que nous apportons est bien celle nécessaire. Nous recensons les domaines clés du point de vue de la contribution à la définition des politiques au niveau national, sur la base de données qualitatives et quantitatives constamment actualisées. L'enquête annuelle du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales relative aux clients du FIDA dans huit pays de la région montre, en moyenne, un taux de satisfaction d'environ 97% quant à l'alignement des projets appuyés par le FIDA sur les priorités nationales.

Au cours de l'année 2012, un programme post-tsunami financé par le FIDA aux Maldives a aidé le Ministère des pêches et de l'agriculture à mettre au point un nouveau Plan directeur pour les pêches, ainsi qu'un projet de loi sur la gestion des ressources halieutiques et marines. Il a aussi aidé le ministère à parachever une politique forestière et à intégrer dans son travail les meilleures pratiques et les préoccupations des parties prenantes.

Ciblage, accent sur la pauvreté et égalité hommes-femmes

Un ciblage efficace des programmes que nous appuyons garantit qu'ils atteignent les bonnes personnes aux bons endroits. Notre ciblage est à la fois géographique et social, parce que les avantages découlant de nos projets – un meilleur accès à l'eau, par exemple – ont un impact plus fort sur les populations pauvres des zones rurales que sur les populations qui ne sont ni pauvres, ni rurales. De nombreux projets encouragent spécifiquement l'autonomisation économique des femmes, contribuant ainsi à accroître leur statut et leur pouvoir décisionnel, tant à l'intérieur du foyer qu'à l'extérieur.

À Tejaswini, en Inde, un programme d'autonomisation des femmes rurales offre aux

femmes pauvres des communautés tribales une gamme élargie de possibilités économiques, sociales et politiques. Il apporte un appui aux organisations communautaires de base et aux groupes d'auto-assistance en matière de développement des moyens de subsistance, d'action collective et de développement communautaire. Il fournit également un accès à des services financiers, y compris la microfinance et l'assurance. Grâce à ce programme, quelque 20 000 femmes ont souscrit des assurances – vie, accidents ou actifs – renforçant ainsi leur résilience.

Sécurité alimentaire et productivité agricole

Le renforcement de la productivité agricole peut sensiblement améliorer la sécurité alimentaire et accroître les revenus. Les résultats relevés en 2012 pour la région Asie et Pacifique montrent que 100 000 paysans environ ont adopté les techniques recommandées par les programmes appuyés par le FIDA, et que 91 000 d'entre eux font état de rendements accrus.

Au Viet Nam, des projets appuyés par le FIDA ont amélioré la sécurité alimentaire des ménages pauvres dans les zones montagneuses. Dans la province de Ha Giang, un projet a accru la productivité de la riziculture, dont les rendements sont passés de 2 à 5 tonnes par hectare; pour le maïs, les rendements qui dépassaient à peine une tonne à l'hectare, sont maintenant supérieurs à 3 tonnes. Le pourcentage de ménages souffrant d'insécurité alimentaire a reculé, passant de 49% en 2006 à 18% en 2011.

Au Timor-Leste, où environ 70% de la population active est employée dans l'agriculture, et principalement dans des activités de subsistance, un projet de stockage de maïs a encouragé la production locale de fûts de stockage. Les fûts permettent d'entreposer le maïs en toute sécurité sur les exploitations, de réduire les déchets et d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages producteurs de maïs. L'activité de production de fûts crée également des emplois pour les ruraux.

Actifs et revenus des ménages

En donnant aux ruraux pauvres les moyens d'accroître les actifs et les revenus de leur ménage, on augmente leur résilience et on leur offre une base d'amélioration des moyens de subsistance. Dans les communautés rurales touchées par des catastrophes naturelles, l'urgence est d'autant plus forte que les ménages ont pu perdre leurs actifs et notamment leur maison, leurs outils et leur bétail. À Sri Lanka, par exemple, des activités financées par le FIDA appuient la reconstruction post-tsunami, en fournissant des terres forestières pour la plantation d'hévéas et en améliorant les conditions de bail pour les plantations de thé, permettant ainsi aux petits exploitants d'accroître leurs revenus.

Les services de microfinance contribuent à la stimulation d'une croissance économique inclusive dans les zones rurales et à la création de moyens de subsistance plus solides pour les ménages ruraux. Les femmes en sont souvent les principales bénéficiaires. Au Bangladesh, grâce à un projet de microfinance et d'assistance technique appuyé par le FIDA, et dont les bénéficiaires sont à 95% des femmes, plus de 200 000 femmes ont pu entreprendre des activités basées sur l'élevage, acquérir des compétences en matière de gestion et de direction, et accroître leurs actifs en investissant leur épargne dans des banques et des institutions de microfinance. Aux Philippines, les participants à un programme d'encouragement aux microentreprises rurales ont augmenté leurs bénéfices de 62% en moyenne et accru leurs actifs professionnels de 55%.

Autonomisation et capital humain et social

Dans chacun des projets que nous appuyons, l'autonomisation des personnes pauvres, marginalisées et vulnérables, et le renforcement de leurs capacités constituent d'importantes composantes. L'éducation, la formation et la participation à la planification et à l'exécution des projets améliorent les compétences et la confiance des personnes et renforcent le pouvoir de négociation des coopératives paysannes, des associations villageoises et d'autres groupes. L'alphabétisation et la formation professionnelle des femmes ont un impact particulièrement important.

En Inde, près de 1,6 million de femmes participent à des projets appuyés par le FIDA, et quelque 900 000 d'entre elles ont reçu une formation. Elles sont nombreuses à appartenir à des groupes d'auto-assistance, qui constituent des plateformes à partir desquelles aborder, collectivement, les questions sociales, culturelles et sanitaires. L'épargne, les prêts mutuels et les liaisons avec les banques ont réduit la dépendance des femmes à l'égard des prêteurs locaux, et elles ont accumulé une épargne atteignant 2,7 milliards de roupies indiennes (près de 50 millions d'USD). À l'heure actuelle, près de 920 000 femmes indiennes sont des emprunteuses actives par l'intermédiaire de projets appuyés par le FIDA.

Au Viet Nam, un programme exécuté dans la province de Dak Nong met l'accent sur l'autonomisation des minorités ethniques – et spécialement des femmes – par le biais de l'amélioration des moyens de subsistance et de l'accès aux services financiers ruraux. Il apporte également un appui au développement de l'action collective, en encourageant la création de groupements à responsabilité solidaire et d'associations d'épargne et de crédit. Le programme propose à ces groupes des activités de formation et des matériels pédagogiques rédigés dans les langues locales.

Dans l'ensemble de la région, les organisations d'épargne et de crédit ont accueilli, entre juillet 2011 et juin 2012, 740 000 nouveaux membres, cependant

que les groupes communautaires augmentaient leurs effectifs de 85 000 membres.

Les associations de gestion des ressources naturelles ont reçu 17 000 nouveaux membres; 27 000 personnes ont adhéré à des groupes d'infrastructure et 34 000 à des organisations de commercialisation.

Innovation, savoir et apprentissage

Innovation et apprentissage sont les principes clés de l'engagement au titre du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Les projets que nous appuyons sont souvent la source de nouvelles approches et de solutions innovantes aux problèmes auxquels sont confrontées les populations rurales pauvres. Ainsi, en Chine, un projet de réhabilitation de l'agriculture après un séisme a introduit des couvercles en fibre de verre en vue de remplacer, pour les biodigesteurs, les couvercles classiques en béton. Ces nouveaux couvercles se sont avérés si efficaces que le Gouvernement chinois les a introduits dans d'autres régions.

Nous utilisons diverses techniques pour encourager le partage du savoir, et notamment les échanges face à face, les visites de terrain et les partenariats dans l'exécution. Nous investissons aussi dans des activités qui permettent à nos partenaires d'échanger savoirs, meilleures pratiques et innovations. La plateforme web IFADAsia, le site d'accueil de la région, regroupe une communauté de plus de 1 800 personnes, et héberge près de 150 sites web individuels. Tous les membres du réseau sont en mesure de créer leur propre contenu, débattre entre eux et collaborer. IFADAsia fournit ainsi une approche innovante et efficace du partage du savoir et des opérations.

Réponse au changement climatique

Les émissions de gaz carbonique contribuent dans une large mesure au réchauffement planétaire. On estime à 2 milliards de tonnes le volume annuel des émissions de gaz carbonique imputables, en Asie du Sud-Est, à la dégradation et aux feux des tourbières – environ 6% des émissions mondiales – ce qui en fait la principale source régionale d'émissions liées à une utilisation de la terre. Mais les 25 millions d'hectares de tourbières de la région contribuent aussi à la régulation de son climat et de ses ressources en eau et à la préservation de sa biodiversité.

Un don régional FIDA-FEM renforce actuellement les capacités nationales et régionales de mise en œuvre de la Stratégie de gestion des tourbières, adoptée par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Des sites pilotes en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et au Viet Nam ont entrepris des activités intégrées de gestion et de réhabilitation. Le projet a élaboré des directives sur les meilleures pratiques de gestion relatives aux plantations de palmiers à huile et aux plantations forestières, et a mis en place un système de prévision et d'alerte en temps réel des feux de tourbières, ainsi que des mesures renforcées de prévention des feux.

Récit recueilli sur le terrain

Redynamisation de la production de cacao en Indonésie

La vieillesse des arbres, les mauvaises conditions du sol, les parasites et les maladies, combinés à des pratiques culturelles dépassées, ont abouti à un déclin progressif de la production de cacao partout dans le monde. En partenariat avec le Gouvernement indonésien et le FIDA, l'Initiative pour une production de cacao durable lancée par la société Mars s'attache à inverser cette tendance sur l'île de Sulawesi en utilisant le Programme FIDA d'autonomisation rurale et de développement agricole comme point d'entrée pour atteindre les agriculteurs.

En 2011, la société Mars a établi un centre de développement du cacao à Sidole, un village de la région centrale de Sulawesi. Une équipe de formateurs a planté, dans ce centre, un hectare de nouveaux plants hybrides et continue à enseigner des techniques de culture améliorées. La méthode utilisée, celle de la greffe de côté, améliore les plants existants pendant que les paysans attendent de pouvoir planter les nouveaux arbres. Le centre a créé un réseau en étoile pour atteindre les planteurs de cacao dans l'ensemble de la province.

En investissant chaque année des millions de dollars pour la recherche, l'éducation et la certification du cacao, Mars a déjà obtenu un succès avec la petite plantation modèle de Sulawesi. Certains agriculteurs ont vu leur bénéfice annuel passer de 700 à 3 500 USD.

"Rien qu'en utilisant la greffe de côté sur mes vieux arbres, j'ai pu augmenter mon rendement de 50%", déclare Mimi Abudohe, qui étudie au centre et qui pratique la culture du cacao à Sidole depuis plus de 15 ans. La réussite d'Abudohe a suscité l'intérêt de ses voisins, et elle les a fait bénéficier de ses

compétences. Aujourd'hui, ils vont eux aussi au centre pour apprendre.

Dans la perspective de la prochaine phase du projet, Abudohe déclare: "Je suis impatiente, j'ai déjà construit ma propre pépinière à la maison afin de pouvoir commencer à planter les nouveaux arbres hybrides!"

Après avoir cultivé le cacao pendant 20 ans, Ahmad Darise avait pratiquement renoncé avant de rejoindre le projet. Aujourd'hui, son exploitation attire les planteurs de tout le district pour voir ses arbres rajeunis, chargés de cabosses dépassant toutes les attentes. Un nouveau prêt renouvelable du FIDA sera bientôt octroyé à son groupe de planteurs, et Darise est motivé pour commencer à emprunter. "À l'heure actuelle, nous bénéficions de la présence des experts de Mars, mais même s'ils partaient maintenant, nous pourrions continuer avec ce qu'ils nous ont enseigné. Nous en retirons un grand avantage."

Une agricultrice étale au soleil ses fèves de cacao pour les faire sécher, à Sidole dans le Sulawesi central Indonésie: Programme d'autonomisation rurale et de développement agricole

©FIDA/Roger Arnold



Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

Vue d'ensemble

Bien que la région Amérique latine et Caraïbes ait toujours connu les taux d'inégalité les plus élevés du monde, elle constitue aussi l'une des rares régions où l'écart commence à se combler. Des progrès sont réalisés en termes de réduction de la pauvreté et de renforcement de la résilience économique, grâce essentiellement à une stabilité macroéconomique soutenue, aux prix élevés des produits de base d'exportation, et à des dépenses consenties par les pouvoirs publics dans le cadre de programmes sociaux.

La croissance économique et sociale de la région demeure néanmoins confrontée à des défis résultant des déficits budgétaires, du chômage, de la violence, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. En outre, la forte dépendance à l'égard des produits de base exportés la rend sensible à la volatilité des marchés mondiaux.

La population totale de la région est d'environ 591,2 millions de personnes, dont 20,2% vivent dans les zones rurales. Pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, en moyenne 10% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour⁵. Le pourcentage de la population vivant en situation d'extrême pauvreté dans ces pays varie entre 0,2% en Jamaïque et 55% en Haïti.

Au cours des 15 dernières années, plus de 50 millions de personnes ont rejoint la catégorie de la classe moyenne, dont l'effectif est aujourd'hui à peu près équivalent à celui de la population de pauvres de la région. Les analystes attribuent ces progrès en matière de réduction de la pauvreté aux politiques menées en faveur des pauvres et aux programmes de transferts monétaires assortis de conditions, qui constituent la pierre angulaire de nombreux programmes de protection sociale.

Les moyennes régionales et nationales présentent toutefois une image déformée des conditions de vie des populations rurales en général, et plus spécialement des groupes marginalisés comme les

peuples autochtones et les populations d'origine africaine. En 2010, le taux de pauvreté rurale de la région était deux fois plus élevé que celui des zones urbaines et quatre fois plus élevé pour ce qui concerne l'extrême pauvreté. L'inégalité entre les hommes et les femmes demeure un problème de premier plan dans les zones rurales.

La région a atteint ou devrait atteindre les OMD dans huit domaines cibles, et il n'y a aucun domaine dans lequel on ne puisse observer de progrès. Néanmoins, si les tendances actuelles persistent, les progrès ne suffiront pas à atteindre les cibles dans les domaines de l'extrême pauvreté, de l'emploi, de l'enrôlement dans les écoles primaires, de la participation des femmes au gouvernement, de la santé maternelle, du VIH/sida et des conditions de vie des habitants des bidonvilles.

Travaux et résultats en 2012

Nos interventions dans la région sont axées sur les domaines suivants:

- développer les marchés et les entreprises rurales;
- répondre aux besoins humains fondamentaux;
- appuyer l'inclusion sociale;
- renforcer la coopération Sud-Sud; et
- renforcer la viabilité écologique.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 39 programmes et projets en cours dans 19 pays de la région à la fin de 2012;
- 574,1 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 8 nouveaux programmes et projets pour le Brésil (deux nouveaux projets), la Colombie, Haïti, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et la République bolivarienne du Venezuela pour un investissement total du FIDA de 149,6 millions d'USD;
- approbation, en faveur du Brésil, de la Colombie, du Mexique et de la République bolivarienne du Venezuela, d'un financement de 41,6 millions d'EUR (approximativement 57,9 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; et
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats pour le Honduras et le Nicaragua.

⁵ Les données brutes proviennent du Rapport sur le développement humain 2012 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays de la région. On ne dispose pas en effet de données sur ce point pour les pays suivants: Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, et Uruguay. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le Rapport sur le développement humain 2012 ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

Marchés et entreprises rurales

L'urbanisation rapide que connaît la région est à l'origine d'une forte croissance des centres de taille moyenne qui constituent des relais entre les zones rurales et les grandes villes – et améliore ainsi l'accès des ruraux pauvres aux marchés. Ce processus augmente également les possibilités d'emplois non agricoles, importante source de revenu pour ces populations rurales pauvres. Des études récentes montrent toutefois qu'à peine 8% des familles paysannes sont pleinement intégrées aux filières, et que seules 25% ont actuellement la possibilité de participer pleinement au secteur de l'agriculture moderne.

Un quart des initiatives appuyées par le FIDA dans la région sont axées sur le développement des marchés et des entreprises rurales. Grâce au don de 2 millions d'USD octroyé à l'Association des exportateurs du Guatemala, nous reproduisons à plus grande échelle les succès obtenus par les projets d'accès aux marchés dans ce pays, où les petits exploitants agricoles livrent aujourd'hui pour des millions de dollars d'agrumes, de légumes et d'autres produits sur de grands marchés internationaux. Ces approches réussies sont partagées avec les paysans, les organisations de producteurs, les gouvernements et les entreprises privées dans l'ensemble de l'Amérique centrale.

Le Programme régional de soutien aux populations rurales d'origine africaine en Amérique latine fournit un cofinancement à des entreprises rurales appartenant à des femmes ou des jeunes. Il favorise également l'apprentissage et l'échange de savoirs entre ces entrepreneurs. Le programme témoigne d'une amélioration du respect de soi des femmes et d'une

plus grande stabilité des revenus pour leurs familles, et il reçoit des demandes d'assistance technique émanant d'autres agences de développement.

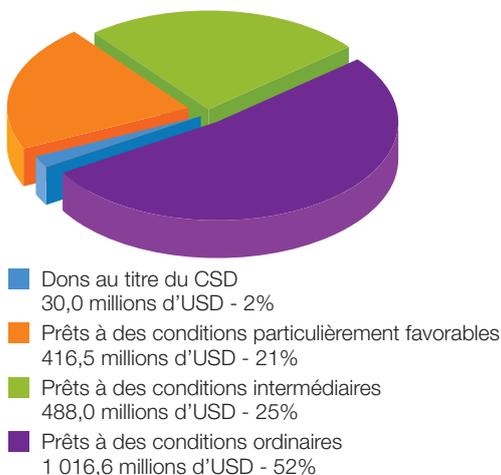
Pour renforcer les moyens de subsistance ruraux, nous mettons aussi l'accent sur les microentreprises, agricoles et non agricoles. Dans l'État plurinational de Bolivie, un projet appuyé par le FIDA aide les familles rurales à gagner davantage d'argent grâce à leurs troupeaux de lamas et d'alpagas. Il aide également les coopératives artisanales à améliorer la qualité des chaussures, châles et pull-overs qu'elles produisent pour les vendre sur les marchés locaux, et à gérer et promouvoir plus efficacement leurs activités. Le projet appuie en outre des initiatives de tourisme rural pour permettre aux familles dépendant habituellement de l'agriculture de diversifier leurs flux de revenus.

Besoins humains fondamentaux

Bien que la faim soit désormais rare dans la plus grande partie de la région Amérique latine et Caraïbes, la malnutrition et la faiblesse des revenus y demeurent partout des défis majeurs pour les familles rurales pauvres, et constituent donc des centres d'intérêt majeurs dans les interventions du FIDA. Les résultats communiqués en 2012 montrent que 78% des projets que nous appuyons ont été à l'origine d'augmentations sensibles des actifs physiques et financiers des groupes cibles, contribuant ainsi à améliorer les revenus et la nutrition.

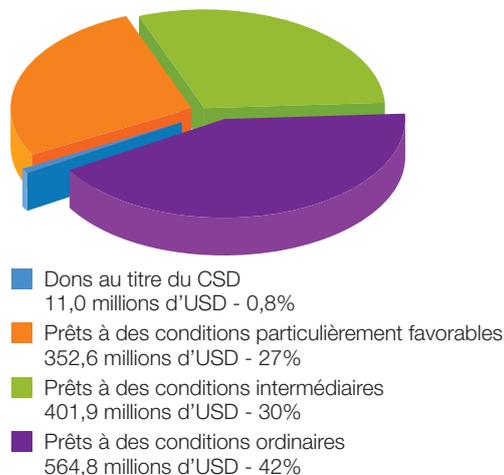
Financé par le FIDA, un projet d'appui aux marchés à Sierra Sur, au Pérou, est entré dans sa seconde phase en 2012. Les rapports initiaux relatifs à la première phase font état d'une augmentation d'environ 150%

GRAPHIQUE 7a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt,
et dons au titre du CSD, 1978-2012^a
Sur un montant total de 1 951,1 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 7b
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions
de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2012^a
Sur un montant total de 1 330,3 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

des revenus annuels et d'une réduction de 40% de la malnutrition chronique parmi les participants au projet. Le projet a aussi aidé quelque 9 000 femmes à ouvrir des comptes d'épargne. Leur épargne combinée s'élève maintenant à plus d'un million d'USD.

Au Nicaragua, un projet mettant en liaison des petits producteurs et des filières dynamiques permet aux participants de diversifier leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Le projet a transféré plus de 3 millions d'USD à des microentreprises, des organisations de producteurs et d'autres entreprises rurales. Il a spécifiquement consacré plus de 2,7 millions d'USD au renforcement des filières et à l'intégration des petits producteurs à ces filières, et a touché plus de 50 000 personnes, dont 52% de femmes.

Coopération Sud-Sud

Le FIDA partage les enseignements tirés au Brésil, au Guatemala et au Pérou par le biais d'échanges de technologies, de plateformes de consultation sur les politiques, et d'itinéraires d'apprentissage au sein de la région et dans l'ensemble du Sud.

Nous appuyons le Marché Afrique-Brazil des innovations agricoles, qui établit un lien entre experts et institutions brésiliens et africains – comme l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA) et le Forum pour la recherche agricole en Afrique – en vue d'élaborer des projets en coopération, de promouvoir des technologies innovantes et de susciter une concertation sur les politiques favorables aux pauvres entre le Brésil, l'Afrique et d'autres régions de l'ensemble du Sud.

Depuis 2010, le Marché a approuvé le financement de 30 projets dans 12 pays africains. Un don distinct du FIDA pour un Marché Amérique latine/Brésil a approuvé cinq projets dans des pays d'Amérique latine.

L'approche des itinéraires d'apprentissage, appuyée par le FIDA, et mise en œuvre par l'ONG PROCASUR (Société de formation régionale au développement rural), réunit des agriculteurs de toutes les régions du monde. Lancés en 1996 en Amérique latine et étendus plus récemment à l'Afrique et à l'Asie, les itinéraires d'apprentissage offrent un espace de dialogue, d'échange et de brassage fructueux d'idées entre les projets appuyés par le FIDA et d'autres acteurs publics et privés. Ils contribuent au recensement des meilleures pratiques et à l'application à plus grande échelle des succès obtenus par les projets que nous finançons.

Les projets appuyés par le FIDA ont eu recours à l'approche des itinéraires d'apprentissage pour partager leur expérience en matière de création de comptes d'épargne pour les femmes rurales pauvres avec le Projet colombien "Femmes épargnantes en action", qui a fait un bon usage de ce savoir. Plus de 98 000 femmes ont épargné plus de 17 millions d'USD dans le cadre de cette initiative colombienne,

dont le travail est coordonné avec celui du Programme *Oportunidades Rurales*, appuyé par le FIDA.

Inclusion sociale

Afin de bâtir des sociétés avec moins d'exclus – élément essentiel à la paix dans l'une des régions les plus violentes du monde – une nouvelle génération de projets financés par le FIDA s'attache à renforcer les institutions et les autorités locales, et à fournir aux populations rurales pauvres des titres fonciers, des documents d'identité, une éducation et des services financiers. Nous faisons également tout notre possible pour faire prendre davantage conscience des contributions des producteurs pauvres aux économies nationales. Des pays comme l'État plurinational de Bolivie, le Brésil, l'Équateur et le Pérou ont réalisé des progrès sensibles en matière d'inclusion sociale des groupes marginalisés.

Les itinéraires d'apprentissage parrainés par le FIDA reproduisent, dans l'ensemble de l'aire andine et partout dans le monde, des innovations clés en matière d'inclusion sociale mises en œuvre, à l'origine, par des projets financés par le FIDA au Pérou. Ces innovations comprennent notamment des concours publics pour l'attribution de ressources du projet, la gestion des ressources naturelles, la formation et la promotion des talents locaux, et la répartition des fonds du projet par l'intermédiaire d'un système local d'allocation des ressources.

Nous appuyons également des plateformes de concertation sur les politiques, comme la Commission de l'agriculture familiale (REAF) du Marché commun du Sud (MERCOSUR), le Centre latino-américain pour l'économie humaine, et des plateformes nationales spécifiques mises en œuvre par le Centre latino-américain pour le développement rural (Rimisp). Ces diverses plateformes contribuent à placer les questions de l'agriculture familiale et de la pauvreté rurale aux premiers rangs des préoccupations nationales.

L'un des programmes du Rimisp, "Le savoir pour le changement", coordonne des groupes de dialogue rural qui mobilisent des dirigeants locaux, des hommes d'affaires, des intellectuels et des représentants d'organisations sociales et d'ONG pour promouvoir des politiques d'appui aux populations rurales pauvres. En Colombie, le groupe de dialogue rural a appuyé avec succès l'élaboration de la nouvelle loi foncière du pays. Au Mexique, le groupe a élaboré une proposition de lutte contre la pauvreté rurale à laquelle se sont ralliés les candidats à l'élection présidentielle.

Viabilité écologique

Le FIDA s'attache à intégrer les initiatives relatives à l'environnement et au changement climatique dans la région. Le cofinancement apporté par le FEM a augmenté de manière significative au cours des

Récit recueilli sur le terrain

Pleins feux sur la jeunesse: encourager les jeunes talents ruraux au Nicaragua

La région Amérique latine et Caraïbes est la plus urbanisée au monde: 80% de la population vivent dans des villes, et les projections montrent que ce chiffre pourrait atteindre près de 89% d'ici 2050. Les villes peuvent sembler offrir plus de possibilités que les zones rurales – où l'accès à l'emploi, au crédit, aux actifs et à l'éducation est extrêmement limité – mais cette image n'est pas complète. Environ un citoyen sur quatre, dans la région, vit en situation de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour.

Donner aux jeunes, femmes et hommes, des zones rurales les moyens d'obtenir des moyens de subsistance décents et de faire des plans d'avenir sans devoir quitter leurs foyers et leurs familles est l'un des éléments clés du travail accompli par le FIDA pour encourager le développement agricole et rural, renforcer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté.

Grâce au Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua (PRODESEC), d'un montant de 25 millions d'USD, appuyé par le FIDA et clôturé en 2011, Xenia Centeno, 20 ans, est aujourd'hui un ingénieur agro-industriel travaillant avec succès dans une coopérative vinicole.

"Notre vie s'est considérablement améliorée", déclare Xenia Centeno. "Nous n'avions jamais imaginé que nous puissions être un jour propriétaires d'une petite entreprise, ou travailler dans une coopérative. C'est véritablement une réussite."

Centeno travaille avec Vinos Don Rufo, un établissement vinicole qui a bénéficié d'un appui technique et financier du FIDA. Les 20 membres de la coopérative ont augmenté leur production, amélioré la qualité et accru leurs revenus grâce à un nouveau

pressoir, une machine à boucher, un centre de transformation et une installation de stockage.

En outre, des séminaires de formation en matière de gestion des entreprises et de comptabilité ont donné à Centeno et à d'autres jeunes entrepreneurs les compétences commerciales nécessaires pour réaliser des bénéfices.

Au total, PRODESEC a appuyé plus de 400 plans d'entreprise conçus pour générer des emplois ruraux; environ 20% de ces plans ont créé de nouveaux emplois spécifiquement destinés à des jeunes de moins de 29 ans. Il a apporté un appui technique et financier à plus de 300 entreprises et a travaillé avec environ 250 entreprises agro-industrielles.

"Faute de projets comme celui-ci, beaucoup de jeunes choisissent la criminalité", déclare Mercedes Calderón, chef de la production à la Coopérative artisanale Artefina, appuyée par le PRODESEC. "Grâce à ce programme, nous avons pu échapper à cela."

De jeunes apprentis apprennent à sculpter le bois et à fabriquer des meubles

Nicaragua: Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua

©FIDA/Greg Benchwick



dernières années et devrait atteindre 29 millions d'USD d'ici juin 2013.

Au Brésil, un projet financé par le FEM encourage la production de coton biologique et a entrepris l'introduction de fourneaux économiques, de biodigesteurs et de la traction animale. De nouvelles composantes FEM ont également été ajoutées à des projets exécutés au Mexique, au Panama et au Pérou.

Des succès notables sont clairement visibles, sur l'ensemble du portefeuille régional, dans les domaines de l'adaptation au changement climatique, de la gestion durable des ressources naturelles, et de la bonne intendance de l'environnement. Ainsi, un projet bolivien a contribué à la plantation de plus de 8 millions d'arbres et à la construction de 800 000 hectares de nouvelles terrasses qui réduisent l'érosion et minimisent les effets de la désertification.

Dans les zones semi-arides du Brésil et de la République bolivarienne du Venezuela, des projets financés par le FIDA apportent aux agriculteurs de nouvelles techniques et technologies pour la gestion efficace des maigres ressources en eau, et notamment des systèmes de pompage, des microbarrages, des dispositifs de collecte d'eau grâce à un système de captage sur les toits, et des techniques de plantation économes en eau. En encourageant le compostage et d'autres pratiques écologiques, les projets réduisent aussi l'utilisation de pesticides.

Nous appuyons un projet bolivien qui renforce la résilience des communautés rurales pauvres et les aide à faire face aux défis du changement climatique par le biais d'une conservation plus efficace de l'agrobiodiversité locale. À Cachilaya, par exemple, des paysans gardiens conservent plus de 100 variétés de pomme de terre, ainsi que de nombreuses variétés de quinoa, de lupin, et d'avoine comme aliment pour animaux. Les diverses variétés peuvent servir à différents usages, et certaines d'entre elles sont plus résistantes au froid et aux conditions météorologiques défavorables.

Les projets appuyés par le FIDA dans l'État plurinational de Bolivie, en Équateur et au Pérou allouent les ressources sur une base compétitive. L'accent ainsi mis sur la concurrence induite par la demande transforme les producteurs familiaux en parties prenantes et en décideurs dans la gestion de leurs ressources naturelles. Il garantit aussi la durabilité à long terme des initiatives que nous appuyons.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe⁶

34 pays et Gaza et Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Gaza et Cisjordanie, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen.

Vue d'ensemble

La crise économique mondiale et les bouleversements politiques survenus dans le monde arabe demeurent des défis pour les pays du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe. Cette région présente une grande diversité sur les plans économique, politique, environnemental et social; elle inclut un fort pourcentage de pays à revenu intermédiaire et, à quelques exceptions près, ses progrès vers la réalisation des OMD sont largement conformes aux prévisions. Toutefois, la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire, ainsi que le taux de chômage élevé, spécialement parmi les populations jeunes en augmentation rapide, constituent toujours des problèmes dans nombre de pays.

La population totale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord est d'environ 359,4 millions de personnes, dont quelque 43,4% vivent dans les zones rurales. Pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, en moyenne 6,2% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour⁷. Le pourcentage de la population vivant en situation d'extrême pauvreté dans ces pays varie entre 0,4% en Jordanie et 19% à Djibouti.

Après les crises alimentaire, énergétique et financière, la reprise a été contrastée. Les analystes prévoient que la croissance réelle du PIB dans l'ensemble de la région Proche-Orient et Afrique du Nord retrouvera d'ici 2015 ses niveaux antérieurs à la crise, après une chute de 5,1% en 2010 à 3,3% en 2011. Dans les pays d'Europe et d'Asie centrale, la croissance devrait ralentir et passer de 4,9% en 2011 à légèrement plus de 4% en 2012 et 2013.

Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les pays en phase de transition et de réforme ont fortement souffert sur les plans économique et social. La sécurité alimentaire a été reconnue comme l'une des causes principales de conflit dans les pays arabes,

⁶ Au FIDA, une seule division couvre deux régions distinctes: Proche-Orient et Afrique du Nord, et Europe et Asie centrale.

⁷ Les données brutes proviennent du Rapport sur le développement humain 2012 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays de la région. On ne dispose pas en effet de données sur ce point pour les pays suivants: Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Liban, Libye, Oman, Palestine, Qatar, Somalie, Soudan. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le Rapport sur le développement humain 2012 ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

et le risque politique demeure élevé dans la région du fait de l'aggravation de la crise en République arabe syrienne et des effets possibles de contagion, ainsi que des tensions en Iraq, au Soudan et au Yémen. Cette situation a une incidence sur les projets appuyés par le FIDA en Égypte, en République arabe syrienne, en Tunisie et au Yémen, mais, sauf en République arabe syrienne, les projets financés par le FIDA poursuivent leurs activités.

Alors que les pays d'Europe et d'Asie centrale poursuivent leur transition d'un système de planification centralisée vers des économies de marché et vers une gouvernance plus démocratique, la crise dans la zone euro – le principal marché d'exportation de la région – a réduit les perspectives immédiates de croissance, en particulier dans les pays des Balkans. L'affaiblissement des échanges, des investissements et

des financements bancaires augmente les incertitudes à moyen terme. Les pays de la Communauté des États indépendants dépendent moins de la zone euro et certains d'entre eux ont bénéficié, jusqu'à une date récente, des cours robustes des produits de base. Dans l'ensemble de la région, la demande intérieure demeure anémique parce que les taux de chômage sont élevés et les gouvernements, dont les budgets sont largement déficitaires, ne sont pas en mesure d'entreprendre des programmes d'incitation.

La population totale de la région Europe centrale et orientale est d'environ 186,7 millions de personnes, dont quelque 42,8% vivent dans les zones rurales. Pour l'ensemble des pays pour lesquels on dispose de données, en moyenne 4,2% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour⁸. Le pourcentage de la population vivant en situation d'extrême pauvreté dans ces pays varie entre 0,2% au Kazakhstan et 25,1% au Tadjikistan.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 46 programmes et projets en cours dans 18 pays de la région et à Gaza et Cisjordanie à la fin de 2012;
- 787,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 4 nouveaux programmes et projets pour le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, la Tunisie et la Turquie pour un investissement total du FIDA de 70,1 millions d'USD;
- 23 projets en cours financés par des dons régionaux pour un total de 22,3 millions d'USD;
- 23 dons spécifiques à un pays en cours pour un total de 18,1 millions d'USD;
- financement supplémentaire d'un montant total de 23,8 millions d'USD pour des projets et programmes en cours en Égypte, en Géorgie et au Liban;
- financement de 3,0 millions d'USD accordé par le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie à un programme en cours à Gaza et en Cisjordanie;
- approbation, en faveur du Liban, de l'Ouzbékistan et de la Tunisie, d'un financement de 28,4 millions d'EUR (environ 36,9 millions d'USD) par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire; et
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats pour l'Égypte.

Travaux et résultats au Proche-Orient et en Afrique du Nord en 2012

Les activités du FIDA dans la région sont axées sur les thèmes suivants:

- amélioration de la gestion des ressources en terre et en eau, et réduction de la vulnérabilité au changement climatique;
- établissement de liens entre les petits cultivateurs de produits non traditionnels et les marchés nationaux et internationaux;
- amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire;
- élargissement de l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers comme le crédit, l'épargne et l'assurance; et
- traitement du chômage des jeunes en milieu rural.

Gestion de la terre et de l'eau

Étant donné que, dans cette région aride, les moyens de subsistance des populations rurales pauvres dépendent dans une large mesure des ressources naturelles, les problèmes environnementaux peuvent avoir un impact dévastateur. En Somalie, où 53% de la population rurale vit dans l'extrême pauvreté – avec moins de 1,25 USD par jour – les périodes de grave sécheresse aggravent encore la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Au Somaliland, un projet appuyé par le FIDA a introduit un mécanisme novateur pour garantir la disponibilité et l'accès à l'eau pour les petits exploitants agricoles. Il a construit neuf barrages de retenue en sable dans deux régions, aride et semi-aride, qui améliorent la

⁸ Les données brutes proviennent du Rapport sur le développement humain 2012 publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. Les données relatives à la population incluent tous les pays de la région. Les données concernant les personnes vivant en dessous de la ligne de pauvreté ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays de la région. On ne dispose pas en effet de données sur ce point pour les pays suivants: Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Malte et Ouzbékistan. Étant donné que les agences internationales qui recueillent les données améliorent en permanence leurs séries, les données présentées dans le Rapport sur le développement humain 2012 ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures.

disponibilité en eau à usage domestique et pour le bétail, pour plus de 3 600 ménages. Les femmes et les enfants perdent désormais moins de temps à la collecte de l'eau, ce qui leur permet de s'investir dans d'autres occupations productives comme la fréquentation de l'école, les travaux domestiques et les activités génératrices de revenus.

En 1995, plus de 12% des terres de parcours du Maroc étaient dégradées, ce qui pouvait compromettre les moyens de subsistance de millions de ménages pastoraux. Le FIDA a apporté, dans la région orientale du pays, un appui à un projet qui, se déroulant en deux phases entre 1990 et 2010, a élaboré une approche à assise communautaire de la gestion des terres de parcours dans une zone de 3,8 millions d'hectares et comptant une population de près de 100 000 personnes. Avec un cofinancement du FEM, le projet a contribué à la création de coopératives et d'unions de gestion pastorale, devenues responsables de l'introduction de nouvelles technologies et d'une meilleure gestion des ressources.

Soixante coopératives et trois unions ont été constituées, avec la participation de 9 000 ménages de 11 communes rurales. La production de fourrage est passée de moins de 150 à 800 kilos par hectare dans les zones bénéficiant d'une technologie appropriée, et les indicateurs environnementaux concernant la protection du sol, la diversité végétale et animale, et la sensibilisation aux questions environnementales se sont améliorés. En outre, les transhumances saisonnières du bétail ont été sensiblement réduites. Il est important de noter que les institutions

techniques relevant des pouvoirs publics ont appuyé un processus qui visait à transférer aux coopératives l'aménagement des terres de parcours, améliorant ainsi leur appropriation des interventions. Aujourd'hui, toutes les nouvelles activités d'aménagement des terres de parcours au Maroc suivent cette approche, et d'autres pays de la région l'adoptent progressivement.

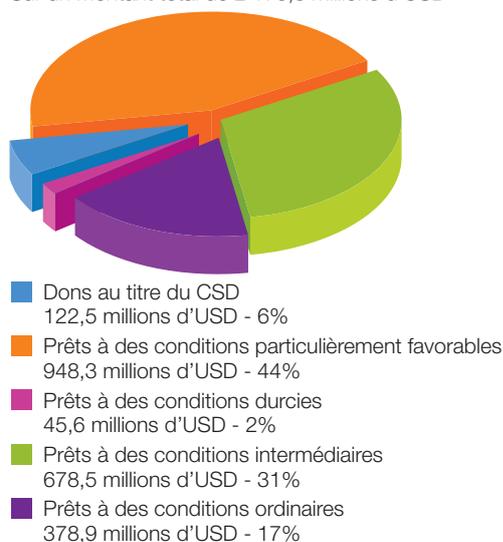
En juin 2012, le Conseil du Fonds pour l'adaptation, créé par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a approuvé la première initiative du FIDA financée par l'intermédiaire de ce Fonds. Intitulé "Projet d'agriculture intelligente face au changement climatique: améliorer les capacités d'adaptation des communautés rurales du Liban (AgriCAL)", ce projet novateur est axé sur la gestion de l'eau et des terres de parcours. Intervenant dans trois zones du Liban, il encourage une série d'options d'adaptation, comme le système d'assurance indexé contre les intempéries et l'accès aux technologies d'adaptation.

Liaisons avec les marchés

L'établissement de liaisons entre les producteurs ruraux pauvres et les marchés intérieur et étranger renforce leurs moyens de subsistance et leur résilience. En Égypte, le FIDA appuie un projet à long terme ayant pour but d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des ménages installés dans de nouveaux établissements au Noubaria occidental.

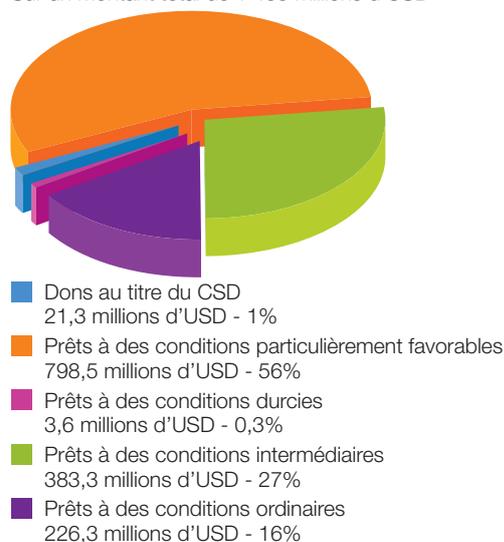
Entre autres activités, ce projet a contribué à la création d'associations de commercialisation

GRAPHIQUE 8a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2012^a
Sur un montant total de 2 173,8 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 8b
Décaissements des prêts du FIDA selon les conditions de prêt et décaissements au titre du CSD, 1979-2012^a
Sur un montant total de 1 433 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

regroupant des agriculteurs. Grâce à ces associations, les grands exportateurs et transformateurs se sont, pour la première fois, intéressés aux petits exploitants agricoles. En organisant quelque 36 000 ménages de producteurs en associations de commercialisation et en les formant de manière à ce qu'ils puissent répondre aux exigences du marché, le projet a permis à des petits producteurs d'établir avec succès des liens commerciaux avec environ 50 sociétés privées engagées dans des activités de transformation, de commerce et d'exportation de produits agricoles. En passant des marchés avec les associations, ces acheteurs raccourcissent la filière et augmentent la marge bénéficiaire, tant pour eux-mêmes que pour les producteurs. Une récente étude d'impact montre que l'augmentation des prix au producteur peut atteindre jusqu'à 33% et que les revenus annuels moyens des ménages atteignent 8 300 USD, montant considérablement supérieur au salaire annuel minimum, qui est de 2 200 USD.

Productivité agricole

L'augmentation de la productivité agricole peut améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être général des populations rurales. Entre 2007 et 2012, un projet de développement rural appuyé par le FIDA et exécuté dans les zones montagneuses de la province marocaine d'Al-Haouz a sensiblement amélioré les conditions de vie des 112 000 personnes qui y vivent. Le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition chronique est tombé de 51 à 25% et, aujourd'hui, 93% de la population cible du projet n'a pas connu de période de soudure au cours des 12 derniers mois. La productivité accrue a également amélioré le niveau de vie des groupes cibles, ce dont témoigne l'augmentation du nombre de raccordements aux réseaux de distribution d'eau à usage domestique et d'électricité, et de l'utilisation de cuisinières à gaz. Quelque 300 associations et coopératives ont été créées, et 75% d'entre elles ont poursuivi leurs activités après la clôture du projet.

Services financiers

Pour les populations rurales pauvres, il est difficile, lorsque l'accès au crédit et à d'autres services financiers est réduit ou inexistant, de s'extraire du cycle de la faible productivité et des faibles revenus. Au Soudan, le FIDA appuie l'Initiative de microfinance lancée par la Banque agricole du Soudan, qui apporte dans les zones rurales des solutions de microfinance durables aux personnes les plus défavorisées. Proposant, en particulier aux femmes, des services de crédit, d'épargne et de micro-assurance compatibles avec la charia, cette initiative offre des prêts beaucoup plus petits – en moyenne 130 USD – que ceux offerts par d'autres programmes de microfinance au Soudan, dont les prêts moyens sont de 650 USD.

Touchant 6 000 ménages par l'intermédiaire de 350 groupements de femmes, cette initiative a mobilisé une épargne d'un montant de 72 000 USD, avec une base de clients de 4 500 emprunteurs et un portefeuille de prêts de 700 000 USD. Les prêts, dont le taux de remboursement est proche de 100%, appuient des petites activités agricoles, l'engraissement et l'élevage du bétail, et une gamme de microentreprises. Au cours de la période 2012-2013, six nouvelles unités ont été installées dans le but d'atteindre 150 000 ménages supplémentaires au cours des cinq prochaines années et de mobiliser une épargne de 10 millions d'USD.

Le chômage des jeunes

Les taux de chômage des jeunes, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, sont les plus élevés au monde. Ils devraient, selon les prévisions, se maintenir au dessus de 25% au cours des quelques prochaines années et pourraient même dépasser ce chiffre dans certaines parties de la région. Au Yémen, le chômage des jeunes atteint actuellement, selon les estimations, le chiffre effrayant de 60 à 70%, et constitue l'un des problèmes les plus urgents que le pays ait à résoudre.

Appuyé par le FIDA, un projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala, l'un des plus pauvres et des plus isolés du pays, propose depuis 2008 une formation professionnelle aux jeunes. Au terme d'une formation intensive en tant que mécaniciens, menuisiers, électriciens, feronniers, plombiers ou techniciens de téléphonie mobile, de 50 à 80% des participants ont trouvé un emploi dans le domaine qu'ils avaient choisi. La demande annuelle, pour cette formation, a été multipliée par cinq, passant d'environ 50 stagiaires en 2008 à 260 en 2012.

Travaux et résultats en Europe et en Asie centrale en 2012

Les interventions prioritaires du FIDA dans la région sont axées sur:

- la promotion des services financiers ruraux;
- l'amélioration des liens entre les paysans et les marchés, en particulier par le biais du développement des filières; et
- le développement de l'économie rurale non agricole par le biais d'un soutien à des petites et moyennes entreprises.

Services financiers

Pour les entrepreneurs ruraux et les agriculteurs, il est essentiel d'avoir accès à un financement pour promouvoir le développement d'entreprises durables et accroître le revenu des exploitations agricoles. En République de Moldova, le pays le plus pauvre d'Europe, avec plus de 60% de la population vivant dans les zones rurales et dépendant, pour leurs moyens de subsistance, de l'agriculture, la première

Récit recueilli sur le terrain

Les femmes contribuent à la restauration des terres et à la redynamisation de l'économie rurale au Soudan

Dans la région du Butana, au centre-est du Soudan, huit femmes se sont associées pour protéger et restaurer les terres de pacage de leur communauté. Dans un contexte culturel où il est de tradition que les hommes contrôlent les ressources, ce n'était pas un mince exploit. Mais ces femmes, toutes veuves ou divorcées, étaient résolues à améliorer la situation de leurs familles. Et toute la région en a bénéficié.

L'élevage est la pierre angulaire de l'économie du Butana. Au cours des dernières années, l'action combinée des précipitations irrégulières, des températures élevées et des vents violents s'est traduite par l'érosion et la dégradation des pâturages. Les populations animales n'ont toutefois pas cessé de croître, et des pasteurs nomades venus du Sud-Soudan y ont amené leurs troupeaux. Du fait de ces pressions, l'économie traditionnelle du Butana, basée sur l'élevage, s'est effondrée.

En 2006, les autorités locales ont clôturé une vaste zone à proximité de la ville d'Es Soubagh, pour la protéger de l'érosion et du pâturage abusif, et pour rendre possibles les cultures. Mais ces terres n'ont pas été exploitées jusqu'à ce qu'un projet appuyé par le FIDA ne les revitalise, en 2010. Le Projet intégré de développement rural du Butana, exécuté par le Gouvernement du Soudan et le FIDA, a pour objet de réguler l'accès aux terres de parcours, d'améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres et de renforcer la résilience des communautés face à la récurrence de la sécheresse.

Huit femmes d'Es Soubagh ont acquis le droit de cultiver à l'intérieur de la zone clôturée. Le projet leur

a offert des chèvres et des semences de démarrage en vue de produire du fourrage, et a construit des structures de collecte de l'eau pour contribuer à l'irrigation de leurs parcelles. Il a aussi fourni une formation en matière de collecte, d'extraction et de stockage des semences, et de planification et de gestion de microprojet.

Avec à leur tête Zainab Abu Sin, 51 ans, les femmes se sont organisées en équipes pour s'occuper, par roulement, de la terre et prendre soin de leurs enfants et des personnes âgées. Après la récolte, elles ont entreposé le fourrage en prévision de la saison sèche et ont vendu l'excédent d'animaux, de semences et de fourrage. Avec leurs bénéfices, elles ont payé les droits d'inscription à l'école et acheté des téléphones mobiles et des articles de ménage. L'intention de Zainab Abu Sin est d'ouvrir une boutique.

Aujourd'hui, les femmes d'Es Soubagh sont mieux en mesure de subvenir aux besoins de leurs familles, mais également de jouer un rôle accru au sein de leur communauté. D'autres femmes suivent maintenant leur exemple. Et la zone clôturée est devenue, au Butana, la source principale de semences des terres de parcours, pour la dispersion naturelle et la régénération.

Zainab Abu Sin (au centre) et les femmes avec lesquelles elle travaille pour restaurer les terres de pacage communautaires
Soudan: Projet intégré de développement rural du Butana
©BIRDP/FIDA



priorité du FIDA est de développer des services financiers ruraux inclusifs et durables.

Le FIDA met des prêts à la disposition des petites et moyennes entreprises rurales par l'intermédiaire de banques commerciales, et des petites et microentreprises par l'intermédiaire d'associations d'épargne et de crédit. Bien que les banques octroient en général des prêts à court terme, le FIDA met à disposition un financement à long terme, jusqu'à huit ans, pour permettre aux agriculteurs et aux entrepreneurs d'élaborer des plans de développement de leurs activités sur une plus longue période. Depuis le début de ses interventions en 1999 en République de Moldova, le FIDA a octroyé plus de 2 000 prêts à des entreprises rurales, générant ainsi quelque 17 000 emplois nouveaux. À mesure que le système bancaire évolue vers sa maturité, on voit apparaître des possibilités d'appliquer à plus grande échelle des investissements à moyen terme, et le FIDA s'attache à renforcer les partenariats avec d'autres donateurs importants pour créer des synergies dans le secteur financier.

Liaisons avec les marchés

Dans nombre de pays de la sous-région, les petits exploitants agricoles ne disposent pas des connaissances, des outils et des institutions nécessaires pour agir efficacement et prospérer dans une économie axée sur le marché. En Arménie, nous appuyons un fonds innovant de développement économique rural – connu sous le nom de FRED A – qui investit, par un apport de fonds propres, dans des sociétés occupant une place stratégique dans les filières agricoles. Ces investissements ont pour but d'élargir les marchés et d'assurer la durabilité des moyens de subsistance agricoles.

Créé en 2009, ce fonds a investi plus de 4 millions d'USD dans dix entreprises de production agricole. Les sociétés clientes ont connu une croissance rapide et enregistré de bonnes performances. Leurs ventes totales ont augmenté de 62%. Elles exportent de plus en plus, et les volumes exportés ont connu une croissance globale de 177%. Le nombre d'emplois a augmenté de 42% dans ces sociétés, et les marchés passés auprès des agriculteurs de 211%.

L'économie rurale

En Bosnie-Herzégovine, où environ la moitié de la population des zones rurales dépend de l'agriculture pour ses moyens de subsistance, l'absence de possibilités d'emploi fait obstacle à une relance économique. Le FIDA appuie un projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural qui vise à créer des emplois et à donner aux agriculteurs un meilleur accès aux marchés. Nous intervenons également pour améliorer la qualité et la productivité, accroître les prix aux producteurs pour les petits exploitants et encourager la croissance des entreprises rurales.

Le projet est axé sur l'appui aux entreprises rurales et l'investissement dans ces entreprises, et sur l'infrastructure de marchés ruraux. Il intervient dans 29 municipalités au total, dont 15 en Bosnie-Herzégovine et 14 autres en Republika Srpska. Environ 29 000 ménages ruraux devraient bénéficier directement du projet. Les associations de producteurs et les coopératives agricoles menant des activités commerciales en contact avec les petits exploitants agricoles y participeront. Le projet étendra également son champ d'action aux femmes et aux jeunes chômeurs intéressés par un emploi salarié non agricole ou par un travail indépendant. Il encourage la participation des femmes aux associations de producteurs et cherche à autonomiser les femmes rurales en renforçant leur capacité, sur le plan technique, de s'engager dans le développement d'une entreprise rurale, et en mettant à leur disposition un meilleur accès à la formation, aux marchés, à des solutions d'entreposage et de conditionnement, ainsi que des réseaux professionnels.

Une palette multicolore: fruits et légumes en vente sur le marché de Luang Prabang →

République démocratique populaire lao: Projet de promotion de moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage

©FIDA/GMB Akash



Nouvelles initiatives et nouveaux programmes

Nouvelles initiatives Action en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle

En 2012, la hausse et la volatilité des prix alimentaires mondiaux et une crise dans le Sahel ont continué de concentrer l'attention internationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le FIDA et les autres agences basées à Rome, qui constituent ensemble la plateforme alimentaire des Nations Unies, se sont félicités de l'intérêt soutenu de la communauté internationale – et, dans certains cas, de l'engagement croissant en faveur du développement agricole – et ont participé à plusieurs initiatives connexes. Nombre de ces dernières témoignent de la prise de conscience croissante de la nécessité de mettre en place des partenariats plus profonds et plus larges (et très souvent innovants) pour faire face aux causes premières de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. Ce point de vue a continué de recueillir, au cours de l'année, un soutien croissant.

En mai 2012, un certain nombre de chefs d'État africains, le Groupe des huit (G8) et des dirigeants d'entreprises ont annoncé la création d'une Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, une initiative innovante pour associer les forces des gouvernements africains, des pays du G8 et d'investisseurs dans un effort d'expansion de l'agriculture africaine, en vue de réduire la pauvreté et la faim. Cette alliance a pour objectifs d'obtenir des résultats concrets et mesurables, d'encourager des investissements privés dans le secteur de l'agriculture en y associant les petits exploitants, de promouvoir des réformes des politiques qui soient porteuses, et d'aligner les ressources publiques et privées sur les plans du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Le Président du FIDA a été invité à devenir membre du Conseil d'orientation, qui fournit un soutien consultatif.

Dans le cadre de cette initiative comme dans d'autres, le FIDA a insisté sur l'association des petits exploitants agricoles, en particulier les femmes et les jeunes, et de leurs représentants, en tant que partenaires dans la décision et réalisation des investissements nécessaires à une croissance ayant

l'agriculture pour moteur. Nous avons aussi souligné l'importance de marchés nationaux et régionaux prospères, et d'investissements agricoles responsables et durables.

Collaboration avec les agences basées à Rome

Notre collaboration avec les autres agences basées à Rome – Bioversity International, FAO et PAM - a revêtu des formes multiples. Sur la scène internationale, nous continuons à travailler en étroite liaison avec l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et avec le Groupe des vingt (G20), notamment pour la préparation, à l'intention de la présidence mexicaine du G20, d'un rapport sur l'augmentation de la productivité agricole. Toujours sous l'égide du G20, nous avons poursuivi notre collaboration dans le contexte du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), initiative visant à accroître la transparence sur les marchés mondiaux pour quatre produits agricoles essentiels (blé, maïs, riz et soja). Le FIDA est membre du secrétariat de l'AMIS, qui fournit une expertise technique à l'initiative (collecte des données, analyse et interprétation des tendances, par exemple), ainsi que de son comité de pilotage.

Dans le cadre des préparatifs en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), le FIDA a travaillé avec les autres agences basées à Rome à l'élaboration d'une contribution conjointe au projet de document final. Nous avons présenté ensemble des exposés sur plusieurs thèmes: réduction de la pauvreté rurale; sécurité alimentaire et nutritionnelle; et agriculture familiale et production agricole durable. Le document soumis à la conférence, "L'avenir que nous voulons", intégrait la plupart des messages clés. À la conférence elle-même, les agences basées à Rome ont accueilli conjointement deux manifestations: une manifestation technique d'une journée, et une manifestation de haut niveau au cours de laquelle le Secrétaire général des Nations Unies a officiellement lancé son défi "Faim zéro".

Ces efforts coïncidaient avec la participation du FIDA aux débats sur l'agenda de développement post-2015 des Nations Unies. Nous avons participé activement aux travaux de l'Équipe spéciale du système des Nations Unies, présidée par le Département des

affaires économiques et sociales des Nations Unies, et contribué au rapport soumis en juin 2012 au Secrétaire général, "Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous". Au second semestre, nous avons travaillé avec les autres agences basées à Rome en vue de planifier et de gérer une consultation thématique sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, dont les résultats apporteront une contribution aux travaux du Groupe de haut niveau des personnalités éminentes constitué par le Secrétaire général.

Le FIDA et le PAM ont collaboré avec la FAO à l'élaboration de l'édition 2012 du rapport "L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde", que les trois organisations ont présenté conjointement en octobre à la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Le rapport contient de nouvelles estimations selon lesquelles l'augmentation de la faim entre 2007 et 2010 aurait été moins sévère qu'on ne le pensait, mais montrant aussi que le processus mondial de réduction de la faim s'est ralenti et stabilisé depuis 2007-2008. Le rapport donne à penser que la réalisation de l'OMD consistant à réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays en développement n'est pas hors de portée. Cela suppose, toutefois, une accentuation des efforts pour répondre aux nouveaux défis – et notamment les chocs climatiques, les flambées des prix alimentaires, les conflits prolongés et les situations fragiles. Le FIDA a également contribué à la préparation de l'édition 2012 du rapport de la FAO "La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture", ayant pour thème la promotion d'investissements accrus et plus efficaces dans le secteur de l'agriculture.

Au cours de l'année, le CSA a continué d'offrir un forum mondial de débat visant à une convergence sur les questions en rapport avec la sécurité alimentaire, l'agriculture et la nutrition, et a bien progressé sur plusieurs questions importantes et parfois sujettes à controverse. Outre la compétence technique et le soutien financier qu'elles lui apportent, les trois agences basées à Rome jouent conjointement le rôle de secrétariat du CSA.

Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ont été élaborées pour guider les décideurs et les institutions dans leur approche des questions de gouvernance en rapport avec le régime foncier et celui des ressources naturelles. Elles ont été approuvées en mai 2012, au cours d'une session spéciale du CSA. En octobre 2012, la trente-neuvième session du CSA a été marquée par la participation sans précédent d'un large éventail de parties prenantes: 112 gouvernements, plus de 100 organisations de la société civile, 44 entités et fondations du secteur privé,

auxquels il faut ajouter les Nations Unies et les agences techniques, des institutions et des observateurs. Cette session a également entériné le début d'un processus devant conduire à l'élaboration de principes applicables à l'investissement responsable dans l'agriculture, afin que ces investissements contribuent de manière optimale à la sécurité alimentaire et à la concrétisation progressive du droit à l'alimentation. Le processus, conduit par le secrétariat, fera fond sur un certain nombre de sources existantes, et notamment les Principes pour des investissements agricoles responsables qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources, déjà élaborés par la Banque mondiale, la FAO, le FIDA et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et dont les quatre agences poursuivent, par le biais de consultations parallèles, l'affinement et l'essai sur le terrain. Les principes ont été explicitement reconnus et soutenus dans le contexte du G20, ainsi que par l'initiative du G8 pour une Nouvelle Alliance.

Une nouvelle stratégie de partenariat

Reconnaissant l'importance croissante des partenariats et leur rôle central pour l'efficacité de l'aide, le FIDA a élaboré en 2012 une nouvelle stratégie de partenariat. Nous avons pris l'engagement, pour la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources (2013-2015), d'élargir notre champ d'action et de parvenir à un plus grand impact en termes de réduction de la pauvreté rurale. À cet effet, et vu le caractère limité de ses ressources, le FIDA doit agir en partenariat avec d'autres acteurs du développement qui peuvent l'aider à appliquer à plus grande échelle les solutions innovantes et réussies pour réduire la pauvreté rurale. Cette application à plus grande échelle doit passer à la fois par l'augmentation des investissements et par la création, à tous les niveaux, d'un contexte et de politiques rurales porteurs, qui appuient l'investissement en faveur des pauvres et la croissance.

En fin de compte, la nouvelle stratégie de partenariat du FIDA vise à aider un nombre accru de ruraux à se libérer de la pauvreté par le biais d'un usage sélectif et une gestion efficace des partenariats. Elle doit faire en sorte que le FIDA soit en mesure: i) de définir ses exigences en matière de partenariat en fonction des priorités stratégiques de l'institution et d'identifier ses partenaires de manière sélective; ii) d'établir, de gérer et de suivre ses partenariats avec plus d'efficacité et d'efficience; iii) d'être un "partenaire de choix" pour d'autres; et iv) d'aider, par le biais de ses partenariats, d'autres parties prenantes du développement rural à améliorer leur pertinence, leur efficacité et leur efficience. La responsabilité

d'ensemble de la mise en œuvre de la stratégie a été confiée au nouveau Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources, qui a commencé à travailler, en 2012, à l'élaboration d'un programme de travail et budget détaillé.

Changement climatique

Le nouveau Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA aidera au moins huit millions de petits exploitants agricoles à faire face aux défis du changement climatique.

En Afrique subsaharienne et dans certaines parties de l'Asie, les petits exploitants cultivent certaines des terres les plus marginales et les plus vulnérables du monde, et fournissent jusqu'à 80% des produits alimentaires. En règle générale, ils utilisent le savoir et l'expérience autochtones pour gérer la variabilité des conditions météorologiques, mais la rapidité et l'intensité du changement climatique dépassent désormais leur capacité d'adaptation.

En autonomisant les agriculteurs, avec de nouveaux outils et de nouveaux savoirs, l'ASAP aidera les petits exploitants à développer leur résilience face aux chocs climatiques, améliorera la production agricole et diversifiera les options possibles en termes de moyens de subsistance.

Lancé en 2012 avec l'appui, au 31 décembre, de la Belgique, du Canada, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède, l'ASAP aidera le FIDA à appliquer à plus grande échelle l'adaptation au changement climatique et à l'intégrer dans l'ensemble des investissements du Fonds. Le programme prévoit d'introduire les nouvelles stratégies dans une dizaine de projets de développement rural en 2013, et dans d'autres encore au cours des deux années suivantes.

L'ASAP financera des projets qui apporteront de multiples avantages dans divers domaines: sécurité alimentaire, réduction de la pauvreté, conservation de la biodiversité et réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il permettra au FIDA de développer l'utilisation d'approches éprouvées comme la gestion des risques de sécheresse et d'inondation, les systèmes associant cultures et élevage, les variétés végétales xérophiles et tolérantes au sel, la gestion intégrée des ressources en eau, la régénération des terres, l'agroforesterie et l'amélioration du stockage après récolte.

On prévoit, dans la conception et l'exécution des projets, de nouvelles dimensions comme la modélisation du climat en vue d'une planification à long terme, l'analyse de la vulnérabilité et de la

capacité des communautés face au climat, et l'autonomisation des institutions locales pour qu'elles participent à la politique nationale sur le climat.

Le premier projet appuyé par l'ASAP a été approuvé en septembre 2012; il s'agit du Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo, au Mozambique (on trouvera des précisions sur ce projet à la page 38).

Terre et eau

La croissance démographique, le changement climatique, le déclin de la fertilité du sol et la nécessité d'une sécurité alimentaire et énergétique mondiale sont à l'origine d'une intense concurrence pour la terre agricole. Au sein de divers forums, le FIDA a maintenu les besoins des populations rurales pauvres au premier plan dans les concertations sur les politiques en matière d'acquisition de terres.

En 2012, le FIDA a collaboré à l'élaboration des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (voir page 35). Des missions chargées des questions foncières se sont rendues sur le terrain dans plusieurs pays pour appuyer la conception, l'exécution et la supervision de projets, programmes et COSOP axés sur les résultats.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre, une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales hébergée par le FIDA, a travaillé en étroite liaison avec ses membres dans 14 pays à l'élaboration de stratégies visant à orienter les processus nationaux de réforme foncière afin qu'ils portent une attention accrue à un accès équitable à la sécurité des droits d'occupation. La Coalition a également lancé l'Observatoire foncier, projet pilote novateur permettant un meilleur accès aux données géographiques et sur la gouvernance au Cambodge, à Madagascar, au Pérou, en République démocratique populaire lao et en République-Unie de Tanzanie. La Coalition a poursuivi son engagement dans la Matrice foncière — la plus grande base mondiale de données sur les investissements relatifs aux transactions foncières à grande échelle.

Dans le courant de l'année, la Coalition a également regroupé les ressources disponibles par l'intermédiaire d'un réseau international pour le soutien des défenseurs des droits de l'homme travaillant sur les questions foncières, et a créé un fonds d'urgence pour soutenir les défenseurs des droits fonciers lorsqu'ils sont victimes de violations des droits de l'homme.

La Coalition a aussi réuni de la documentation sur les enseignements tirés de cinq projets à assise communautaire encourageant l'autonomisation

juridique des femmes rurales. Outre le renforcement des droits fonciers des femmes, ces projets ont recensé les moyens d'élargir leurs activités, par exemple en fournissant des services d'auxiliaires juridiques.

Le FIDA est bien conscient de la nécessité de mieux intégrer un accès sûr à la terre pour les personnes avec lesquelles il travaille. Il convient toutefois de développer les mesures visant à assurer le respect des politiques, en particulier dans les portefeuilles d'Amérique latine et d'Asie, en appuyant tous les aspects du cycle du projet. L'année 2012 a vu l'achèvement de l'analyse des enseignements tirés et des incidences sur l'intégration des questions relatives aux régimes fonciers dans les opérations conduites dans les régions Amérique latine et Asie et Pacifique; ce travail a été complété par des missions sur le terrain en Bolivie et en République démocratique populaire lao.

Les problèmes liés à l'exécution ont également été abordés du point de vue de la mise en valeur des ressources en eau. Une analyse des COSOP montre que l'écart se resserre entre les objectifs stratégiques du FIDA dans ce secteur et les activités actuellement entreprises dans le secteur de l'eau dans le cadre des opérations. Une analyse plus poussée menée par la Division du centre d'investissement de la FAO, grâce à un financement de la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse, a toutefois démontré qu'il subsiste, en matière d'exécution, des problèmes liés au calendrier, aux approches participatives, à l'adéquation de la conception technique, aux capacités institutionnelles des échelons central et local, et à la qualité des travaux de construction. À la recherche d'une solution à ces problèmes, plusieurs missions d'appui à l'exécution et de supervision en rapport avec l'eau ont été effectuées dans les régions Proche-Orient et Afrique du Nord, Asie et Pacifique, et Afrique de l'Ouest et du Centre. Par ailleurs, une Communauté de pratiques sur l'eau et les populations rurales a été lancée en 2012 pour contribuer à l'intégration de l'appui requis au niveau d'exécution local.

Grâce à un don financé par COOPERNIC, un partenaire du secteur privé, 30 000 ménages ruraux extrêmement pauvres au Guatemala, en Inde et à Madagascar ont pu bénéficier d'innovations en matière de micro-irrigation. Ce don a fait l'objet d'une évaluation externe indépendante dont les conclusions ont été positives, mais ont souligné la nécessité vitale de partenaires nationaux du développement pour appliquer ces activités à plus grande échelle. Fondamentalement, la durabilité de cette technologie dépend de la volonté du secteur public de la subventionner.

Égalité entre les sexes

Nous encourageons l'égalité entre les sexes dans le développement rural. Les faits montrent que, dans les économies où l'on observe une plus grande égalité des sexes, non seulement la croissance économique mais aussi la qualité de vie sont supérieures.

En 2011, le nombre de femmes parmi les personnes ciblées par les projets appuyés par le FIDA a augmenté sensiblement, tant en chiffres absolus (de 19 à 28 millions) qu'en pourcentage du total (de 45 à 48%). Les femmes ont représenté 75% des personnes formées en matière de gestion des entreprises et de gestion communautaire, et près de 70% des utilisateurs des services financiers ruraux.

Les femmes sont des acteurs de premier plan dans l'agriculture, et représentent, à l'échelle mondiale, 43% de la main-d'œuvre active de ce secteur. Leur journée de travail est plus longue que celle des hommes, et elles s'occupent en outre des enfants, des personnes âgées et des malades. Elles sont moins susceptibles que les hommes de recevoir une rémunération décente pour leur travail et, lorsqu'elles sont payées, elles n'ont généralement que peu – ou rien – à dire quant à l'utilisation de leur salaire.

Bien qu'elles contribuent de manière significative à nourrir leur famille et à accroître le revenu du ménage, les femmes sont confrontées à de plus grands obstacles que les hommes du point de vue de l'accès aux services publics et aux services financiers, ainsi qu'aux marchés. Elles n'ont aussi, en règle générale, que peu d'influence sur les décisions à prendre, non seulement au niveau du ménage, mais aussi à celui du village et des collectivités locales.

En 2012, le Conseil d'administration a adopté la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, afin de renforcer notre activité dans ce domaine essentiel. La politique fixe trois objectifs: promouvoir l'autonomisation économique des ruraux des deux sexes afin de leur permettre de participer aux activités économiques rentables et d'en bénéficier; permettre aux femmes et aux hommes d'avoir une voix et une influence égales dans les institutions rurales; et réaliser un équilibre plus équitable entre les femmes et les hommes dans la répartition du travail et de ses bénéfices.

Également au cours de l'année, le FIDA s'est associé à ONU-Femmes, la FAO et le PAM pour lancer un programme quinquennal d'autonomisation économique des femmes rurales. Axé initialement sur l'Éthiopie, le Guatemala, le Kirghizistan, le Libéria, le Népal, le Niger et le Rwanda, le programme poursuit

quatre objectifs: améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle; accroître les revenus; renforcer le rôle dirigeant et la participation au sein des institutions rurales; et créer, aux niveaux national et international, un contexte d'action des pouvoirs publics plus réactif.

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre Développement de filières au Nigéria

Environ 15 000 ménages de petits exploitants et 600 organisations paysannes du Nigéria tireront profit d'un nouveau programme appuyé par le FIDA et visant à contribuer à la sécurité alimentaire, à l'accroissement de la production et de la productivité, et au développement d'opportunités de revenu et d'emploi.

Le Programme de développement des filières sera axé sur deux produits, le manioc et le riz. Sa stratégie inclusive, ancrée dans les priorités du gouvernement, consiste à renforcer à la fois les acteurs de la filière et les "facilitateurs". Les acteurs sont les producteurs, les transformateurs et leurs organisations, tandis que les facilitateurs sont les institutions publiques et privées, les prestataires de services, les responsables des politiques et ceux de la réglementation. Le programme créera également des plans d'action par filière, pour des produits de base spécifiques, afin d'aider les autorités locales à lancer des activités pertinentes et durables.

Le programme n'interviendra pas seulement auprès des agriculteurs et de leurs organisations, puisqu'il apportera aussi un appui à plus de 1 600 transformateurs et environ 800 négociants. Il prendra en charge la remise en état de 200 kilomètres de routes de desserte existantes et la construction d'autant de routes nouvelles, ainsi que de 100 nouveaux ponts et 200 buses. Il comprendra également la réhabilitation de 24 réseaux d'adduction d'eau et la construction de 36 nouveaux réseaux; la remise en état de 2500 hectares de périmètres d'irrigation choisis; et la protection de 30 000 hectares de terres contre les inondations périodiques.

Afrique orientale et australe Agriculture résiliente face au climat au Mozambique

Au Mozambique, un nouveau projet appuyé par le FIDA renforcera les moyens de subsistance de milliers de petits exploitants agricoles et permettra d'accroître leur résilience face aux impacts du changement climatique. Le Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo introduira des techniques culturales améliorées et de nouvelles approches de commercialisation en vue d'accroître durablement les revenus des agriculteurs participant à trois filières clés: horticulture, manioc et élevage.

Le projet est financé en partie par un don octroyé au titre du nouveau Programme multidonateurs d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP – voir page 36), lancé récemment, et par un prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire géré par le FIDA.

Il prévoit de remettre en état les terres que cultivent près de 3 800 horticulteurs, de financer 200 petites serres et de mettre en place des associations d'irrigants. Il créera des dispositifs de production sous contrat pour 8 000 producteurs de manioc et appuiera l'utilisation plus intensive de matériel végétal résistant à la sécheresse. Il permettra également à quelque 5 600 paysans qui élèvent des bovins, des ovins et des caprins de constituer des associations de producteurs, d'organiser des foires aux bestiaux et de construire un nouvel abattoir.

La résilience face au climat est pleinement intégrée au projet, réduisant ainsi la vulnérabilité des trois filières face aux impacts négatifs du changement climatique. Lancé en 2012, l'ASAP vise à acheminer vers les petits exploitants agricoles des financements, en matière climatique et environnementale, par le biais de programmes appuyés par le FIDA.

Asie et Pacifique Application à plus grande échelle de l'innovation aux Tonga

Le Projet d'innovation rurale aux Tonga (TRIP) appliquera à une plus grande échelle des innovations ayant fait l'objet d'expériences pilotes aux Fidji, à Kiribati et aux Tonga dans le cadre du Programme d'intégration des innovations en matière de développement rural, financé par un don régional du FIDA d'un montant de 1,5 million d'USD, et clôturé en décembre 2011.

Le TRIP améliorera les moyens de subsistance de 60 communautés rurales vulnérables réparties sur l'ensemble de l'archipel des Tonga, dans le Pacifique Sud. Il ciblera environ 17 000 personnes, dans des ménages extrêmement pauvres et marginaux, privés d'accès aux services de base et aux possibilités de participation à la vie socioéconomique de leurs communautés. Cette approche est conforme à celle adoptée par d'autres organismes internationaux de développement et aux priorités du gouvernement. Mais c'est en associant les activités de développement des communautés et des entreprises que le FIDA apporte une contribution spécifique à la réduction de la pauvreté aux Tonga.

Le projet contribuera à l'élaboration de plans de développement communautaire et accordera des dons pour la construction, la remise en état et l'entretien des infrastructures productives. Dans le même temps, il œuvrera avec les banques commerciales à la promotion de l'investissement dans l'agriculture et les entreprises rurales. Grâce à une approche holistique ciblant le

développement à la fois des communautés et des entreprises, le projet a pour finalité l'accroissement des revenus des ménages ruraux vulnérables, ainsi que l'amélioration et la pérennisation de leurs moyens de subsistance. L'activité menée avec les banques commerciales pour la promotion du développement des entreprises reproduit, en les développant, des résultats semblables obtenus par le FIDA dans le Programme de développement rural des Îles Salomon, cofinancé, avec le FIDA, par la Banque mondiale, l'Agence australienne pour le développement international et l'Union européenne.

Le FIDA a déjà obtenu des succès avec cette stratégie se développant sur deux axes. Le projet appliquera à une plus grande échelle, en s'en inspirant, les résultats obtenus par les programmes des Îles Salomon et des Tonga.

Amérique latine et Caraïbes Réparer le tissu socioéconomique en Colombie

Un projet financé par le FIDA renforcera la capacité entrepreneuriale de plus de 50 000 ruraux pauvres, et spécialement les groupes à risque, parmi lesquels les femmes, les peuples autochtones, les populations afrocolombiennes, les jeunes, et les familles déplacées par le conflit interne.

Au cours des dernières années, la Colombie a réalisé des progrès sensibles vers la paix et la stabilité économique. Dans les campagnes colombiennes, néanmoins, près de sept millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, et deux millions sont considérées comme extrêmement pauvres. Environ 13% de la population ne parvient pas à satisfaire ses besoins alimentaires de base, et quelque 3,6 millions de personnes ont été déplacées par le conflit interne.

Le Programme de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités, mènera des activités dans 17 départements de Colombie, couvrant plus de 200 000 kilomètres carrés. L'accent sera mis sur le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration de l'accès aux services financiers et communautaires, et l'accroissement des revenus des petits producteurs. Le programme contribuera également à réparer le tissu social d'un pays qui a traversé plus de trente années de guerre et de violence endémique.

Le programme prévoit l'introduction d'un certain nombre d'innovations, et notamment la banque mobile dans les zones rurales éloignées, et un fonds spécial de soutien aux entreprises créées par des jeunes. Il appliquera aussi, à titre d'expérience pilote, de nouvelles technologies de collecte des données pour le suivi de l'avancement et de l'impact du programme.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Les entreprises sociales créent des emplois pour les jeunes ruraux

Un programme appuyé par le FIDA cherchera à répondre aux besoins spéciaux des jeunes, femmes et hommes, dans les zones rurales de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie et du Yémen.

Dans le monde arabe, la population jeune, en rapide expansion, est confrontée à des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi, en particulier dans les zones rurales. De nombreux jeunes ont migré vers les villes à la recherche de travail, mais peu d'entre eux ont pu être absorbés dans la population active. L'exode des zones rurales a alimenté l'agitation, et risque de dilapider le potentiel que représente ce capital démographique.

Le Programme de transposition à plus grande échelle des interventions du FIDA visant à favoriser l'emploi des jeunes en milieu rural donne à deux entreprises sociales – Making Cents International et Silatech – la possibilité d'encourager l'emploi et les possibilités entrepreneuriales pour les jeunes à faible revenu dans les zones rurales. Il est prévu que plus d'un tiers des participants seront des jeunes femmes et des jeunes filles, qui se heurtent à des obstacles supplémentaires lorsqu'elles veulent accéder aux services financiers et non financiers.

Ce programme régional financé par un don, reproduit et applique à une plus grande échelle des approches ayant fait leurs preuves dans des pays d'Europe orientale et issus de l'ex-Union soviétique, où le secteur privé a démontré qu'il était en mesure de créer des emplois pour des jeunes ruraux au chômage par le biais du développement de petites et de moyennes entreprises.

On trouvera un résumé de tous les programmes et projets approuvés en 2012 à l'adresse <http://www.ifad.org/pub/ar/2012/f/9.pdf>.



Mesurer et améliorer les résultats

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Dans le contexte d'une crise alimentaire mondiale sans précédent à l'époque moderne, le FIDA répond pleinement à ce qu'attendent de lui ses États membres, à savoir une augmentation substantielle du programme de prêts et de dons et une mobilisation accrue de cofinancements. L'édition 2012 du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement présente toutes les informations relatives à ces augmentations; ce rapport approfondi, soumis à nos organes directeurs, est aussi disponible en ligne (<https://webapps.ifad.org/members/eb/107/docs/EB-2012-107-R-8-Rev-1.pdf>).

Le FIDA est en bonne voie pour atteindre son objectif d'augmentation de 50% des nouveaux engagements, ainsi que d'une augmentation plus que proportionnelle des cofinancements. Le taux de cofinancement correspond à peu près exactement au niveau accru préconisé. L'expansion du cofinancement national a été particulièrement importante, et son niveau se rapproche de celui de la contribution propre du FIDA au financement des projets.

Le Cadre de mesure des résultats (CMR) du FIDA a défini un ensemble très complet d'indicateurs de l'efficacité. À la mi-2012, le FIDA avait pratiquement atteint l'ambitieux but fixé pour la fin de la période, qui était de toucher 60 millions de personnes, doublant ainsi en quatre ans son champ d'action. Dans les projets achevés et examinés en 2012, le niveau de la performance a été supérieur à l'objectif en termes de pertinence (95% des projets), d'efficacité dans la réalisation des objectifs de développement (91%), d'impact sur la pauvreté rurale (95%), d'innovation et application à plus grande échelle (91%) et d'égalité entre les sexes (91%). La qualité initiale des projets financés par le FIDA s'est encore améliorée, y compris en termes de durabilité. Le niveau de cofinancement national témoigne clairement de l'appui résolu des gouvernements.

Pour ce qui concerne les partenaires, les enquêtes font apparaître un retour d'information positif sur la collaboration du FIDA, et la note attribuée à la performance de notre partenariat dans les projets est maintenant élevée. Les décaissements ont rapidement

augmenté, mais le délai moyen nécessaire au démarrage des projets demeure long. L'analyse révèle que cela est dû en grande partie à la lenteur des mécanismes d'approbation parlementaire dans un certain nombre de pays.

Le FIDA a accru son engagement direct dans l'appui à l'exécution et la supervision des projets, et renforcé son examen critique, ses critères de performance et sa manière de rendre compte. Dans ce contexte, le pourcentage de projets signalés comme risquant de ne pas atteindre leurs objectifs en matière de développement demeure un problème. Nous étudions actuellement la manière dont le FIDA pourrait mobiliser un appui supplémentaire pour donner aux gouvernements partenaires les moyens de résoudre les problèmes d'exécution dans des contextes institutionnels et sociaux souvent fragiles.

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Le FIDA utilise un système en deux étapes pour examiner et améliorer la conception des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité. En 2012, 26 programmes et projets, parmi lesquels six projets du Fonds pour l'environnement mondial, ont été soumis au processus d'amélioration de la qualité, tandis que 35 examens d'assurance qualité étaient réalisés pour 34 projets.

Au cours de l'année 2012, le processus d'amélioration de la qualité a lui-même fait l'objet d'un examen, qui s'est traduit par d'importantes innovations visant à en accroître l'efficacité. Ce travail s'inscrivait dans le cadre de la préparation des plans à moyen terme des diverses divisions en vue de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (voir page 48). Le but de cet examen était de faire en sorte que les projets parviennent à la première étape du processus d'appui à la qualité alors que l'on dispose encore des ressources et du temps nécessaires pour y introduire, le cas échéant, d'importants changements.

Dans l'ancien processus d'amélioration de la qualité, le système de notation du modèle d'évaluation de la maturité créait un effet pervers puisqu'il incitait les chargés de programme de pays à tenter de parvenir à la phase d'amélioration de la qualité avec des projets

à un stade de préparation très avancé. De ce fait, les projets étaient souvent trop proches du stade de l'assurance qualité, et il était trop tard – et difficile – pour y introduire, avec les ressources restantes, des changements substantiels. Le nouveau processus est conçu de manière à équilibrer le plus efficacement possible le calendrier des différents événements et interventions composant l'amélioration de la qualité en décalant davantage l'appui vers l'amont.

Dans le processus révisé, l'amélioration de la qualité ne résulte pas d'une unique réunion d'un groupe d'examen, mais se déroule plutôt comme un processus continu s'étendant tout au long de la phase de conception et pendant l'appui à l'exécution. Le personnel technique apporte désormais un appui direct à la conception du projet par l'intermédiaire des équipes de gestion du programme de pays, à partir du stade du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ou de la note conceptuelle. La réunion d'examen d'amélioration de la qualité est conduite essentiellement sous la forme d'un processus d'examen par les pairs.

En 2012, 26 programmes et projets ont fait l'objet d'un examen d'amélioration de la qualité; sept d'entre eux ont été soumis au nouveau processus, et le passage au nouveau modèle se fera progressivement pour tous les projets futurs.

Au cours de l'année, le FIDA a aussi élaboré des directives internes concernant l'analyse économique et financière, qui contribuent à l'amélioration de la qualité des programmes et projets conçus par le FIDA.

En 2012, 60% des projets examinés dans le cadre de la fonction assurance qualité ont été approuvés par le Conseil d'administration avec quelques changements, peu nombreux ou d'importance mineure; quelque 37% des projets, par contre, ont exigé d'importantes modifications de la conception. Comme l'année précédente, les personnes chargées des examens en 2012 ont fréquemment mis en lumière des problèmes liés à la nécessité:

- de renforcer, dans la conception, les aspects en rapport avec l'exécution – rationalisation des mandats de coordination du projet; détermination des principaux prestataires de services; simplification des conceptions excessivement ambitieuses; prévision et atténuation des risques pour la réussite du projet;
- d'améliorer l'analyse économique et financière au sein des projets appuyés par le FIDA; et
- de renforcer les cadres logiques et les indicateurs de performance.

Des améliorations sensibles ont été observées, en 2012, pour plusieurs aspects de la conception des projets, comme en témoignent les indicateurs du CMR du FIDA relatifs à la qualité initiale. Dans l'ensemble, les indications du CMR montrent que 90% au moins des projets examinés obtiennent une note satisfaisante pour toutes les catégories (tableau 2), répondant ainsi aux engagements institutionnels concernant la qualité initiale, tels qu'ils ont été établis pour la huitième reconstitution des ressources du FIDA. Il a été estimé, en 2012, que 83% des projets atteindraient probablement leurs objectifs de développement; les chiffres correspondants étaient de 88% en 2011, 86% en 2010, et 79% en 2008 et 2009.

Lutte contre la corruption, audit et supervision

Le FIDA est résolu à lutter contre les pratiques irrégulières, telles que la corruption, la fraude et les actes de collusion, qui empêchent les financements de parvenir aux populations rurales pauvres. Tout au long de l'année 2012, nous avons continué à renforcer les capacités de nos fonctions de supervision, et consacré davantage de personnel à la réalisation d'audits et d'enquêtes, à la détermination des points faibles susceptibles d'être exploités, et à la conduite d'enquêtes sur les allégations d'irrégularités.

Dans le même temps, le Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA a renforcé sa coordination avec ses homologues des agences des Nations Unies et des institutions financières internationales. Des membres

TABLEAU 2
Notes attribuées à la qualité initiale, 2012

Indicateurs du Cadre de mesure des résultats (CMR)	Description	Notations plutôt satisfaisantes ou mieux ^a (pourcentage)
1	Efficacité des domaines d'action	97
2	Impact prévu sur les mesures visant la pauvreté	100
2D	Équité entre les sexes et ciblage de la population	94
3	Innovation, apprentissage et application à plus grande échelle	94
4	Durabilité des avantages	94

^a Les notes attribuées à la qualité initiale sont fondées sur une échelle de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indique le nombre de projets recevant une note de 4 ou plus sur le nombre total de projets.

du personnel ont été prêtés ou empruntés au Programme alimentaire mondial et à la Banque mondiale, et des sessions conjointes de formation ont été organisées. Les agences ont aussi partagé des instruments d'investigation et mené des enquêtes conjointes sur les allégations d'irrégularités dans le cadre de projets cofinancés.

Le Bureau de l'audit et de la surveillance a appuyé la première déclaration de la direction sur l'efficacité des contrôles sur l'information financière, en mettant à l'épreuve le fonctionnement effectif des dispositifs clés de contrôle interne et en fournissant une opinion indépendante sur ce point.

Le FIDA a mis en place un mécanisme confidentiel et anonyme pour la formulation des plaintes et des allégations. Au 31 décembre 2012, 33 allégations avaient été reçues dans le courant de l'année, chiffre en baisse par rapport à celui de 41 allégations reçues en 2011, parmi lesquelles des allégations de corruption externe et de fautes graves internes du personnel. Le Rapport annuel sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption menées en 2011 a été publié en avril 2012. <http://www.ifad.org/governance/anticorruption/report/2012/f.pdf>

Évaluation indépendante Vue d'ensemble du dixième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA

Le Rapport annuel 2012 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) regroupe et résume 24 évaluations de projets réalisées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (<https://webapps.ifad.org/members/eb/107/docs/french/EB-2012-107-R-7.pdf>). Il utilise aussi les conclusions et les recommandations issues des évaluations de deux programmes de pays (Jordanie et Ouganda) et de deux synthèses des évaluations, sur la différenciation rurale et sur les questions de parité des sexes, toutes entreprises entre 2011 et 2012.

Les données fournies par les évaluations des projets, pour la période 2002-2011, permettent de dégager trois grandes tendances relatives à la performance. Les notes se sont améliorées, au cours de la décennie, pour deux des critères d'évaluation – ressources naturelles et environnement, et performance du FIDA en tant que partenaire. Pour un deuxième groupe de critères – durabilité, innovation et application à plus grande échelle; capital humain et social et autonomisation; et institutions et politiques – une nette amélioration a été observée depuis 2002-2004, mais avec un léger ralentissement après la crête de 2006-2008. Pour un dernier groupe de critères – pertinence, efficacité, efficience et performance du gouvernement en tant que partenaire – la performance est stationnaire et/ou en baisse.

Le fait que les performances soient seulement, en majorité, plutôt satisfaisantes constituera, pour l'avenir, un défi pour le FIDA. L'un des objectifs clés consiste à accroître le pourcentage de projets satisfaisants et réduire celui des projets plutôt insuffisants ou insuffisants. Seuls les projets obtenant la note satisfaisant ou mieux sont susceptibles de justifier une application à plus grande échelle.

La performance du gouvernement en tant que partenaire est l'un des déterminants les plus fondamentaux pour le succès d'un projet, mais elle n'a pas évolué au cours de la décennie écoulée. Il est essentiel, au cours de la phase de conception, d'établir avec les gouvernements hôtes un partenariat solide, une convergence de vues et un engagement conjoint. Il est également important d'évaluer de façon réaliste la capacité du gouvernement, parce que la conception du projet et l'appui à l'exécution doivent correspondre à cette donnée. Le contexte national reste aussi un important facteur déterminant pour la performance du projet, et le FIDA a besoin d'une approche plus différenciée pour s'adapter à toute une gamme de contextes nationaux très différents.

Le thème d'apprentissage abordé dans le RARI de cette année est celui de la concertation sur les politiques, de plus en plus reconnue comme l'une des composantes clés du modèle opérationnel du FIDA. Aux niveaux mondial et régional, la concertation est généralement satisfaisante. Il existe aussi, mais ils sont moins fréquents, des exemples d'intervention positive du Fonds dans la concertation sur les politiques au niveau national. Cela s'explique en grande partie par un manque de clarté sur plusieurs points: la signification, pour le FIDA, de l'expression "concertation sur les politiques"; les ambitieux objectifs du Fonds en matière de politiques; les difficultés que présente la concrétisation d'un changement des politiques dans un sens favorable aux pauvres; et l'insuffisance des capacités et des compétences, des ressources, des incitations et de l'obligation de rendre compte.

L'analyse comparative externe permet de penser que la performance des opérations financées par le FIDA depuis 2000 a été largement supérieure à celle des opérations de la Banque asiatique de développement dans la région Asie et Pacifique, et très proche de celle des opérations de la Banque mondiale à l'échelle mondiale. Les données montrent qu'en Afrique, les opérations appuyées par le FIDA ont eu de meilleures performances que celles menées par la Banque africaine de développement. L'analyse comparative interne montre qu'une attention accrue doit être consacrée à l'amélioration des résultats en Afrique de l'Ouest et du Centre – où la performance est plus faible que dans les autres régions.

La direction du FIDA prépare chaque année une réponse écrite au RARI, qu'elle présente au Conseil d'administration (<https://webapps.ifad.org/members/eb/107/docs/french/EB-2012-107-R-7-Add-1.pdf>). En 2012, les membres du Conseil ont adressé leurs compliments au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour un document bien préparé et exprimé leurs félicitations pour les observations écrites formulées par la direction. On notera que la direction a aussi fait part de sa satisfaction à propos de l'édition de cette année du RARI.

La réponse formulée par la direction en 2012 soulève également un certain nombre de questions méthodologiques, et note que les projets composant l'échantillon retenu pour une année donnée par le RARI ne constituent pas une véritable "cohorte". Ils présentent des caractéristiques statistiques sensiblement différentes – en termes de dates de début et d'achèvement, par exemple – et ils ne sont par conséquent pas représentatifs d'une quelconque catégorie spécifique de projets. L'analyse des tendances est de ce fait risquée et peu fiable, bien que l'inclusion des rapports d'achèvement des projets ait permis d'augmenter la taille de l'échantillon sur lequel reposent les conclusions du RARI et donc d'en accroître la robustesse d'ensemble. Le Bureau indépendant de l'évaluation et le Département gestion des programmes se sont mis d'accord pour inclure dans le RARI l'ensemble le plus récent de rapports d'achèvement des projets examinés par le Département.

La direction a également noté que les rapports d'achèvement des projets, qui servent de base à une grande partie de l'évaluation, sont établis par les États membres emprunteurs et sont d'une qualité inégale. Le FIDA accorde la plus haute priorité à l'appui de l'appropriation par les pays du processus de développement et il continuera à renforcer les capacités des gouvernements dans ce domaine.

Comme elle l'avait déjà fait en 2011, la direction a souligné que la qualité du suivi-évaluation au niveau du projet, bien qu'en progrès, demeure insuffisante. Cette faiblesse continue d'affecter la qualité des rapports d'achèvement des projets et des évaluations réalisées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

Dans le cadre de l'activité visant à faciliter le partage du savoir, la direction du FIDA a mis en ligne 150 résumés de rapports d'achèvement de projets ainsi que les rapports d'achèvement correspondants et les notes relatives à la performance. Conformément à la politique du FIDA en matière de diffusion des documents, les éléments mis en ligne peuvent être consultés non seulement par le personnel du FIDA mais également par le public en général.

Autres activités d'évaluation en 2012

Outre le RARI, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a conduit deux évaluations au niveau de l'institution, quatre synthèses des évaluations, sept évaluations de programmes de pays, neuf évaluations de la performance de projets et 21 validations de rapports d'achèvement de projets.

Les deux évaluations au niveau de l'institution seront achevées en 2013: elles portent sur l'efficacité institutionnelle du FIDA et l'efficacité des opérations qu'il finance, d'une part, et sur la politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution, d'autre part. Les premières conclusions concernant l'efficacité ont été présentées au Comité de l'évaluation du FIDA et examinées en novembre 2012; le rapport final sera soumis au Comité de l'évaluation et au Conseil d'administration en avril 2013. Les résultats relatifs à la supervision et à l'appui à l'exécution seront présentés au Conseil d'administration en septembre 2013.

Les synthèses des évaluations constituent un nouveau produit rendant plus facile l'apprentissage et une plus large utilisation des conclusions des évaluations, par le recensement et l'exploitation du savoir accumulé sur des thèmes et des résultats communs dans diverses situations. Le Bureau a publié sa première synthèse des évaluations – sur le thème de la supervision directe et de l'appui à l'exécution – et en a achevé deux autres, sur le rôle des coopératives dans le développement rural et sur les COSOP axés sur les résultats. Il a également préparé une synthèse sur les questions d'égalité entre les sexes, en réponse à une demande formulée par le Groupe conjoint d'évaluation des banques multilatérales de développement.

Les évaluations de programmes de pays qui ont débuté en 2012 pour l'Équateur, l'Indonésie et Madagascar seront achevées en 2013. Quatre autres évaluations ont été achevées dans le courant de l'année pour la Jordanie, le Mali, le Népal et l'Ouganda.

En Jordanie, le FIDA a financé d'importantes initiatives conformes aux priorités nationales, et concernant notamment la conservation du sol et de l'eau et l'appui, par le biais du crédit, aux moyens de subsistance non agricoles dans les zones rurales. L'évaluation a toutefois permis de constater que les programmes appuyés par le FIDA n'ont pas atteint l'objectif stratégique primordial du COSOP, qui est de toucher les populations pauvres. La Jordanie, pays urbanisé à revenu intermédiaire, compte un petit nombre de ruraux pauvres, et le secteur de l'agriculture pluviale présente des possibilités insuffisantes de croissance à petite échelle. Prenant en compte le contexte et les maigres résultats obtenus par le passé, l'évaluation appelle l'attention du FIDA et du Gouvernement jordanien sur la nécessité de prendre d'importantes décisions concernant le partenariat.

Au Mali, la performance du programme s'est améliorée au cours de la période couverte par l'évaluation (2007-2011) avec une conception des projets mieux adaptée au cadre général et aux mécanismes de financement décentralisés, et des partenariats de plus grande ampleur, associant des acteurs nationaux et internationaux. Les COSOP précédents n'avaient toutefois pas suffisamment pris en compte la répartition géographique de la pauvreté, la densité de la population et le risque de conflit dans la partie nord du pays, ce qui a affecté l'efficacité et l'efficacités des opérations. Le contexte national s'est depuis lors aggravé, avec la détérioration de la situation sécuritaire consécutive au coup d'État de mars 2012 et à l'intervention militaire de janvier 2013.

Dans le cas du Népal, l'évaluation du programme de pays a considéré comme plutôt satisfaisante la coopération du FIDA avec le gouvernement au cours des 14 dernières années. Des résultats remarquables ont été atteints en matière de promotion de la foresterie à bail comme instrument novateur et efficace pour la réduction de la pauvreté et la préservation de l'environnement. Dans le même temps, l'évaluation a relevé des faiblesses, en particulier dans le domaine de la finance rurale, et a également souligné l'importance du renforcement des activités hors prêts et des partenariats.

En Ouganda, le FIDA a noué un solide partenariat avec le gouvernement, axé sur la décentralisation des processus de développement et sur l'accroissement des revenus des ruraux pauvres, hommes et femmes. Un succès significatif a été obtenu avec la promotion innovante des partenariats public/privé dans le sous-secteur de l'huile de palme. Par la suite, le FIDA et le gouvernement devront aborder les questions relatives au développement des filières, à la concertation sur les politiques, à l'application à plus grande échelle, et à la gestion du programme de pays.

Système d'allocation fondé sur la performance

Le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) régit l'octroi aux programmes de pays des ressources mobilisées pour les prêts et dons du FIDA, y compris les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Les critères d'allocation du système sont la population, le revenu national brut par habitant et la performance du pays. Plusieurs autres institutions de financement du développement utilisent un système SAFP, notamment la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque de développement des Caraïbes, le FEM, la Banque interaméricaine de développement et l'Association internationale de développement de la Banque mondiale.

Nous avons actualisé, au dernier trimestre de 2012, les données sur la performance du portefeuille et du secteur rural, afin d'obtenir les notes de pays pour 2012. Les notes définitives pour 2012 et les allocations par pays pour 2013 tiennent compte de ces données. La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont accueilli, en juin 2012 à Washington, la huitième réunion technique du SAFP. Dans leur synthèse de l'état d'avancement de la mise en œuvre, les participants ont noté que, de manière générale, le fonctionnement du système actuel est satisfaisant.

Toutes les propositions de prêts et de dons à des pays spécifiques qui ont été présentées au Conseil d'administration pour approbation en 2012 s'inscrivaient dans le système triennal 2010-2012 d'allocation du SAFP.

Réformer la gestion des ressources humaines pour autonomiser les personnes et obtenir des résultats

Tout au long de l'année 2012, nous avons poursuivi la mise en œuvre du Programme changement et réforme du FIDA, avec l'adoption d'un plan stratégique pour le personnel comme élément essentiel du but d'ensemble consistant à aligner les ressources sur les objectifs opérationnels.

Nous avons réexaminé le Règlement du personnel et le Manuel des procédures relatives aux ressources humaines, et nous en avons publié une version révisée afin que la direction et le personnel puissent connaître plus clairement les processus et les procédures clés, et afin de promouvoir la transparence. Dans le cadre de la révision d'ensemble des règles et procédures du FIDA en matière de ressources humaines, nous avons également parachevé le Manuel hors personnel qui sera intégré au nouveau cadre de gestion des ressources humaines.

Ces nouveaux textes – Règlement du personnel et Manuel des procédures – rationalisent ce domaine délicat, avec une approche plus pratique et une présentation qui en facilite l'utilisation.

Faisant suite à l'examen externe de 2010 sur les salaires et les avantages du personnel du FIDA, un cabinet de consultants a procédé à un audit des emplois conformément aux pratiques standard d'évaluation des postes professionnels et sur la base du système de classification des emplois de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Les résultats de l'audit ont servi à étayer nos processus stratégiques de planification du personnel et de planification à moyen terme au cours de l'année 2012. Nous avons également participé à l'enquête de la CFPI sur les salaires du personnel des services généraux, qui a concerné les trois agences basées à Rome.

Nous avons introduit de nouvelles directives relatives à la gestion des performances, et grâce à la rationalisation des procédures d'examen de fin d'année, en 2012, le processus du système électronique de gestion de la performance a été, pour tout le personnel, plus efficace et plus rapide qu'en 2011.

Nous avons inauguré, en juillet 2012, un projet de dispositif de récompense et de reconnaissance du mérite qui doit améliorer la capacité du FIDA d'attirer, de retenir et de motiver du personnel de talent. D'ici 2014, un dispositif amélioré comportera des récompenses financières et non financières, et introduira une forme de rémunération au rendement.

Depuis le lancement de notre programme de stages amélioré, en décembre 2011, nous avons encouragé le recrutement de jeunes professionnels talentueux de diverses régions du monde afin de parvenir à une meilleure répartition par origine géographique du personnel du FIDA.

Une nouvelle interface automatisée entre la base de données du FIDA et celle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, opérationnelle depuis le 30 janvier 2012, nous permet d'accroître l'efficacité et l'efficacités de la Division des ressources humaines, de réduire le coût de l'information et d'éliminer des tâches administratives.

La présence du FIDA sur le terrain continue de se développer (voir la carte à la page 7). Au 31 décembre 2012, l'effectif total (y compris le personnel recruté par le Programme des Nations Unies pour le développement au nom du FIDA) était de 60 fonctionnaires nationaux et membres du personnel des services généraux affectés à 34 bureaux dans les régions où nous intervenons. Le personnel comprenait en outre 23 fonctionnaires internationaux de la catégorie organique, parmi lesquels cinq cadres associés, répartis dans 17 bureaux de pays du FIDA.

Afin de favoriser l'intégration du personnel à tous les niveaux dans l'ensemble du Fonds, nous avons organisé à Rome deux programmes d'introduction au travail, durant chacun une semaine, auxquels ont participé 17 membres du personnel en poste sur le terrain et 28 membres travaillant au siège.

Nous avons également entrepris d'accentuer notre politique de rotation du personnel pour en accroître la mobilité et en améliorer l'efficacité et l'efficacités. En 2012, on a enregistré au total 52 rotations internes et cinq transferts à l'extérieur du FIDA. Nous poursuivons notre participation à l'Accord interorganisations des Nations Unies relatif aux mutations, détachements ou prêts de fonctionnaires, dont le texte a été révisé en 2012.

Au 31 décembre 2012, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- 538 membres du personnel, y compris le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Sur ce total, 312 appartenaient à la catégorie du personnel du cadre organique, des fonctionnaires nationaux et administrateurs de rang supérieur, et 226 à celle des services généraux.
- Le personnel du cadre organique, les fonctionnaires nationaux et administrateurs de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 82 États membres. Dans cette catégorie, 43% étaient des femmes, alors qu'elles représentaient 81% de la catégorie des services généraux. Le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA est de 59%.



Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Les tableaux et graphiques du présent chapitre contiennent des données détaillées sur le portefeuille de projets du FIDA en cours et sur les valeurs cumulées. Le tableau 1 et les graphiques 1, 2 et 3 (au début du rapport) présentent également des chiffres essentiels.

Ressources de base et fonds supplémentaires en 2012

Le financement des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit notamment de ses fonds propres, du produit des placements, des remboursements de prêts et des contributions des États membres et des institutions multilatérales. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre de la reconstitution périodique des ressources du FIDA, qui a lieu tous les trois ans, et sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

La Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA s'est déroulée en 2011. Les États membres du FIDA ont fixé comme objectif un montant de 1,5 milliard d'USD pour les nouvelles contributions destinées à financer des projets de développement agricole et rural dans le monde en développement. Il s'agit, par rapport à la huitième reconstitution, d'une augmentation de 25% qui contribuera au financement d'un programme de prêts et de dons d'un montant de 2,95 milliards d'USD au cours de la période couverte par la neuvième reconstitution. Le FIDA affectera 40 à 50% de ces ressources à l'Afrique subsaharienne.

Grâce à l'engagement des États membres du FIDA, la neuvième reconstitution est entrée en vigueur le 30 novembre 2012. Le Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs prévoit qu'une reconstitution entre en vigueur lorsque le FIDA a reçu la moitié des fonds promis.

À la fin du mois de décembre, les annonces de contributions des États membres atteignaient un total de 1 386 millions d'USD, soit 92% de l'objectif de la reconstitution. Les instruments de contribution déposés étaient au total de 1 001 millions d'USD, et les versements effectifs s'élevaient à 406 millions d'USD (29% des promesses). Au point correspondant du cycle de reconstitution, les versements effectifs pour

la huitième reconstitution s'élevaient à 278 millions d'USD (26% des promesses).

Pour la période couverte par la neuvième reconstitution, le FIDA a fixé un ratio cible de cofinancement de 1:1.6. Cela signifie que notre programme de prêts et de dons (2,95 milliards d'USD), auquel s'ajouteront les fonds provenant du cofinancement, les contributions nationales des entités opérant dans les États membres en développement, et d'autres fonds ne provenant pas du FIDA mais qu'il est chargé d'administrer, aura une valeur totale de 7,9 milliards d'USD d'investissements.

Dans le cadre de nos efforts visant à trouver de nouvelles sources de financement, nous avons créé, en 2012, un Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources. En juin, nous avons organisé une table ronde sur le thème "Mobilisation de ressources pour les programmes du FIDA: autres sources possibles et modalités novatrices". Plus de 50 participants externes représentant un large éventail d'institutions y ont participé: banques centrales, ministères des finances, institutions financières de développement, institutions des Nations Unies, groupes de réflexion, banques commerciales et fonds d'investissement pour un impact social et environnemental. L'organisation de la table ronde répondait à une directive formulée en février 2012 par laquelle le Conseil des gouverneurs du Fonds demandait à la direction du FIDA d'explorer les possibilités d'accroître le financement provenant d'autres sources. Cette manifestation a marqué le lancement d'un effort pluriannuel de recherche de nouvelles pistes possibles d'appui au travail que nous menons pour la réduction de la pauvreté rurale.

Huitième reconstitution des ressources du FIDA (2010-2012)

La huitième reconstitution des ressources du FIDA s'est achevée le 31 décembre 2012. À cette date, les annonces de contribution des États membres s'élevaient à 1 056 millions d'USD, soit 88% du montant fixé comme objectif pour cette reconstitution. Les instruments de contribution déposés s'élevaient au total à 1 048 millions d'USD, et les versements effectivement reçus atteignaient également 1 048 millions d'USD (99% des annonces de contribution).

Le programme de travail triennal du FIDA pour la période de la huitième reconstitution s'élevait à

3,0 milliards d'USD; cette somme, associée au cofinancement, a permis des investissements d'un montant total de 7,5 milliards d'USD destinés au développement agricole, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées au FIDA sous forme de dons et venant s'ajouter aux contributions ordinaires aux reconstitutions. Ils sont affectés au financement d'initiatives et de projets spécifiques, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et les donateurs.

Les principaux accords passés en 2012 ont été conclus avec des partenaires parmi lesquels la Commission européenne, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (OFID), et les Gouvernements de la France, de la République de Corée et de la Suisse. Ces accords appuient diverses activités du FIDA: partenariats avec des organisations paysannes; gestion des ressources naturelles et des risques climatiques; développement des filières; et amélioration de l'accès aux services financiers ruraux. Le FIDA a également été chargé de la supervision et de l'acheminement des fonds pour le programme d'un montant de 30 millions d'USD conduit au Burundi par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP).

Dans l'ensemble, le FIDA a reçu en 2012 des fonds supplémentaires pour un montant total de

42,7 millions d'USD, dans le cadre d'accords signés en 2012 et au cours des années précédentes (tableau 3). Ce chiffre ne prend en compte ni les fonds destinés au programme de cadres associés, ni le financement des institutions hébergées par le FIDA.

Portefeuille en cours

La croissance du portefeuille de programmes et projets du FIDA s'est poursuivie en 2012 (graphique 1). À la fin de l'année, il comptait 255 programmes et projets en cours d'exécution dans le monde, pour un investissement du Fonds de 5,3 milliards d'USD (tableau 4). Les chiffres correspondants, à la fin de 2011, étaient de 238 programmes et projets en cours, avec un financement du FIDA de 4,5 milliards d'USD. En 2012, les deux régions d'Afrique subsaharienne du FIDA – Afrique de l'Ouest et du Centre, et Afrique orientale et australe – bénéficiaient ensemble de 111 programmes et projets en cours, pour un investissement total de 2,3 milliards d'USD.

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des participants aux projets. Le graphique 9 présente la ventilation des programmes et projets appuyés

TABLEAU 3
Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2012
Montants en millions d'USD

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>Facilité alimentaire</i>	-	0,7	
<i>GCRAI</i>	-	15,4	
<i>Organisations paysannes</i>	5,8	-	
<i>Érythrée</i>	-	1,2	
<i>Yémen</i>	-	1,2	
<i>Mécanisme d'assistance technique</i>	1,8	-	
<i>Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique</i>	2,6	-	
Total Commission européenne	10,2	18,5	28,7
Danemark: Arménie et République de Moldova	-	3,6	3,6
Finlande	0,7	1,6	2,3
Pays-Bas	-	2,2	2,2
GAFSP - Supervision du projet Burundi	1,5	-	1,5
Suisse	1,2	-	1,2
Luxembourg - Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds	1,0	-	1,0
OFID - Somalie	-	0,6	0,6
Italie - Viet Nam	-	0,5	0,5
République de Corée	0,5	-	0,5
COOPERNIC	0,4	-	0,4
AGRA - Mécanisme d'assistance technique	0,2	-	0,2
Total	15,7	27,0	42,7

par le FIDA et approuvés en 2012, par type de cofinancement extérieur.

Les contributions apportées au FIDA par les donateurs bilatéraux ont connu au cours des dernières années une croissance forte et régulière, passant de 13,3 millions d'USD en 2008 à 183,0 millions d'USD en 2012 (tableau 1). Cette année, pour la première fois, les donateurs bilatéraux en tant que groupe ont fourni la plus grande partie du cofinancement des programmes et projets nouvellement approuvés.

Le graphique 10 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique y occupent les premières places. Ensemble, ces trois pays ont fourni plus de la moitié du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, s'élevant à 1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Le graphique 11 montre les 15 principaux cofinanceurs multilatéraux des programmes et projets

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
Fin décembre 2012

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (en millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	55	966,7
Afrique orientale et australe	56	1 368,7
Asie et Pacifique	59	1 592,8
Amérique latine et Caraïbes	39	574,1
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	46	787,7
Total^c	255	5 290,1

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les prêts, les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2012
Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2010	2011	2012	1978-2012
FIDA ^{a, b}	6 518,3	2 400,9	3 056,0	951,8	988,2	13 915,2
Cofinancements ^c	5 864,0	1 092,0	1 800,9	412,2	458,5	9 627,6
Contributions nationales	7 006,1	1 687,4	2 141,8	834,3	600,1	12 269,6
Total^{d, e}	19 388,3	5 180,3	6 998,7	2 198,3	2 046,8	35 812,4
Nombre de programmes et projets ^f	551	152	154	34	33	924

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

^b Ces chiffres prennent en compte le financement octroyé par le FIDA pour le Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales de l'Indonésie, approuvé en 2008.

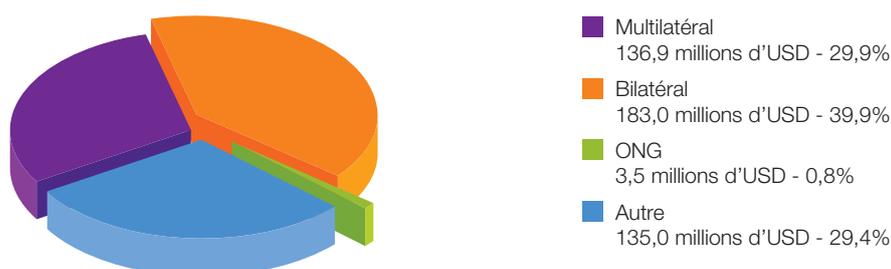
^c Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^d Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^e Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^f Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 9
Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2012
Sur un montant total de 458,5 millions d'USD^a

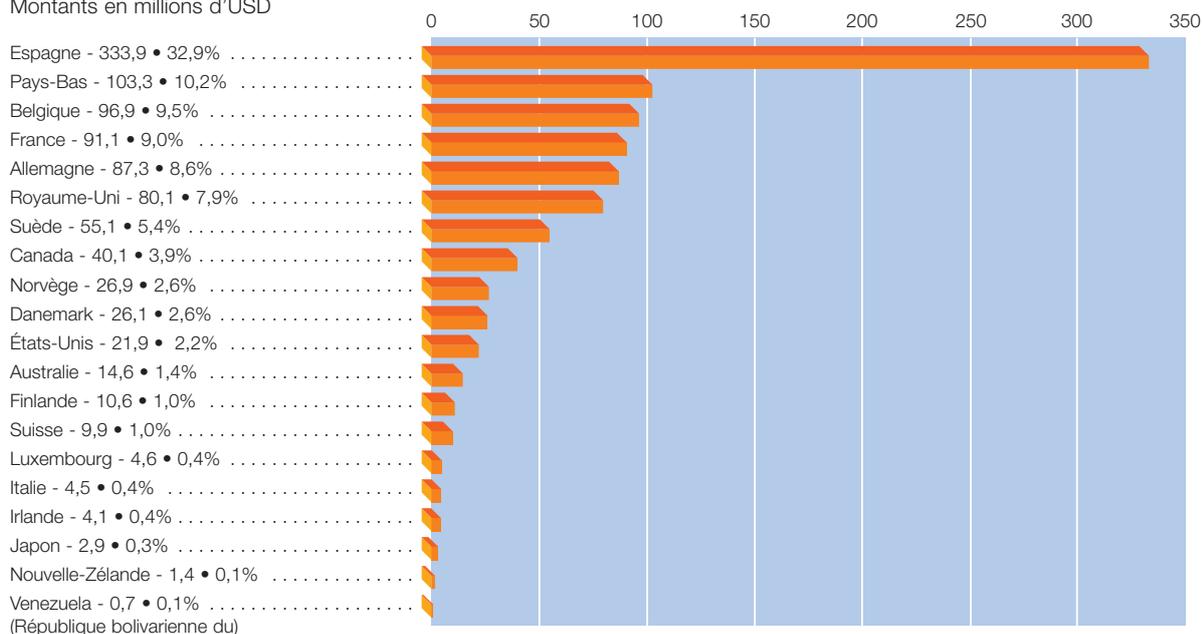


Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 10**Cofinancement bilatéral par des États membres donateurs des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2012^a**

Montants en millions d'USD

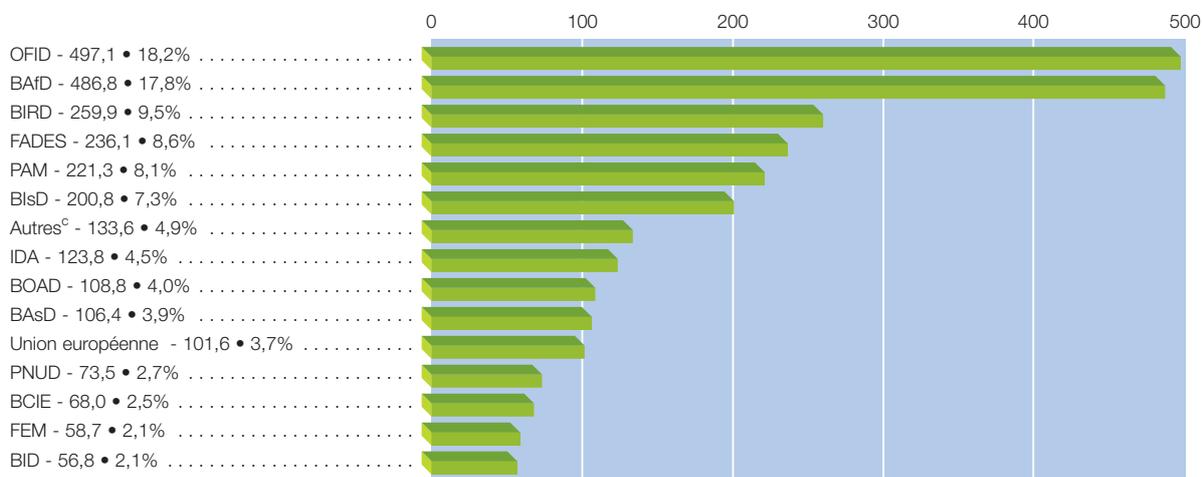


Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, qui se monte à 1 016,0 millions d'USD. La participation bilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

GRAPHIQUE 11**Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2012^{a, b}**

Montants en millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, qui s'élève à 2 732,9 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

^b OFID = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BAfD = Banque africaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; BIsD = Banque islamique de développement; IDA = Association internationale de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; BAsD = Banque asiatique de développement; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; BID = Banque interaméricaine de développement.

^c On compte parmi les autres cofinanciers les institutions suivantes: Office arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAI); Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA); Société andine de développement (SAD); Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK); Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP); Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA); Organisation internationale du Travail (OIT); Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU); Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD); Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

dus à l'initiative du FIDA à ce jour. Les quatre cofinanceurs arrivant en tête du classement sont l'OFID, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social. À eux quatre, ces donateurs représentent plus de 50% du total des cofinancements multilatéraux, qui s'élèvent à 2,7 milliards d'USD.

Le Conseil d'administration du FIDA a approuvé en 2010 la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Il se compose d'un prêt du Gouvernement espagnol d'un montant de 285,5 millions d'EUR (400 millions d'USD) et d'un don de 14,5 millions d'EUR (20,3 millions d'USD). Au 31 décembre 2012, le Conseil d'administration avait approuvé l'utilisation

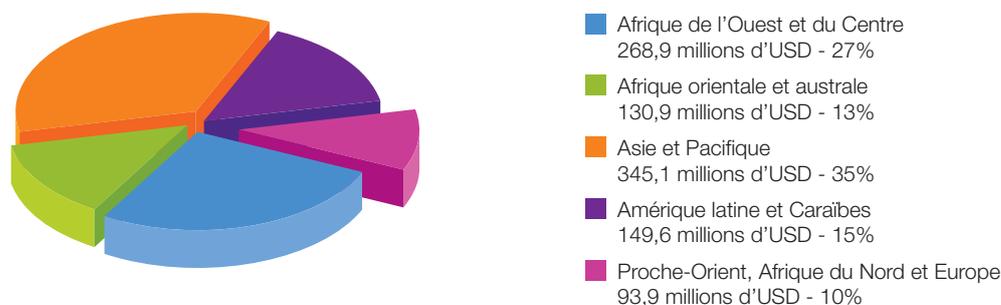
de 246,9 millions d'EUR provenant du Fonds fiduciaire pour l'application à une plus grande échelle de projets appuyés par le FIDA: neuf dans la région Amérique latine et Caraïbes (121,7 millions d'EUR), trois dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (28,1 millions d'EUR), trois dans la région Afrique orientale et australe (40,4 millions d'EUR), deux dans la région Asie et Pacifique (27,7 millions d'EUR) et trois dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (29,0 millions d'EUR).

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2012, 70,8%

GRAPHIQUE 12

Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2012^a
Sur un montant total de 988,2 millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 6

Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2012^{a, b}

Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2010	2011	2012	1978-2012
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 127,2	449,2	505,3	173,1	268,9	2 523,6
Nombre de programmes et projets	120	35	32	9	7	203
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 120,9	468,9	806,8	223,6	130,9	2 751,1
Nombre de programmes et projets	100	30	33	5	4	172
Asie et Pacifique						
Montant total	2 136,9	728,2	934,4	330,8	345,1	4 475,4
Nombre de programmes et projets	139	37	35	9	10	230
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 036,4	349,7	352,8	70,6	149,6	1 959,2
Nombre de programmes et projets	99	20	26	4	8	157
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 096,9	404,9	456,7	153,6	93,9	2 206,0
Nombre de programmes et projets	93	30	28	7	4	162
Montant total du financement du FIDA^c	6 518,3	2 400,9	3 056,0	951,8	988,2	13 915,2
Nombre total de programmes et projets^d	551	152	154	34	33	924

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration, et le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

^b Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 44,5% à des pays placés par l'ONU dans la catégorie des pays les moins avancés. S'agissant de la répartition régionale, les deux régions de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié conjointement de 40% des financements nouveaux en faveur de programmes et projets en 2012 (graphique 12). Le tableau 6 indique le financement par région depuis 1978.

Financement par sous-secteur

Il ressort des données sur les investissements du FIDA par sous-secteur que le financement de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles demeure notre priorité absolue, avec plus de 30% des ressources investies dans le portefeuille actuel d'appui aux activités dans cette catégorie (graphique 13), ce qui témoigne de notre engagement fondamental à donner aux populations rurales pauvres, femmes et hommes, les moyens d'accroître durablement leur productivité agricole et de mieux gérer les ressources naturelles. Les

services financiers ruraux, et les marchés et l'infrastructure connexe représentent ensemble 15% des fonds investis. Ces deux sous-secteurs contribuent de manière importante à l'appui d'une croissance économique inclusive en milieu rural.

Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt⁹

Bien que la plus grande partie des financements destinés par le FIDA à des programmes et projets d'investissement soit encore accordée sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables, l'année 2012 a été marquée par une forte augmentation du montant aussi bien des prêts accordés à des conditions ordinaires que des dons au titre du CSD (tableau 7)¹⁰. Les financements nouveaux accordés dans le courant de l'année ont été répartis de manière à peu près égale entre ces trois formes d'investissement: les prêts à des conditions particulièrement favorables

GRAPHIQUE 13
Financement du portefeuille actuel du FIDA par sous-secteur (fin 2012)



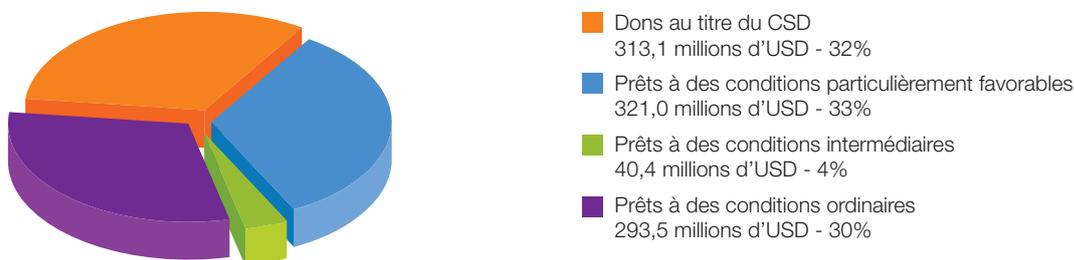
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a L'agriculture et la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres sous-secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

GRAPHIQUE 14
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2012

Sur un montant total de 968,0 millions d'USD^a



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du Programme ordinaire, du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, et les dons au titre du CSD.

⁹ Ces instruments financiers et ces conditions ont trait aux prêts et aux dons au titre du CSD consentis par le FIDA aux pays emprunteurs et n'ont aucune incidence sur les modalités et conditions dont sont assorties les lignes de crédit proposées dans le cadre des programmes et projets.

¹⁰ Le FIDA accorde des prêts assortis de quatre types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2012^a
Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2010	2011	2012	1978-2012
Dons au titre du CSD						
Montant	-	-	502,8	196,9	313,1	1 012,8
Nombre de dons	-	-	49	16	17	82
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	4 415,1	2 011,3	1 930,1	493,7	321,0	9 171,2
Nombre de prêts	391	128	111	24	19	673
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	13,5	32,1	-	45,6
Nombre de prêts	-	-	1	2	-	3
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 404,0	166,7	242,4	137,1	40,4	1 990,6
Nombre de prêts	120	11	13	3	4	151
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	643,3	230,3	337,0	87,5	293,5	1 591,5
Nombre de prêts	52	13	26	6	13	110
Montant total	6 462,4	2 408,3	3 025,8	947,2	968,0	13 811,7
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{b, c}	563	152	200	51	53	1 019

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997.
Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2012^a
Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	350,9	306,8	202,6	30,0	122,5	1 012,8
Nombre de dons	25	20	18	6	13	82
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 028,6	2 299,1	3 478,8	416,5	948,3	9 171,2
Nombre de prêts	192	163	192	42	84	673
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	45,6	45,6
Nombre de prêts	-	-	-	-	3	3
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	109,0	609,9	488,0	678,5	1 990,6
Nombre de prêts	11	11	36	51	42	151
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	10,7	163,9	1 016,6	378,9	1 591,5
Nombre de prêts	3	3	4	71	29	110
Montant total	2 505,9	2 725,6	4 455,2	1 951,1	2 173,8	13 811,7
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD	18,1	19,7	32,3	14,1	15,7	100,0
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{b, c}	231	197	250	170	171	1 019

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997.
Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

représentaient 33% du total, les dons au titre du CSD, 32%, et les prêts à des conditions ordinaires, 30% (graphique 14). Les prêts à des conditions intermédiaires représentaient 4% du total.

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent environ 74% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint 652,9 millions d'USD en 2012, en augmentation par rapport aux 625,9 millions d'USD en 2011 (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2012, les décaissements

au titre des prêts relevant du Programme ordinaire se sont élevés en valeur cumulée à 8 435,2 millions d'USD (soit 75% des engagements effectifs) à la fin de 2012 (tableau 11), contre 7 900,7 millions d'USD (74% des engagements effectifs) à la fin de 2011.

Gestion de la trésorerie et politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des investissements d'une valeur de 2,3 milliards d'USD au titre du Programme de travail ordinaire, plus 0,7 milliard d'USD pour le compte de divers programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, ainsi que tous les flux de trésorerie qui s'y rattachent.

En 2012, les montants des mouvements de trésorerie ont atteint les niveaux records de 5,2 milliards d'USD pour le Programme ordinaire et de 2,3 milliards d'USD pour les programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, soit une augmentation globale de 25% par rapport à 2011.

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2012^a
Montants en millions d'USD

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	1979-2012
Afrique de l'Ouest et du Centre	34,5	48,6	61,4	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	1 232,1
Afrique orientale et australe	46,9	55,4	70,2	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	140,4	1 551,8
Asie et Pacifique	86,1	78,7	73,1	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	2 920,3
Amérique latine et Caraïbes	51,4	47,0	49,1	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	1 319,3
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	44,5	56,1	57,6	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	61,9	1 411,7
Total ^b	263,4	285,8	311,4	341,6	386,9	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	8 435,2

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2012
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2007-2012
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	1,1	1,9	8,5	23,3	36,2	71,1
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,2	16,8	27,3	41,7	95,6
Asie et Pacifique	0,9	1,7	4,6	8,8	13,9	24,3	54,1
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	2,9	6,6	11,0
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	-	0,9	3,8	7,5	9,1	21,3
Dons au niveau mondial	0,1	0,1	0,6	0,7	1,4	0,5	3,4
Total ^a	2,0	6,5	13,8	39,4	76,3	118,4	256,4

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Cet accroissement total est essentiellement dû à la forte expansion des activités des programmes ordinaires et supplémentaires et de celles financées par les fonds fiduciaires.

Nous avons entamé, au cours de l'année, la mise en œuvre intégrale de l'Exposé de la politique de placement, approuvé en décembre 2011 par le Conseil d'administration (<https://webapps.ifad.org/members/eb/104/docs/french/EB-2011-104-R-43.pdf>). Nous avons également lancé des appels d'offres en vue de conclure des contrats avec de nouveaux gestionnaires externes pour les catégories d'actifs actuelles et nouvelles. Cette démarche s'est traduite par la nomination de quatre nouveaux gestionnaires, suivie de la transition des portefeuilles. Nous avons également diversifié nos placements en direction des obligations des marchés émergents de valeur d'investissement et vers la catégorie des obligations mondiales diversifiées à taux fixe. Toutes les directives en matière de placement ont été révisées et alignées sur l'Exposé de la politique de placement et le cadre de budgétisation des risques.

Les processus, procédures et outils internes utilisés par la Division des services de trésorerie pour la

gestion des risques ont été redéfinis, renforcés et rassemblés dans un document. La Division des services de trésorerie du FIDA est résolue à poursuivre sur la voie d'une plus grande efficacité de ses activités à tous les niveaux. À cet égard, la Division des services de trésorerie a contribué, en 2012, à la Phase I du projet de remplacement du Système prêts et dons. Elle a en outre passé en revue les processus internes aux divisions afin de déterminer les possibilités d'amélioration. Cet examen s'est traduit par une rationalisation accrue des activités et des processus et par la réduction du risque opérationnel.

Le FIDA, qui copréside le groupe de travail du réseau finances et budget sur les services de trésorerie communs, continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives des Nations Unies visant à améliorer l'efficacité opérationnelle de ces services à l'échelle du système. Nous hébergeons et administrons le site web consacré à la communauté de pratiques des services de trésorerie des Nations Unies, qui est devenu principale plateforme d'interaction entre ces services.

Prenant acte de la présence croissante du FIDA dans les pays où nous intervenons, la Division des services

TABLEAU 11
Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2012^a
Montants en millions d'USD

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 156,9	60,3	14,9	-	1 232,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	72	100,0	83,1	-	73,2
Afrique orientale et australe					
Montant	1 453,4	95,0	3,4	-	1 551,8
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	72,4	92,5	33,2	-	73,2
Asie et Pacifique					
Montant	2 502	410,3	8,0	-	2 920,3
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	76,7	84,2	5,0	-	75
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	352,6	401,9	564,8	-	1 319,3
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	86,4	88,7	61,9	-	74,6
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	798,5	383,3	226,3	3,6	1 411,7
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	91,6	67,3	65,6	8,0	77,2
Montant total	6 623,4	1 350,8	817,4	3,6	8 435,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	76,8	80,9	56,9	8,0	74,7

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

de trésorerie a apporté, en 2012, un soutien aux bureaux de pays pour faciliter les paiements locaux et gérer les engagements spéciaux relatifs à la passation des marchés opérationnels. Au terme de négociations avec la Standard Chartered Bank, le FIDA a ouvert le premier compte de bureau de pays au Viet Nam.

La Division des services de trésorerie a participé aux efforts de mobilisation de ressources pour répondre au mandat du FIDA et a pris part, au mois de juin, aux débats de la table ronde technique (voir page 48).

Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette et la gestion de la dette jouent un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté dans nombre des pays les plus pauvres de la planète. Au cours de l'année 2012, nous avons poursuivi notre soutien au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi utilisé notre CSD pour faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette. Nous avons achevé, dans le courant de l'année, une proposition de règlement de la dette et une proposition de rééchelonnement de la dette, respectivement, pour Cuba et le Soudan, sur la base de la politique générale du FIDA relative à la gestion des partenariats avec les pays ayant des arriérés. Le Conseil d'administration a approuvé ces deux propositions.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 93% des pays répondant aux conditions requises (35 pays sur 39) ont franchi le point de décision, et peuvent ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative. Trente-trois pays ont désormais atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette – et quatre en sont au stade intermédiaire entre le point de décision et le point d'achèvement.

À sa session de décembre 2012, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé des compléments d'allègement de la dette au point d'achèvement pour la Côte d'Ivoire et la Guinée.

Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 741,6 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2012, le FIDA avait accordé aux 33 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 411,9 millions d'USD.

Compte tenu en particulier de la crise financière actuelle, le maintien de la dette à un niveau supportable au-delà du point d'achèvement reste un sujet de préoccupation. Cette situation souligne la nécessité pour ces pays d'appliquer des politiques d'emprunt judicieuses et de renforcer leurs capacités en matière de gestion de la dette publique. Les créateurs multilatéraux qui participent à l'Initiative PPTE surveillent ensemble les niveaux d'allègement de la dette en se fondant sur l'étude annuelle réalisée par la Banque mondiale. Le FIDA participe à cette étude en transmettant toutes les informations relatives à l'endettement, conformément à ses obligations au titre du CSD, et en restant en contact avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

En 2012, 32% du montant total des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement était constitué de dons au titre du CSD. Dix-sept dons ont été approuvés, pour un montant total de 313,1 millions d'USD (tableau 7).

Récompenses du personnel

Chaque année, nous invitons l'ensemble de notre personnel à proposer les noms de collègues méritant, à leur avis, d'être spécialement distingués pour leurs contributions innovantes, leurs résultats extraordinaires et leur exceptionnelle performance. Ce sont les collègues qui, par leurs actes et leur conduite, constituent une source constante d'inspiration tenant à leur dévouement, leur enthousiasme et leur réflexion créatrice.

Les récompenses annuelles du personnel du FIDA reconnaissent les contributions exceptionnelles de nos collègues dans trois catégories: leaders – à n'importe

quel niveau de l'organisation; acteurs dans la conception et l'exécution de projets ou d'initiatives novateurs; et facilitateurs efficaces des changements qui améliorent les opérations que nous finançons.

Nos félicitations aux membres du personnel ainsi distingués en 2012. Nous sommes très fiers de vos contributions aux efforts déployés par le FIDA pour créer et appuyer des opportunités permettant aux populations rurales pauvres d'améliorer leurs moyens de subsistance et leur résilience, et de s'extraire de la pauvreté.



Membres du personnel récompensés en 2012 avec le Président du FIDA (de gauche à droite): Francesca Tarabella, Tina Frezza, Clare Bishop-Sambrook, Edward Gallagher, Aisha Nazario, Adriana Bombardone, David Hartcher, Kanayo F. Nwanze, Paula Kim, Silvana Scalzo, Bobby Baber, Federica Cerulli Irelli, Tomás Rosada, María Turco, Purificación Tola Satue, Sandra Reyes, Fabio Mariano et Rajiv Sondhi.

2012

Initiative extraordinaire

- *Équipe de Cuba*: Tomás Rosada, Natalia Toschi, Rajiv Sondhi, Purificación Tola Satue, Deirdre McGrenra, Sandra Reyes, Mirka Ferrise, David Hartcher;
Mention honorable: Ruth Farrant, Rutsel Martha, Josefina Stubbs
- Fabio Mariano
- Silvana Scalzo

Agent de changement

- Clare Bishop-Sambrook

Projet novateur

- Maria Turco

Facilitateur de changement

- Thu Hoai Nguyen
- Rasha Omar
- Federica Cerulli Irelli
- *Équipe*: Adriana Bombardone, Aisha Nazario, Francesca Tarabella, Tina Frezza
- Edward Gallagher

Leadership

- Paula Kim
- Bobby Baber

Reconnaissance présidentielle

- Rasha Omar

2011

Leadership

- Shyam Khadka

Projet/initiative exceptionnel

- *Équipe ICT-SEC*: Amedeo Paglione, Victoria Chiartano, Paola de Leva, Shamela Brown
- *Équipe de la Foire mondiale pour le partage*: Christiano de Santis, Roberto de Tora, Roberto Rea, Christian Assogba, Birgit Plockinger, Beate Stalsett, Florence Yu, Alessio Accardi, Fabio Caruso, Jean-Philippe Decraene, Severino Manuel, Roberto Montalto, Dave Nolan, Elisabetta Vaccari

Agent de changement

- Rahel Getachew
- Hubert Boirard
- Dina Nabeel
- *Groupe "FIDA Vert"*: Moses Abukari, Hazel Bedford, Sabine Pallas, Steven Jonckheere, Miriam Blanco

Reconnaissance présidentielle

- Ron Hartman

2010

Projet exceptionnel

- Edward Heinemann
- *Équipe du projet Yémen*: Omer Zafar, Fathia Bahran, Nicole Hervieu, Jessica Lattughi

Leadership

- Roberto Haudry
- Henning Pederson

Agent de changement

- *Équipe du Forum paysan du FIDA*: Jean-Philippe Audinet, Philippe Remy, Roberto Longo, Carla De Donato, Sandra Di Rienzo, Gisella Barbieri, Natalia Espinel, Sylvia Isaia, Vincent Sineau
- Roxanna Samii

Récompense présidentielle

- Division de la communication

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Des villageois utilisent un pont de fortune en bambou au cours de la mousson à Bishambarpur, dans le Sunamganj

Bangladesh: Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj

©FIDA/GMB Akash

© 2013 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2013

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV



ISBN 978-92-9072-382-0



9 789290 723820